

édition
2025

Grand angle

sur l'accompagnement des jeunes

DOSSIER THÉMATIQUE

Les jeunes résidant en milieu rural accompagnés en Mission Locale

Une publication de l'Observatoire national du réseau des Missions Locales



Union Nationale des
Missions Locales



INSTITUT
Bertrand
Schwartz

Éditorial

Vous avez entre les mains la deuxième édition du rapport annuel de l'Observatoire des Missions Locales.

Le premier numéro, paru en novembre dernier, a été particulièrement bien reçu, à la fois dans notre réseau et chez nos partenaires. Son dossier thématique sur l'accompagnement des jeunes mineurs en Mission Locale a été investi lors de groupes de travail ou encore de séminaires et sa rigueur et son exhaustivité ont été soulignées.

Cet outil régulier et annuel d'observation de la situation des jeunes manquait à notre réseau et à ses partenaires, au-delà des études plus ponctuelles par ailleurs indispensables. Les 426 Missions Locales, depuis 40 ans, constituent un "stéthoscope" irremplaçable de la situation d'une part non négligeable des jeunes. Et plus précisément des plus d'un million de jeunes de 16 à 25 ans qu'elles accompagnent chaque année, ceux qui rencontrent un besoin d'aide pour faciliter leur entrée dans la vie autonome, qu'elle soit professionnelle ou sociale.

Cet outil est publié en commun par l'Union nationale des Missions Locales et par l'Institut Bertrand Schwartz, en ce qu'il relève de leurs missions respectives : représenter, animer et qualifier le réseau d'accompagnement des jeunes pour l'UNML, approfondir la recherche, les fondamentaux et l'évolution des besoins pour l'Institut Bertrand Schwartz.

L'expression des jeunes eux-mêmes sur leur situation est particulièrement encouragée par nos deux instances.

Dès lors nous souhaitons que ce rapport annuel soit une ressource mise à disposition des professionnels de l'accompagnement des jeunes, ou de ceux dont l'action impacte l'autonomie des jeunes, d'une part, et des responsables des politiques publiques, nationales ou locales, concernant la jeunesse, d'autre part.

Chaque édition annuelle aura vocation à communiquer des chiffres globaux et comparables sur les situations des jeunes, et dans une deuxième partie à effectuer un focus sur une problématique particulière.

Ainsi, le présent numéro aborde, dans sa partie thématique, la spécificité de la situation des jeunes en milieu rural, et des modalités d'action à leur égard. Les enquêtes menées, les témoignages regroupés, les recherches convoquées, sont de nature à alimenter l'action de la commission "ruralité" créée au sein de notre réseau, et invitent les acteurs professionnels, institutionnels et politiques à se saisir des enjeux soulevés, en appui sur les nombreuses innovations déjà déployées.

Nous sommes convaincus que notre responsabilité à l'égard des jeunesse trouvera dans cette publication un instrument utile, et nous invitons tous les acteurs concernés (Recherche, Économie, Éducation, Action Sociale et Culturelle, Santé, Logement, Mobilité, Citoyenneté) à contribuer à cette recherche d'une action continue et innovante pour accompagner l'insertion professionnelle et sociale des jeunes.

Nous vous remercions de la large diffusion que vous ferez de ce document et de ses futures éditions annuelles. „

Stéphane Valli
Président de l'UNML



Marc Godefroy
Président de l'Institut
Bertrand Schwartz



Dossier thématique

2.

3.

1.

Approche globale de l'accompagnement

Quelques chiffres clés

Données endogènes	p. 6
Données exogènes	p. 8

Sport, culture, loisirs

Trois enjeux pour la culture en Mission Locale	p. 10
--	-------

Les métiers du réseau

Des actes métiers invisibles	p. 14
--	-------

2.

Cartographie d'observations

Sélection d'études et d'enquêtes par les ARML	p. 16
---	-------

Les jeunes résidant en milieu rural accompagnés en Mission Locale

Édito

p. 18

Mise en contexte

Introduction et problématique	p. 20
Les données chiffrées	p. 24

Enquête du dossier thématique

Note méthodologique	p. 26
-------------------------------	-------

La voix des jeunes

Être jeune et vivre en milieu rural	p. 28
---	-------

Le regard des Missions Locales

Accompagner les jeunes en milieu rural : entre engagement, adaptation et espoir	p. 38
“Le désert médical n'est pas une vue de l'esprit”	p. 42
Faire avec et pour le territoire au service des jeunes	p. 44
Les territoires ultramarins, une urbanité particulièrement rurale	p. 48
Emmener-vers, le concept du Connecteur	p. 50

Sommaire



Dossier thématique

L'apport du partenaire dans l'action

CNAM - Un public jeune est par définition un public vulnérable	p. 52
CPAM - Aller-vers les jeunes ruraux pour lutter contre le non-recours	p. 53
CMA - L'artisanat, un pilier de l'économie de proximité.	p. 55
France services : un levier d'accès aux droits	p. 56

Le retour des décideurs

Échanger un avenir compromis par un compromis d'avenir pour les jeunes du Grand Reims	p. 58
Il est essentiel que la jeunesse rurale s'exprime et que nous portions sa voix.	p. 60
Représenter les territoires et ceux qui y résident	p. 62

Études autour du thème

Pauvreté et conditions de vie des jeunes dans le monde rural.	p. 64
Petits boulots et grandes galères	p. 68
Les Filles du Coin	p. 70

La mise en perspective scientifique

Que veut dire être jeune, rural et sans diplôme aujourd'hui ?	p. 72
---	-------

Conclusion et recommandations p. 76

Conclusion générale.4

Quel avenir pour l'Observatoire ?	p. 80
---	-------

Annexes.5

Glossaire.	p. 82
Ressources bibliographiques.	p. 85
Remerciements.	p. 86
Ours	p. 87

QUELQUES CHIFFRES CLÉS + Données endogènes

Vocabulaire métier à retrouver dans le glossaire p. 82

Les données endogènes sont les données du réseau des Missions Locales issues d'I-Milo. Elles distinguent d'une part les jeunes rencontrés en premier accueil au cours de l'année, et d'autre part l'ensemble des jeunes accompagnés sur l'année 2024.

L'âge moyen est légèrement plus élevé parmi les jeunes accompagnés (20,2 ans contre 19,4 ans), ce qui reflète une file active davantage composée de jeunes adultes. La répartition par genre reste globalement équilibrée, avec une légère majorité d'hommes.

En matière de formation, près de la moitié des jeunes suivis ne disposent pas de certification validée. Cette proportion est comparable entre les nouveaux accueillis et la file active. Les jeunes titulaires d'un CAP/BEP sont un peu plus nombreux dans la population accompagnée, tandis que la part des diplômés du supérieur est légèrement plus faible. Ces chiffres montrent que la population la plus prégnante des jeunes accompagnés en Mission Locale est plus âgée et peu ou pas qualifiée. Cela confirme le rôle des Missions Locales dans la prise en charge des publics les plus éloignés de la formation et de l'emploi sur la durée.

1^{er} accueil

434 249
jeunes au total

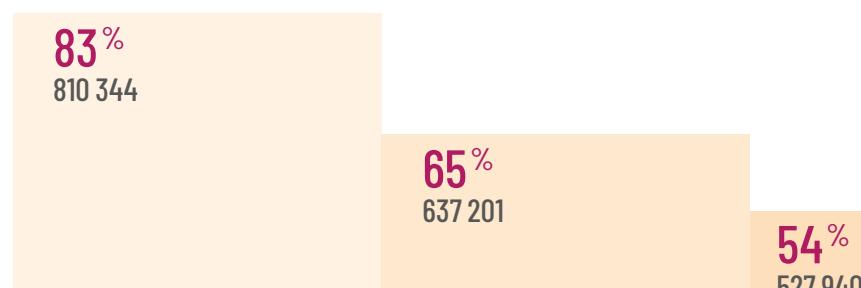
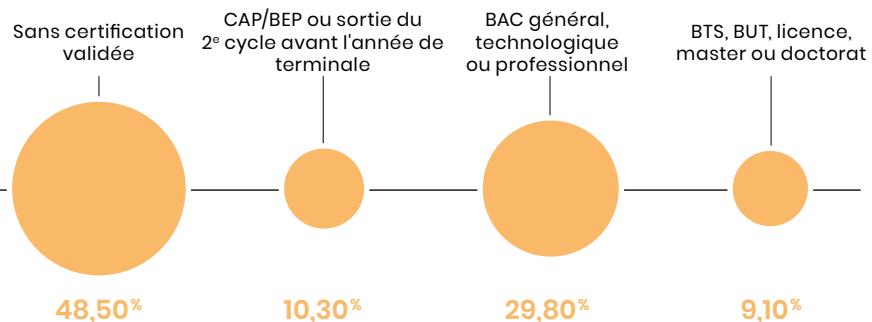
54,2 %
Hommes

45,8 %
Femmes

25,3 %
Part des mineurs

Âge moyen 19,4 — 52,5 % — 22 % — <1 % —
18 à 21 ans 22 à 25 ans Plus de 26 ans

Niveau validé



Nombre de jeunes ayant bénéficié d'un acte de service par thème

Accès à l'emploi

Projet professionnel

Citoyenneté

Le processus de production des données issues d'I-Milo pour les publications de l'Observatoire national des Missions Locales.

Les données brutes sont collectées à partir des différentes informations renseignées par les conseillers de Missions Locales sur l'ensemble du territoire national. Ces données comprennent des informations sur les jeunes, telles que leur âge, leur niveau d'éducation, leur situation au regard de l'emploi, de la formation, de la santé, de la citoyenneté, du logement, du sport, de la culture et des loisirs. Les types de données pouvant être collectées sont définies par un décret*.

Une fois collectées, ces données, via la Direction des Systèmes d'Information, sont soumises à un processus de validation. Cela implique de vérifier la cohérence des données, de corriger les erreurs éventuelles et de s'assurer que les informations sont complètes. Les données sont ensuite agrégées et analysées pour identifier les tendances significatives.

* décret n° 2021-634 du 21 mai 2021 modifiant le décret n° 2015-59 du 26 janvier 2015 autorisant un traitement automatisé de données à caractère personnel relatif à l'accompagnement des jeunes pour l'accès à l'emploi et dénommé «I-MILO».



jeunes accompagné·es

1 057 967

jeunes au total

53,8 %

Hommes

46,2 %

Femmes

15,9 %

Part des mineurs

Âge moyen

20,16

52,4 %

18 à 21 ans

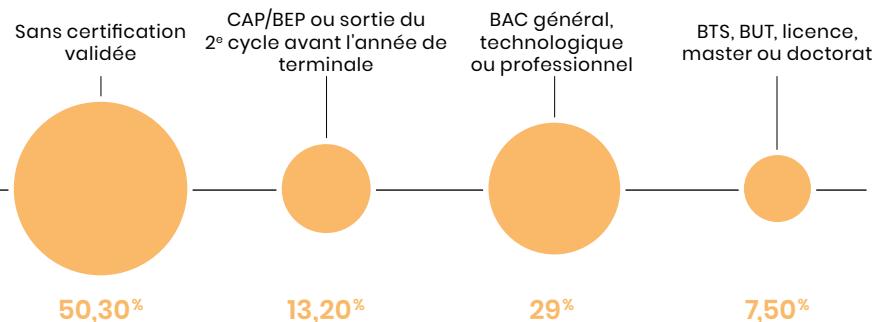
31,5 %

22 à 25 ans

<1 %

Plus de 26 ans

Niveau validé



Analyse

On constate que l'accompagnement est majoritairement centré sur l'emploi et le projet professionnel (plus de 8 jeunes sur 10 pour l'emploi, 2 sur 3 pour le projet).

La citoyenneté et la formation concernent environ la moitié des jeunes, ce qui montre que les Missions Locales vont au-delà de la seule insertion professionnelle. La santé touche près d'un tiers des jeunes, tandis que le logement et les loisirs restent des thématiques plus marginales (1 jeune sur 6).

48 %
474 495

Formation

29 %
280 579

Santé

16 %
159 909

Logement

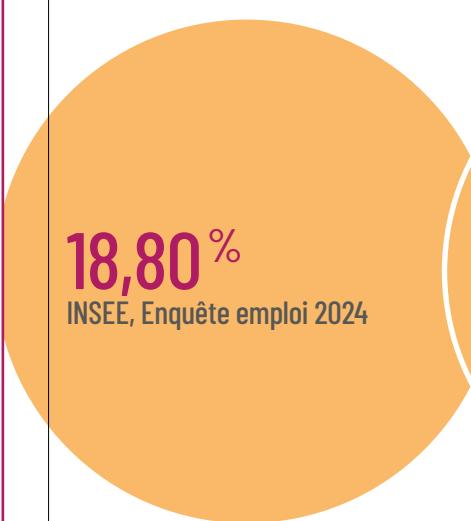
16 %
158 398

Loisirs, sport, culture

QUELQUES CHIFFRES CLÉS

Données exogènes

Taux de chômage des jeunes en 2024



En 2024, le taux de chômage des actifs âgés de 15 à 24 ans est de **18,8 %** en France, contre 7,4 % pour l'ensemble des personnes de 15 ans et plus.

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/4805248>

Comparaison européenne

17,20 %
(France) contre
14,5% (moyenne
de l'UE)
Calcul de la Cour
des comptes

Le rapport de la Cour des comptes indique qu'en 2023, le taux de chômage des 15-24 ans en France était de 17,2 %, plus élevé que la moyenne de l'Union européenne (14,5 %).

https://www.ccomptes.fr/sites/default/files/2025-03/20250319-RPA2025-volumel-emploi-des-jeunes_0.pdf

Proportion des jeunes de plus de 25 ans avec un niveau Bac+

52 %
OCDE, Regards sur
l'éducation 2024

En France, la proportion de jeunes de 25 à 34 ans titulaires de l'enseignement supérieur (Bac+) est de l'ordre de 52 % dans les données récentes.

https://publication.enseignementsup-recherche.gouv.fr/eesr/FR/T666/le_niveau_d_etudes_de_la_population_et_des_jeunes/

Nombre de jeunes en difficulté de lecture en 2022

11,20 %
Injep, les chiffres clés de la jeunesse 2024

En 2022, 11,2 % des jeunes de 16 à 25 ans présentent des difficultés de lecture, dont 4,9 % en difficulté sévère (potentiellement assimilable à de l'illettrisme).

https://injep.fr/tableau_bord/les-chiffres-cles-de-la-jeunesse-2024-education-formation

Le "taux de pénétration" des Missions Locales

12,80 %
INSEE, recensements et estimations de population, données provisoires arrêtées à fin 2024

En 2024, près de 12,8 % des jeunes de 16 à 25 ans sont accompagnés par les Missions Locales, soit environ un jeune sur huit. Ce taux de pénétration est obtenu en rapportant les 1,06 million de jeunes suivis aux 8,25 millions de jeunes de 15-24 ans recensés par l'INSEE. Ce choix de dénominateur constitue une approximation, car la tranche exacte 16-25 ans n'est pas disponible directement dans les données démographiques publiées, mais il permet d'approcher la réalité. Environ 1 jeune sur 8 est accompagné en 2024 par une Mission Locale.

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/2381474>

+Trois enjeux pour la culture en Mission Locale

Il n'est guère facile pour des jeunes de trouver des lieux où ils puissent faire et apprendre ensemble, une musique qui échappe aux critères d'évaluation de la culture adulte.

“ ”

Rapport "L'insertion professionnelle et sociale des jeunes"
de B. Schwartz, La documentation française 1981, p101

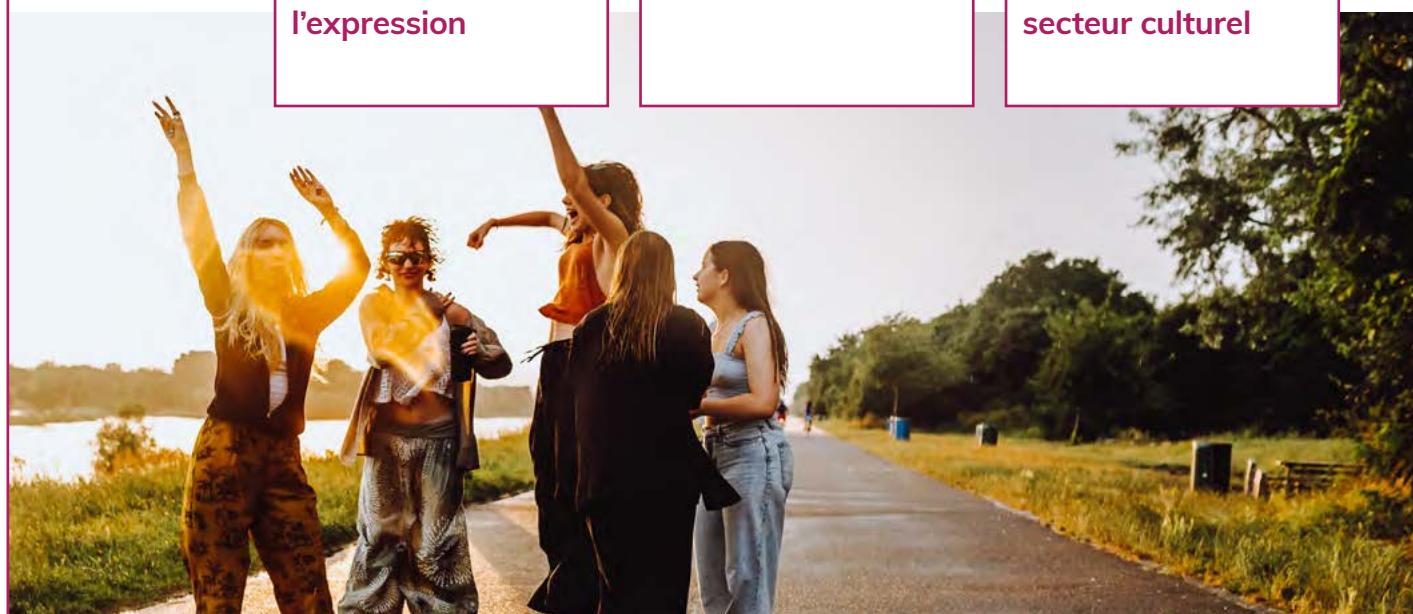
L'accès à la culture est une des sept thématiques composant l'approche globale de l'accompagnement en Mission Locale. Favoriser l'expression artistique des jeunes, encourager le partage de leurs pratiques culturelles ou encore faciliter l'accès à l'offre culturelle sont des moyens d'action des Missions Locales sur ce sujet. Par ailleurs, participer au développement de l'autonomie des personnes accompagnées comprend la connaissance et l'appropriation des ressources environnantes. Les lieux de culture au sens large avec leurs biens matériels et immatériels constituent une richesse au sein des territoires, pour laquelle, bien souvent, les jeunes en insertion constituent un public à conquérir.

En Mission Locale, la culture s'appréhende au moins au travers de trois dimensions :

L'accompagnement à la création et à l'expression

L'accès à l'offre culturelle

La découverte des métiers du secteur culturel



L'accompagnement à l'expression des jeunes accompagnés

En Mission Locale, la pratique culturelle peut, à titre d'exemple, se matérialiser par la tenue d'atelier-théâtre, d'atelier photo-vidéo et podcast, de réalisation de fresques collectives. Mais cela peut également se réaliser au travers la participation et/ou la contribution à des événements culturels locaux ou à leur organisation tant d'un point de vue logistique qu'artistique.

La mobilisation du processus créatif chez les jeunes a des vertus pédagogiques. Elle accélère la constitution de collectifs soudés et moteurs et permet aux professionnels d'offrir un cadre de travail qui détonne autant qu'il étonne et suscite l'intérêt et l'engagement.

De plus, cela agit directement sur la confiance en soi et l'estime de soi de ces jeunes qui en sont souvent carencés.

Ce qui, au-delà des vertus émancipatrices renforce le lien avec la structure et avec les professionnels.

Enfin, par le partage d'évènements qui peuvent parfois être cathartiques, cela renforce la reconnaissance par ses pairs et le sentiment d'appartenance.

L'intégration et la valorisation de la pratique culturelle au sein du parcours peuvent entraîner un certain particularisme dans la relation d'accompagnement entre le jeune et son conseiller. En effet, cela place les jeunes dans une position active, apprenante et proposante ce qui nuance une relation pouvant parfois être perçue ou appréhendée initialement par les jeunes comme étant à sens unique de type descendante ou informative.

Dès lors, les jeunes investissent différemment la Mission Locale qui peut ainsi devenir un espace de réalisation de soi.



Focus sur la Mission Locale d'Insertion du Poitou (MLIP) :

L'intégration de projets culturels est perçue comme un véritable outil de développement de la confiance en soi, de dynamisation des parcours d'accompagnement et d'émancipation des jeunes. Depuis plusieurs années, la Mission Locale, en partenariat avec les services de la ville de Poitiers, organise une fête de la musique dédiée aux jeunes accompagnés par la Mission Locale. Par le biais d'une scène ouverte, les jeunes s'expriment au travers de leurs talents (musique, poésie, théâtre, danse, humour, etc.).

Par ailleurs, la MLIP accueille trois expositions par an, au printemps, en juin et à l'automne. Ces événements sont créés par et pour les jeunes. La présence d'une conseillère ayant une référence culture permet de coordonner l'ensemble de ces projets et d'accompagner les jeunes dans leur réalisation.

Par le partage de leurs œuvres - peinture, dessin, aquarelle – les jeunes artistes exposants renforcent leurs liens sociaux entre pairs, s'affirment en tant qu'artistes et peuvent se constituer un réseau pour leur avenir.

L'accès à l'offre culturelle. L'exemple du pass Culture

Après deux années d'expérimentation auprès de 14 départements, le pass Culture s'est généralisé en mai 2021.

Il s'agit d'un dispositif public visant à intensifier et à inciter la diversité des pratiques culturelles et artistiques des jeunes en leur offrant un accès facilité à des ressources culturelles par le droit à une enveloppe financière modulée selon l'âge.

La généralisation a été accompagnée d'une étude d'impact constituée de trois cohortes successives¹. Cette observation a permis d'analyser en temps réel les usages et l'utilisation des droits ouverts. Alors que le dispositif était en cours de déploiement et que les pratiques n'étaient pas encore installées dans les foyers et au sein des associations relais, les résultats de cette étude étaient positifs et encourageants en termes de nombre de bénéficiaires et de consommation de l'enveloppe.

¹ <https://pass.culture.fr/ressources/analyse-effets-pass-culture>

UN STOP AND GO SYMPTOMATIQUE DES POLITIQUES PUBLIQUES ?

Pour autant, dès 2024, le ministère a évalué l'utilisation faite par les bénéficiaires insuffisamment à la hauteur de l'ambition de « démocratisation des pratiques culturelles ».

Était relevée la prégnance des achats de livres, de mangas et de places de cinéma, estimant que cela traduisait un simple comportement de consommateurs, et l'insuffisance d'usage des lieux culturels de type musée, théâtre et opéra. Le ministère a alors précipité une transformation qui s'est matérialisée dans le décret de février 2025. Ainsi, trois ans seulement après sa généralisation, le dispositif initialement fléché vers les 15 à 20 ans révolus, s'est vu réduire l'enveloppe allouée pour chaque bénéficiaire ainsi que la tranche d'âge concernée. À titre d'exemple, à partir du 1^{er} mars 2025, seuls les jeunes de 18 ans et plus disposent d'un crédit ramené de 300€ à 150€. Le budget total de ce dispositif est ainsi passé en 2025 de 210 à 170 millions d'euro. Au-delà de la réduction du budget, cette décision a contribué à stigmatiser les pratiques culturelles des jeunes.

UN OUTIL POURTANT AU SERVICE DE L'ÉMANCIPATION

Les publics en insertion sont plus sujets à cumuler des difficultés qui se traduisent pour un grand nombre par un capital économique et un capital culturel faibles.

Un premier point positif non négligeable du pass Culture est que pour ces jeunes en insertion, ce crédit, et ce, quel que soit leur usage, constitue parfois leur premier pouvoir d'achat. Ce qui s'avère particulièrement valorisant et émancipateur, car cette ressource est libre d'injonctions dans sa dépense. Imposer une « ligne de dépense » ou réduire l'offre éligible seraient des mesures contre productives.

En effet, de nombreux acteurs de l'action culturelle et socioculturelle (notamment des référents culture en ML) considèrent que ce ne sont pas les publics qui sont éloignés de l'offre culturelle officielle mais l'offre culturelle qui est illisible ou inaccessible pour ces publics.

En s'appuyant sur des acteurs du champ social et en leur laissant le temps de se saisir de cet outil, il serait possible d'encourager des pratiques de découverte plus diversifiées. Pour cela, une meilleure articulation de l'ensemble des parties prenantes serait bénéfique.

L'Union nationale des Missions Locales a signé une convention nationale en 2024 avec la SAS pass Culture. L'engagement porte sur l'ambition commune de faciliter le déploiement du pass Culture dans l'ensemble des Missions Locales. Les deux grands axes de ce conventionnement sont de diffuser un premier niveau d'information aux bénéficiaires potentiels et de créer des collaborations plus fines et plus intenses entre les Missions Locales et les équipes territoriales du pass Culture.

Quelques éléments du bilan

Les bénéficiaires ont été, en majorité, et de plus en plus nombreux au fil des cohortes, à découvrir des activités et des lieux culturels via le pass Culture. Leurs pratiques culturelles et les fréquentations de lieux se sont diversifiées.



54 % des utilisateurs de la cohorte 3 indiquent avoir réservé une activité culturelle qu'ils n'avaient jamais faite avant d'avoir le pass Culture.

Le pass Culture est également un vecteur renforçant la légitimité des pratiques des jeunes et valorisant leurs envies culturelles.

19 % des utilisateurs indiquent que ce dispositif leur a permis de se rendre compte qu'ils faisaient plus d'activités culturelles que ce qu'ils pensaient.

17 % d'entre eux indiquent que le pass Culture a renforcé leur fibre artistique et leurs envies de culture.

La découverte des métiers du secteur culturel

La découverte des métiers du secteur culturel est également un versant de l'accompagnement et de l'accès à la culture vu sous le prisme de l'accès à l'emploi.



Dans une enquête menée par l'UNML auprès d'un échantillon d'une trentaine de Missions Locales,

80 % d'entre elles font part du fait que la découverte des métiers est le besoin principal exprimé par les jeunes au sujet de la culture.

Viennent ensuite :

l'accès à la formation

l'accès à l'emploi



Ces chiffres témoignent de l'importance que peut revêtir le renforcement et la structuration du partenariat avec le tissu culturel local, d'un point de vue de la connaissance et de l'accès des jeunes à la formation et à l'emploi dans le secteur culturel.



Pour **80 %** des Missions Locales répondantes, la modalité de rapprochement et de découverte du secteur culturel sous l'angle du projet professionnel se matérialise par des visites de sites.

Ou encore par des PMSMP pour



Il nous semble intéressant de renforcer ce levier de la découverte des métiers et des immersions dans le secteur culturel. D'une part, cela permet aux jeunes de découvrir un secteur d'activité dont la diversité des métiers qui le compose est trop souvent méconnue. Et d'autre part, de faire connaître aux jeunes des établissements culturels de leur territoire afin de renforcer la vie locale et la démocratisation des pratiques culturelles.

En outre, les établissements comme les centres culturels, les Scènes de Musiques Actuelles ou encore les théâtres et les musées, principaux partenaires du champ culturel des Missions Locales, ont aussi pour mission de renforcer les relations avec l'ensemble de la population vivant sur leur territoire d'activité.

Tout cela peut constituer un véritable cercle vertueux permis par le partenariat entre Missions Locales et acteurs culturels des territoires. Une des conditions à cela serait que les pouvoirs publics soient également réceptifs à l'intérêt que les métiers de la culture peuvent susciter chez les jeunes et renforcent l'attractivité de ce secteur.



Conclusion

Au-delà de ces quelques illustrations qui n'épuisent pas la diversité des actions dans le domaine culturel menées par les Missions Locales et par les jeunes accompagnés, deux constats peuvent être dressés.

Les Missions Locales sont des maillons, à l'échelle territoriale, pour participer activement à la réponse à cet enjeu de démocratisation de l'accès à la culture pour tous, en étant également des lieux de socialisation et de valorisation des pratiques culturelles des jeunes.

À ce titre, les pouvoirs publics peuvent déployer des politiques publiques visant à réduire les distances symboliques, spatiales ou encore économiques dans le but de favoriser un accès démocratique à la culture sous toutes ses formes, à condition d'y associer les parties prenantes.

Enfin, les modèles économiques des ML et du secteur culturel dans son ensemble reposant fortement sur des financements publics, la question de la pérennité de ces actions doit nous alerter collectivement. On peut craindre que l'investissement dans les effets bénéfiques et émancipateurs de la culture dans les trajectoires de vie se transforment en dommage collatéral dans cette période de tarissement des budgets.

Des actes métiers invisibles

Explicit l'implicite du quotidien des conseillers en insertion sociale et professionnelle

Rendre compte d'une activité via un système d'information, quel qu'il soit, sera toujours une démarche partielle et partielle.

Partielle, car aucun logiciel ne peut traduire fidèlement la réalité d'un quotidien professionnel sous tous ses angles. Partielle, car un système d'information est toujours conçu en fonction d'une finalité (quantitative, financière, statique, dynamique,...) et celle-ci ne peut pas être exhaustive.

Un outil informatique structure les données qu'il doit recueillir par un classement. Par exemple, s'agissant du logiciel des Missions Locales « I Milo », entre la nomenclature « **IC, OR, MER, DAF, INT...** »* nécessaire au classement, et la réalité du métier, il y a une distance. Un acte métier, décrit par des items, recouvre des gestes en fait très disparates d'un entretien à l'autre. Cette traduction entraîne automatiquement une perte d'information et de signification.

C'est pourquoi, nous avons souhaité laisser la parole aux professionnels du réseau. Des volontaires ont été invités à un focus group dédié à la mesure d'écart entre le geste professionnel et sa traduction dans le système d'information afin qu'ils puissent mettre en perspective leurs gestes métier au regard de leur saisie informatique. Ils ont pu aborder la multitude d'actes de leur quotidien invisibles, et parfois insoupçonnés, qui se cachent derrière chaque item saisi.

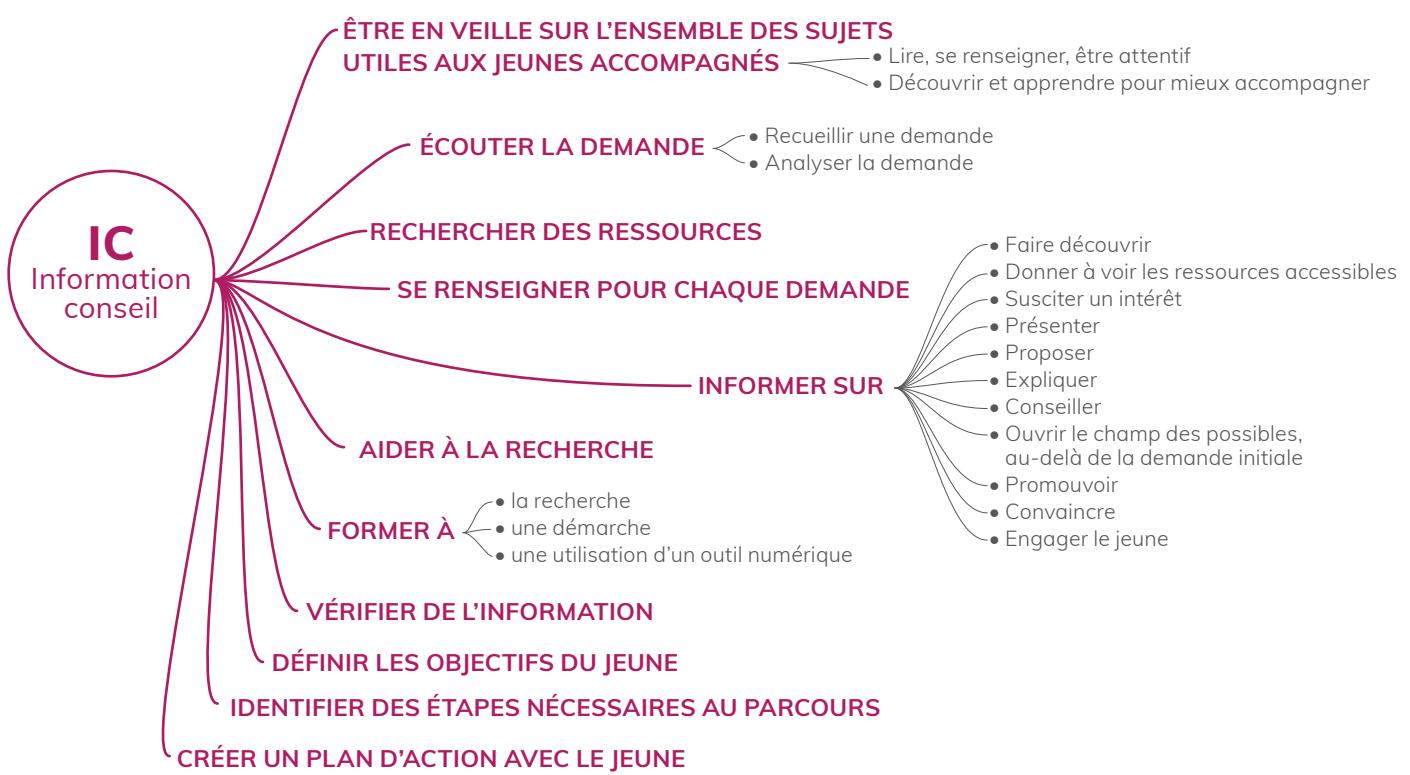
Il n'a pas été facile pour ces professionnels de répertorier et de mettre en exergue l'ensemble de leurs pratiques intuitives et évidentes, autrement dit de valoriser leur expertise professionnelle à travers ces items.

Une pratique utile à l'amélioration continue

Mesurer l'écart entre la saisie effectuée et la réalité du métier pratiqué est utile car cette démarche permet d'interroger l'organisation du service, de prendre de la hauteur concernant l'ampleur des réelles fonctions d'un conseiller en insertion sociale et professionnelle, d'analyser et par conséquent d'améliorer les pratiques des professionnels.

Cette mesure d'écart gagnerait à être structurée à l'échelle locale, de façon systémique, pour gagner en qualité de l'accompagnement.

Exemples de cartes mentales élaborées en focus group avec des conseillers en insertion sociale et professionnelle



> *Aide à la lecture

Pour acter la mobilisation d'un geste métier ou « offre de services » dans chaque domaine en lien avec l'approche globale de l'accompagnement (Accès à l'emploi ; Citoyenneté ; Formation ; Logement ; Loisirs, sport, culture ; Projet professionnel ; Santé) il y a un premier niveau de classement. Celui-ci est composé de différents items :

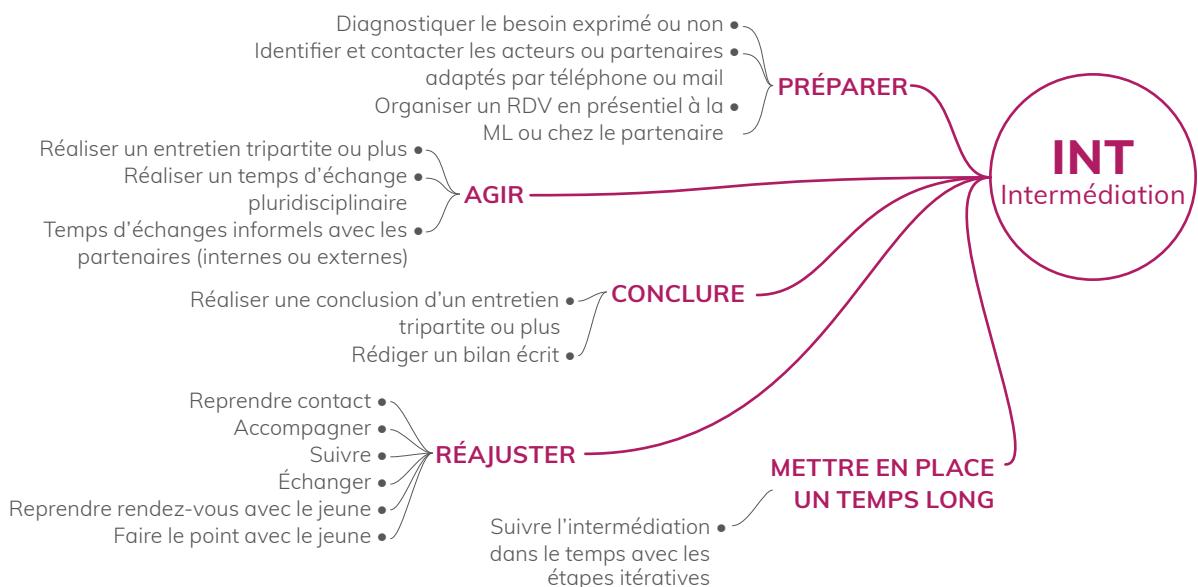
- IC** - Information Conseil,
- OR** - Orientation,
- MER** - Mise En Relation,
- DAF** - Demande d'Aide Financière,
- INT** - Intermédiation.

Pour donner un exemple, il y a une « IC sur la recherche d'emploi » et une « IC sur une formation » ou encore une « OR sur un service de santé » et une « OR vers un partenaire ».

À l'échelle régionale et locale ce classement peut gagner en précision.

Par exemple quand l'item national mentionne de manière très large « Conseils sur l'orientation professionnelle », à l'échelon local il existe parfois d'autres items complémentaires précisant le champ d'action : « IC connaissance de soi », « IC connaissance de l'environnement professionnel », etc.

**En 2024, l'ensemble du réseau a mobilisé
70 000 types d'offres de service**
(hors offres de formation et d'emploi).



Sélection d'études et d'enquêtes par les ARML

La fonction observatoire dans le réseau, que ce soit au niveau local, départemental, régional ou national, est un enjeu et une ambition qui se déploient à toutes les échelles.

Dans cette rubrique, nous mettons à l'honneur des productions locales ou régionales sélectionnées par les ARML. En effet, elles ont un poste d'observation idéal pour réaliser ou valoriser des études et des enquêtes réalisées dans - ou avec - les Missions Locales de la région qu'elles couvrent.

ARML Bourgogne-Franche-Comté

Les jeunes en insertion résidant en QPV et ZRR

Descriptif : Une étude statistique régionale ayant pour but d'examiner les parcours d'insertion des jeunes issus de ces deux géographies prioritaires : profils des publics accueillis, parcours d'accompagnement en Mission Locale et solutions mobilisées sur l'année 2023. Les données sont issues du système d'information I-MILO et ont été traitées par l'ARML Bourgogne-Franche-Comté.

Quelques chiffres clés :

- 4 jeunes sur 10 accompagnés en Bourgogne-Franche-Comté résident en zone prioritaire QPV ou ZRR
- 10 534 jeunes accompagnés résident en ZRR
- 6 335 jeunes accompagnés résident en QPV

Lire l'étude



<https://urls.fr/ugDses>

ARML Grand-Est

La santé au sein des Missions Locales du Grand Est

Descriptif : Étude issue du questionnaire adressé aux 43 ML du Grand Est à la fin de l'année 2024. Les retours des ML ont permis de dresser un éclairage factuel sur la façon dont les problématiques de santé sont intégrées dans l'accompagnement global des jeunes. Cette analyse fait état des pratiques, besoins, freins et dynamiques au sein des structures.

Quelques chiffres clés :

- 33 ML répondantes sur 43
- 94 % des ML répondantes disposent d'un référent santé
- 76 % des ML répondantes ont réalisé ou font réaliser un diagnostic santé au sein de leur structure sur les 2 dernières années.

Lire l'étude



<https://urls.fr/HBXq9b>

ARML Île-de-France

"Besoins des Jeunes" et "pertinence de la réponse" de la Mission Locale

Descriptif : Étude menée en 2024 par l'Université Paris 8 et le cabinet de recherche Orseu à la demande de la Mission Locale de la Lyr. Elle analyse les besoins des jeunes accompagnés, décrypte certains profils types et interroge la pertinence des réponses proposées par la Mission Locale.

Quelques chiffres clés :

- 450 répondants (11 % du public)
- 4 focus groupes de jeunes
- 14 conseillers en entretiens individuels et collectifs
- Analyses statistiques des données I-Milo à partir d'un échantillon de 5 681 jeunes

Lire l'étude



<https://urls.fr/NHSeEp>

Webinaire de présentation



<https://urls.fr/KY11kX>

ARML
Occitanie

Santé (mentale) des jeunes & accompagnement vers l'emploi : une analyse sociologique

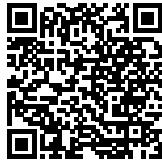
Descriptif : Étude sur la place de la santé mentale des jeunes dans les parcours d'accompagnement vers l'emploi. Cette étude se fonde sur une enquête qualitative réalisée auprès de plusieurs ML de la région Occitanie. Ce travail a mis en évidence l'importance de la problématique alors que nombre de jeunes semblent ne pas manifester leur mal-être auprès des professionnels ou à ne pas l'identifier formellement. En conséquence, le non-recours aux droits et services auxquels ces jeunes pourraient prétendre est massif.

Dans le but de mieux décrire ces formes d'invisibilisation de la problématique de la santé mentale et le non-recours qui en découle, l'ARML Occitanie a établi une typologie des jeunes accompagnés croisant les problématiques qu'ils manifestent et la question de leur prise en compte (ou non) dans leur parcours d'accompagnement vers l'emploi.

Quelques chiffres clés :

- 31 entretiens dont 14 avec des jeunes accompagnés.
- 11 des 14 jeunes rencontrés manifestent une problématique de santé mentale.
- 3 d'entre eux ont pu adapter leur parcours d'accompagnement vers l'emploi alors que leur problématique est identifiée par les professionnels les accompagnants.
- Les 8 autres jeunes accompagnés rencontrés, s'ils manifestent bien une problématique de santé mentale, n'en n'ont pas fait part et n'ont pas adapté leur parcours d'accompagnement vers l'emploi.

Lire l'étude



<https://urls.fr/9BQYL8>

ARML
Océan Indien

Enquête menée auprès des jeunes mahorais suite au passage du cyclone CHIDO

Descriptif : Suite au passage du cyclone CHIDO, la Mission Locale de Mayotte a réalisé une enquête auprès des jeunes afin de poser un diagnostic sur leur situation, recenser leurs besoins immédiats et mesurer leur état émotionnel.

L'enquête a révélé d'importantes pertes matérielles et une forte détresse psychologique.

Ces résultats ont permis d'adapter rapidement l'accompagnement en renforçant, en urgence, le soutien psychosocial, la prise en compte de la santé mentale, l'aide alimentaire et la continuité des parcours.

Une nouvelle enquête est prévue pour mesurer l'évolution des situations, évaluer l'évolution des situations post-traumatiques et mesurer l'impact des actions engagées sur le bien-être et l'insertion des jeunes.

Enquête menée auprès de plus de 1 200 jeunes accompagnés. Les résultats révèlent :

- de fortes pertes matérielles (un tiers des logements inhabitables, 84 % ayant perdu des biens essentiels)
- des impacts sur la santé (blessures physiques, mais surtout détresse psychologique : 85 % stressés, anxieux ou déprimés ; près de 40 % avec troubles du sommeil).

Lire l'étude



<https://urls.fr/iOEuls>

Les jeunes résidant en milieu rural accompagnés en Mission Locale

Dossier thématique



Quelle place pour la Jeunesse dans les territoires ruraux ?

Fin 2024, lors de son Assemblée Générale, l'UNML décidait la création d'une Commission Ruralité.

Deux chiffres, la ruralité représente 80 % du territoire français et un tiers de la population y réside. Par ce choix stratégique et politique, l'UNML a souhaité s'emparer de ce sujet national afin de faire entendre les problématiques spécifiques des jeunes ruraux et d'y apporter des réponses concrètes.

La Commission a mis en place un groupe de travail qui évalue les avancées législatives, réfléchi aux axes de propositions afin d'apporter prochainement une contribution du réseau sur ce sujet de société.

L'Institut Bertrand Schwartz, copilote de l'Observatoire national du réseau des Missions Locales a choisi de mettre en lumière, pour la seconde édition de Grand angle, l'accompagnement par les Missions Locales des jeunes résidant en milieu rural. Ce dossier thématique, que je vous invite vivement à découvrir, propose un état des lieux des réalités et des enjeux spécifiques rencontrés par ces jeunes.

La question centrale que nous devons nous poser est : « Quelle place pour la Jeunesse dans les territoires ruraux ? ». Notre objectif n'est pas d'opposer la jeunesse urbaine dont on parle souvent et la jeunesse rurale qui grandit, étudie, travaille où s'engage dans nos campagnes. Cette jeunesse rurale existe, bouillonnante d'envies, de talents, de projets, mais reste trop souvent invisible.

Mais « vivre Jeune en ruralité », c'est conjuguer des richesses mais aussi des contraintes.

- Des richesses ou opportunités par un ancrage dans des lieux proches de la nature, chargés de mémoire, de liens humains, de proximité, de solidarité, de capacité d'innovation....
- Mais des contraintes ou difficultés par l'isolement géographique, la rareté des transports, l'accès inégal à l'emploi, aux études supérieures, aux services, à la culture....
- Les enjeux et défis sont de réfléchir comment transformer ces difficultés en opportunités, afin d'éviter une dégradation de la fracture territoriale.

Nos actions doivent porter sur :

- La compréhension des disparités entre certains villages dynamiques face à d'autres frappés par l'exode des jeunes.
- La valorisation de l'engagement des jeunes en ruralité et leur reconnaissance comme acteurs à part entière.
- Le soutien et l'insistance sur des politiques et initiatives à développer - formation, mobilité, accès au numérique, espaces de rencontres....

Il est temps de voir la jeunesse rurale non pas comme une population fragile à protéger mais comme une richesse à valoriser. C'est avec eux, jeunes de la ruralité, que nous construirons un futur qui nous concerne tous : enraciné, solidaire et tourné vers l'avenir.



Didier Rumeau,
Président de la commission
national ruralité de l'UNML

MISE EN CONTEXTE

Introduction & problématique

La définition de la ruralité

Il n'existe pas une définition consensuelle de la ruralité dans le monde de la recherche. L'idée d'une définition universelle crée du débat sur la scène publique, du remous dans le monde universitaire, voire des conflits. Car définir la ruralité c'est prendre le risque de caricaturer des réalités très disparates, de figer des représentations et de plaquer des solutions.

La ruralité en France est sous-observée car elle s'inscrit dans une grande histoire de déni politique datant de Napoléon. L'enjeu d'alors était de faire exister la France à l'échelle du monde sur l'échiquier politique. Pour cela, la France ne pouvait pas être rurale, elle ne pouvait être que constituée de grandes villes.

Le choix du seuil de 2.000 habitants agglomérés par commune pour définir officiellement la population urbaine date du recensement de 1846. Il s'agit d'une définition administrative du rural qui a perduré jusqu'en 2020.

D'après le zonage INSEE 2020, on compte 30 772 communes rurales (88 %), pour 4 193 communes urbaines (12 %). Les communes rurales s'étendent sur 91,5 % du territoire national, les communes urbaines couvrent les 8,5 % restants. Les communes rurales regroupent 21,9 millions d'habitants, soit 32,8 % de la population nationale, tandis que les communes urbaines accueillent 44,9 millions d'habitants, soit 67,2 % de la population nationale.

La ruralité et les Missions Locales

La ruralité est un mot utilisé couramment dans le discours politique qui renvoie à ce qu'est l'identité de la campagne. Ce sont des représentations, une mise en récit de l'idée qu'on se fait de son territoire. Si la ruralité est un imaginaire, la campagne est un espace vécu. Il s'agit de la même différence qu'entre la notion d'urbanité et la ville. Sur les 426 Missions Locales dont la zone de couverture est renseignée sur le SI, 380 sont situées sur au moins un territoire ayant un niveau de densité 5, 6 ou 7 de la classification INSEE. Le nombre de structures concernées par ce sujet est donc très important. En moyenne 78,3 % de la zone de couverture de ces 380 ML est rurale et 253 sont au-dessus de cette moyenne.

Le zonage INSEE 2020 à partir de la grille de densité

Commune hors zonage rural

- Très dense
- De densité intermédiaire

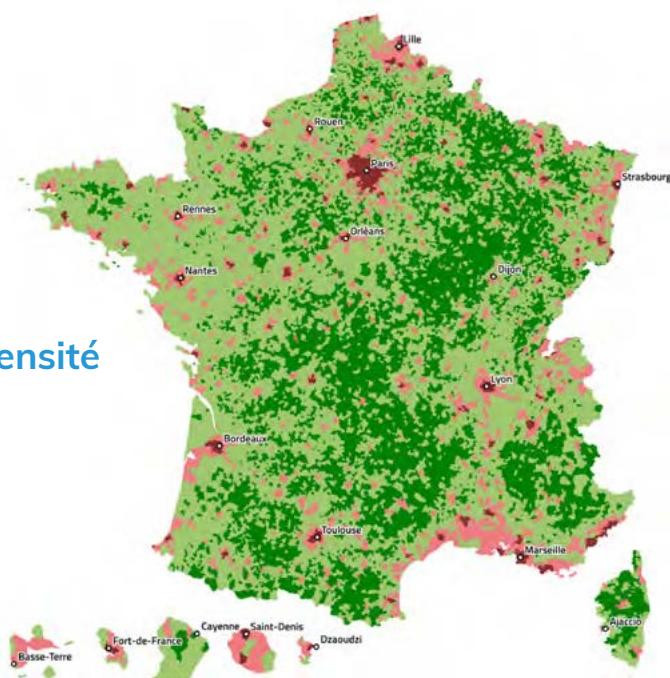
Commune en zonage rural

- Peu dense
- Très peu dense

La seule densité et ses limites – la taille critique

Le zonage INSEE laisse penser que la France n'est constituée que de vides et de pleins. Les politiques publiques et les décisions locales sont conditionnées par cette notion de densité. Le maintien d'une gare, d'un bureau de poste, la fréquence voire la présence d'un bus sont soumises à la règle de la densité, et donc à la règle de la rentabilité, alors même qu'elle ne correspond pas à la distribution de la population. Car la densité, appliquée à une carte, mesure des espaces et non des gens. Or, il y a des gens un peu partout et ce zonage ne dit rien de leur environnement et de leurs conditions de vie.

Selon Olivier Bouba-Olga¹, la nouvelle définition des territoires ruraux, qui repose sur la grille communale de densité, est bien meilleure que les définitions précédentes dérivées du zonage en aires urbaines et du zonage en unités urbaines : alors que ces deux dernières définissaient le rural "en creux" (est rural un territoire qui n'est pas urbain), la nouvelle définition est "en plein". Elle s'appuie sur un critère morphologique, la densité, et considère qu'un territoire est dit rural s'il est peu dense ou très peu dense, et qu'il est dit urbain s'il est de densité intermédiaire ou très dense. Cette définition du rural, dérivée de la définition proposée à l'échelle européenne, ne rend cependant pas compte de la diversité des espaces ruraux. La proposition de l'INSEE de la croiser avec le zonage en « aires d'attraction des villes » va dans ce sens, mais elle apparaît trop réductrice. Seules des études complémentaires permettraient de mieux rendre compte de la diversité des espaces ruraux et des espaces urbains, ainsi que des interdépendances entre les différents espaces.



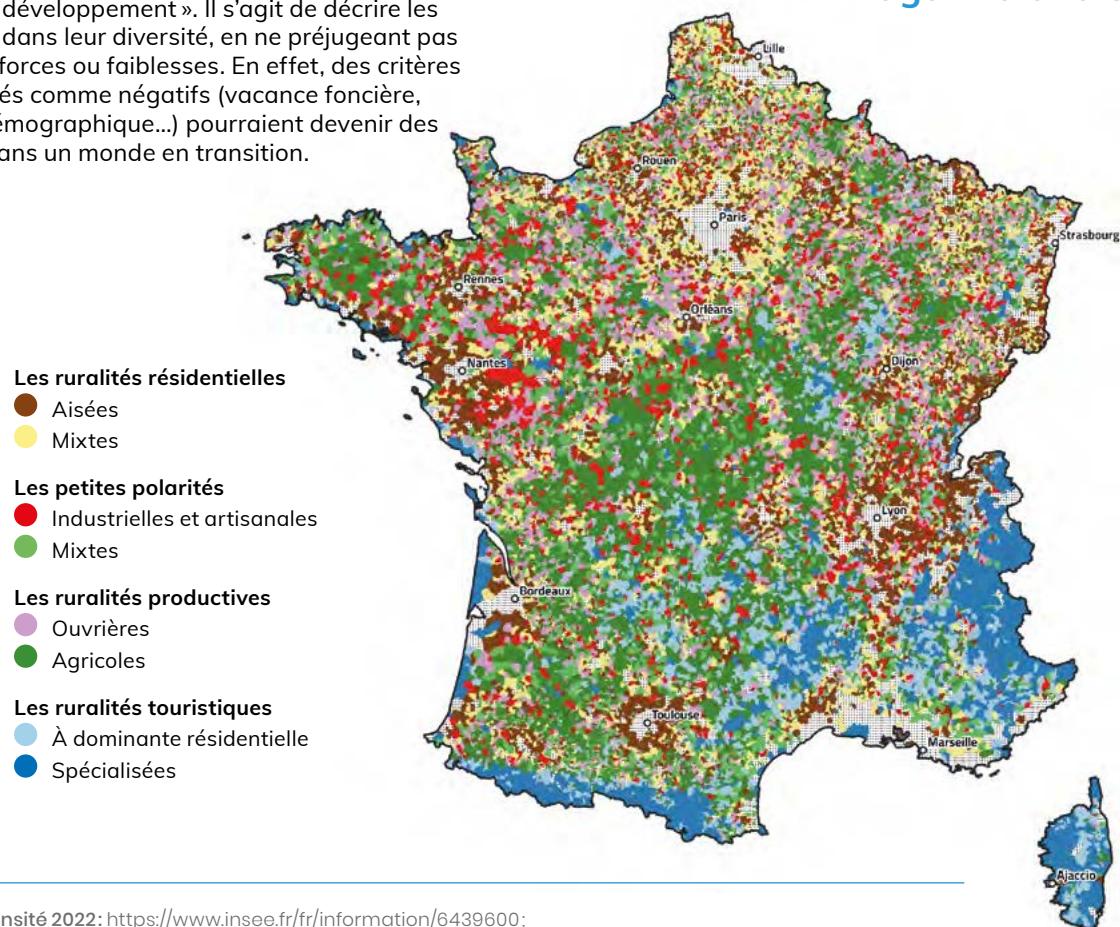
¹ Qu'est-ce que le «rural»? Analyse des zonages de l'INSEE en vigueur depuis 2020. Géoconfluences, 2021

Une autre façon d'observer la ruralité

Le secrétaire d'État en charge des ruralités a acté, le 14 novembre 2020 lors du Comité interministériel aux ruralités (CIR), la définition du rural à partir de la grille de densité communale de l'INSEE². À cette occasion, il a également été décidé de mettre en place un comité de coordination des travaux d'étude sur les ruralités, piloté par l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), en association avec l'INSEE. C'est dans ce contexte que l'étude sur la diversité des ruralités a été initiée par l'ANCT et a été confiée à ACADIE et Magali Talandier.

La production de cette étude s'appuie sur trois partis-pris méthodologiques :

- 1** Le premier est celui de produire une typologie qui vise à identifier les fonctions des espaces ruraux et leurs relations.
- 2** Le deuxième parti-pris est de produire une analyse qui part de ce que sont et font les espaces ruraux, sans se référer systématiquement à l'urbain.
- 3** Enfin, l'étude s'attache à définir une typologie dont les termes ne portent pas de jugement de valeur sur les dynamiques en cours ou sous-entendant un modèle implicite de ce qui serait un « bon développement ». Il s'agit de décrire les ruralités dans leur diversité, en ne préjugeant pas de leurs forces ou faiblesses. En effet, des critères considérés comme négatifs (vacance foncière, déclin démographique...) pourraient devenir des atouts dans un monde en transition.



Les 4 formes de ruralité et leurs spécificités

Deux approches complémentaires sont proposées dans cette étude pour définir les fonctions qu'occupent les espaces ruraux :

- Une lecture structurelle, qui montre la pluralité des communes rurales de la France métropolitaine et met en évidence les caractéristiques socio-économiques et les dynamiques auxquelles sont confrontés ces territoires. Une série d'enjeux sociaux, démographiques, fonciers, économiques interpellent l'action publique de façon différenciée selon les types identifiés.
- Une lecture systémique, qui qualifie les contributions actuelles et potentielles des espaces ruraux aux grands enjeux de transitions. En analysant les ressources disponibles ou produites par le rural, leurs inscriptions dans des réseaux économiques multi-scalaires, ainsi que leur place dans la trajectoire de vie des individus, cette deuxième typologie amène à identifier un certain nombre d'enjeux prospectifs pour la France et ses ruralités.

Diversité des ruralités selon Magali Talandier

² La grille de densité 2022: <https://www.insee.fr/fr/information/6439600>; Dossier de presse, 2^e comité interministériel aux ruralités: https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr/sites/default/files/2020-11/CIR_DP_2020-11_v7.pdf



Ruralité résidentielle

Ce type de ruralité regroupe des communes résidentielles qui forment un halo autour des villes : on y réside, plus que l'on y travaille.

- Aisées : Revenu élevé et en progression, forte part de cadres, forte artificialisation des sols, construction de logements, indice de jeunesse élevé.
- Mixtes : Artificialisation plus modérée, présence d'une économie présente, faible concentration de l'emploi, revenus variables, pas de CSP dominante, indice de jeunesse élevé.



Petites polarités

Ces petites polarités productives et de services structurent l'espace rural, elles constituent l'armature rurale.

- Industrielles et artisanales : Forte concentration de l'emploi, revenu moyen, taux de HLM très élevé, emplois de fabrication surreprésentés, forte artificialisation.
- Mixtes : Concentration de l'emploi, revenus moyens, taux de HLM élevé, emploi présentiel, forte artificialisation.



Ruralités productives

Ces communes rurales accueillent toutes des actifs, mais se distinguent entre elles par les caractéristiques de leur tissu économique.

- Ouvrières : Surreprésentation des ouvriers et des jeunes, revenu moyen, faible artificialisation, faible concentration de l'emploi.
- Agricoles : Part importante d'emplois agricoles, vieillissement de la population, faible niveau de retraite, fort taux de vacance résidentielle.



Ruralité touristique

Les communes touristiques occupent les littoraux, les massifs et leurs périphéries

Cette catégorie est marquée par une capacité d'accueil touristique importante mais également des soldes migratoires positifs parmi les plus élevés.

- À dominante résidentielle : Touristiques, revenus faibles, taux de chômage pouvant être élevé.
- Spécialisée : Très touristiques, éloignées des pôles, concentration de l'emploi, vieillissement de la population, taux de chômage élevé.

Les jeunes et les ruralités

Il existe une domination, de fait, des études urbaines sur les études rurales par leur nombre d'une part et par la diversité de leurs axes de travail ensuite. Cependant, si les études sur les QPV tendent à qualifier des types de publics celles sur la ruralité le font rarement d'une façon exhaustive. Le peu de moyens déployés pour observer les jeunes ruraux a trois effets certains. Cela invisibilise encore davantage les publics les plus vulnérables, entrave l'outillage systémique lié aux difficultés qu'ils rencontrent et empêche de penser ces ruralités à l'aune du devenir de ces jeunes.

Le lieu de vie d'un jeune impacte ses besoins, ses projets et ses opportunités. Partant de ce postulat nous avons exploré la question de la définition de la ruralité du point de vue de ceux qui la vivent. Nous y avons trouvé, avec un peu de surprise, une définition ou un imaginaire commun à presque tous les jeunes que nous avons rencontrés.

Pour certains jeunes c'est bien l'apparition d'une enseigne qui conditionne l'ancre dans le paysage rural ou non. Ainsi, l'existence ou l'absence d'une gare et le passage d'un bus permet aux jeunes de s'identifier comme isolé ou perdu autant que la présence d'un Mc Do, un LIDL, un Basic Fit... faisant de ces grandes enseignes leur effet de seuil.

Ruralité et urbanité – Le grand détournement

QPV et ZRR continuent d'être opposés ou observés en miroir ce qui participe à l'invisibilisation de la réalité des territoires ruraux car ces catégories sont détournées. La notion de QPV qui définit des publics devient un espace – les cités – et l'appellation ZRR qui qualifie par définition une zone devient le seul critère pour identifier un public rural précaire. « Comme le déplorait déjà en 1981 le prêtre ouvrier devenu sociologue Emile Poulat, « la France profonde est à la mode. On la sonde, on la célèbre, on l'invoque, cette France silencieuse et laborieuse [...] »³. Benoît Coquard souligne que « Trente-trois ans plus tard, selon cette même logique, en politique comme en sciences sociales, les représentations dominantes sur le monde social continuent d'opposer symboliquement des jeunes ruraux « sans histoire » à la « minorité du pire » de la jeunesse incarnée par les jeunes de cité. »⁴

Ainsi la jeunesse rurale devient le miroir inversé d'une jeunesse urbaine. Sans qu'aucune réflexion sur leurs points communs et leurs spécificités ne viennent alimenter les politiques publiques qui les concernent.

³ 76 Köll L., 1981, Auboué en Lorraine du fer, Paris, Karthala, p. 5.

⁴ Coquard B., Que sait-on des jeunes ruraux ?
Revue de littérature, rapport d'étude, INJEP, mars 2015.

Notre postulat pour traiter ce sujet

Même si la définition INSEE nous a été utile pour la sélection des chiffres clés et l'identification des structures et des jeunes concernés, nous avons cherché à avoir une lecture différente des territoires. En faisant de la typologie de Magali Talandier sur la diversité des ruralités notre référentiel, nous avons été attentifs à l'apport d'un territoire à sa population, à son impact sur l'identité et les actions des ML et à l'appréhension des différents vécus des jeunes en lien avec leur milieu de résidence.

Nous nous sommes posés une série de questions.

+
D'abord du côté des jeunes :

*Pourquoi ils restent ?
Comment ils restent ?
Mais également:
Pourquoi ils partent ?
Et:
Quelles sont les conditions
de leur retour ?*

+
Ensuite du côté du réseau :

*C'est quoi le "local" d'une "ML rurale" ?
Ça se traduit comment d'être conseiller
en milieu rural ?
Comment organiser l'aller-vers et
le faire-venir en milieu rural ?
Et enfin,
Comment rendre accessible et
maintenir l'accès aux services ?*

Notre problématique peut se traduire de façon schématique ainsi :

« Comment aller-vers, faire-venir et maintenir l'accès dans le cadre de l'accompagnement des jeunes résidant en milieu rural ? »

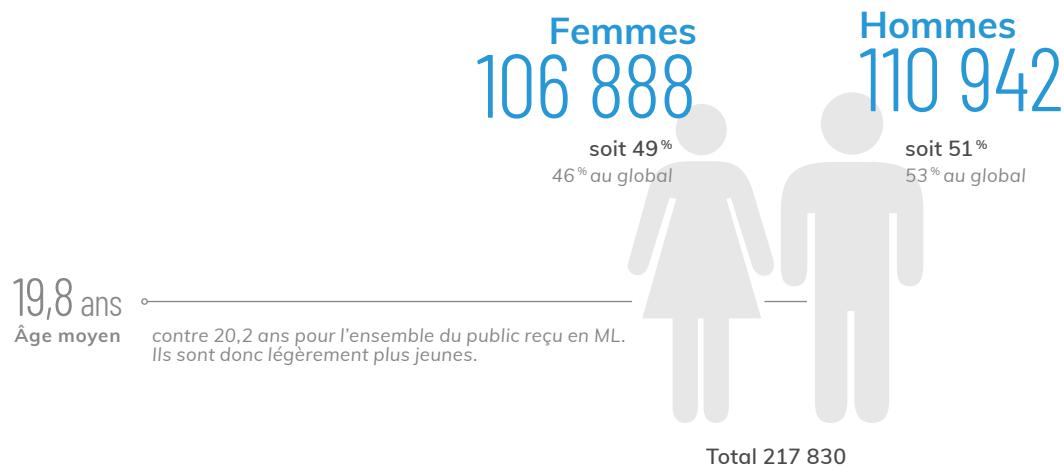


MISE EN CONTEXTE

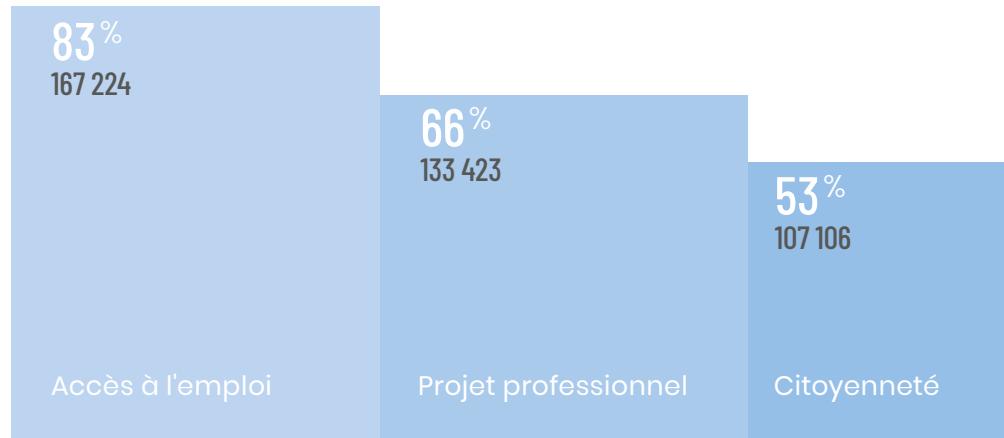
Les données chiffrées des jeunes résidant en milieu rural accompagnés en Missions Locales

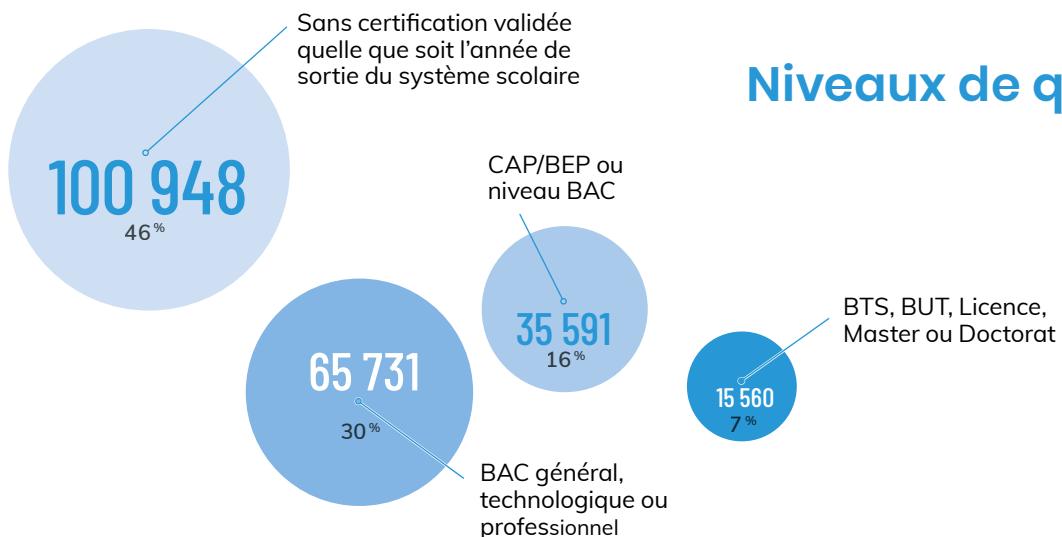
Pour recueillir ces données, nous avons fait le choix de nous appuyer sur la définition de la ruralité la plus consensuelle, à savoir la grille de densité élaborée par l'INSEE. Cet outil statistique permet de classer l'ensemble des communes françaises en fonction de leur densité de population selon sept niveaux distincts. Cette gradation va des communes les plus fortement urbanisées aux territoires les moins peuplés.

Dans ce cadre, nous nous sommes appuyés sur les trois derniers niveaux de la grille qui se nomment respectivement "bourgs ruraux", "rural à habitat dispersé" et "rural à habitat très dispersé"



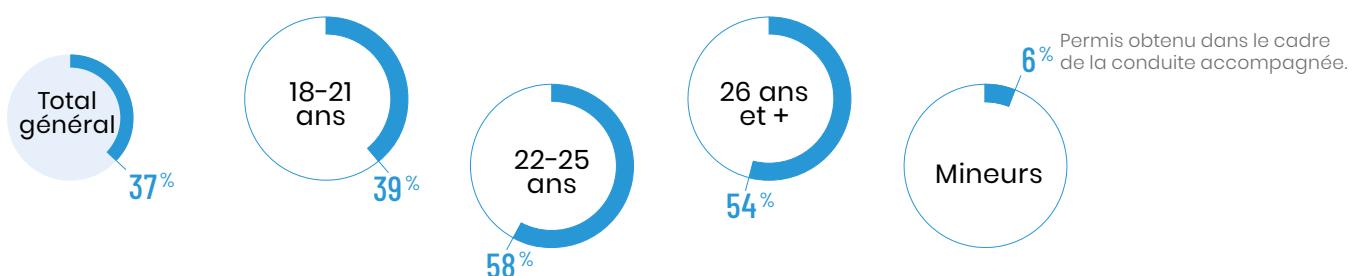
Nombre de jeunes ayant bénéficié d'un acte de service par thème





Niveaux de qualification

Proportion des permis B par âge



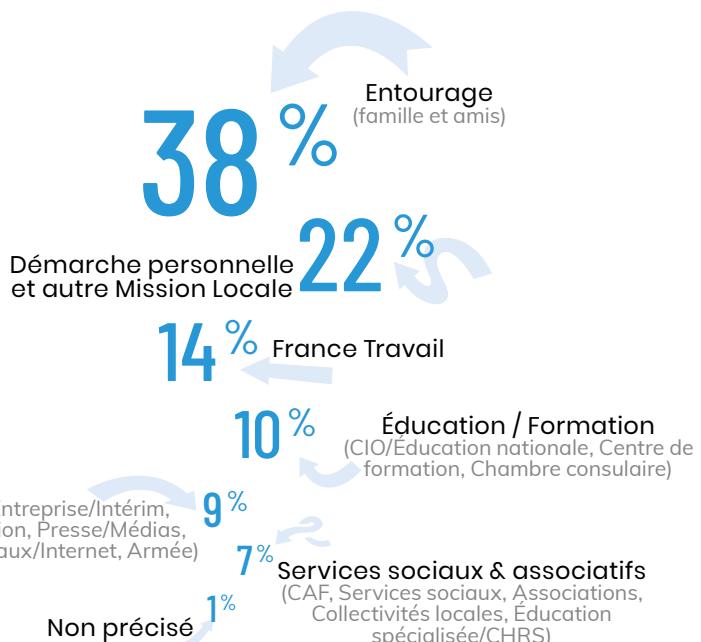
Origine de la venue en ML

L'analyse des origines de la venue confirme que les jeunes, qu'ils soient ruraux ou non, accèdent aux Missions Locales principalement par l'entourage (famille, amis), par une démarche personnelle ou par une autre Mission Locale. Ces trois canaux représentent environ 60% des entrées.

La principale différence concerne le rôle de France Travail, plus marqué en milieu rural (13,5% contre 8,6% au global). Cela souligne une orientation plus fréquente des jeunes ruraux via ce partenaire institutionnel.

À l'inverse, les services sociaux et le milieu associatif sont davantage présents sur l'ensemble du territoire (9,9% au global contre 6,9% en rural). Cela traduit le déficit de partenaires dans de nombreux territoires ruraux et donc de relais.

Les autres canaux (éducation/formation, autres et non précisé) restent proches entre les deux populations, sans écart majeur.



44%
88 474

Formation

29%
59 480

Santé

17%
34 844

Loisirs, sport, culture

15%
30 074

Logement

ENQUÊTE DU DOSSIER THÉMATIQUE Note méthodologique

Les volumes de l'enquête

Pendant neuf mois, l'Observatoire national du réseau des Missions Locales est allé régulièrement sur le terrain à la rencontre des jeunes vivant en milieu rural et des professionnels qui les accompagnent au quotidien.



30 heures de témoignages et de récits de vie



19 rencontres
individuelles ou collectives



76 personnes



7 régions

En complément des territoires où nous avons animé des focus groups avec les jeunes et les professionnels, nous avons également rencontré des directions et des équipes lors de deux déplacements supplémentaires :

- À la ML « Réussir en Sambre Avesnois », nous avons été accueillis dans l'antenne de Landrecies pour un atelier collectif réunissant l'ensemble de l'équipe des professionnels concernés par les territoires ruraux. Ce choix s'est imposé car Landrecies et sa région portent encore les traces de l'industrialisation massive qui a marqué les territoires du Nord.
- À la ML de la Presqu'île Guérandaise, nous avons échangé autour de leur projet de ML mobile d'un nouveau type, pensée comme une véritable antenne itinérante capable de proposer l'ensemble des services d'une Mission Locale.
- Nous avons également rencontré à Toulouse la directrice de la Mission Locale de Haute-Garonne ainsi que la directrice de la Mission Locale de Toulouse pour un échange sur l'impact des métropoles sur ces environs et du partenariat entre Missions Locales.

Nous avons également conduit deux entretiens individuels :

- Avec la directrice de la Mission Locale de la Tarentaise, afin d'explorer les spécificités d'un bassin d'emploi fortement marqué par le tourisme et la saisonnalité.
- Avec la directrice de la Mission Locale du Chinonais, pour questionner la notion de frontière en Mission Locale : frontières administratives (pays, départements, régions) mais aussi limites territoriales entre Missions Locales elles-mêmes.

Le cas particulier des territoires ultramarins

Pour les Missions Locales ultramarines nous avons dû adapter notre méthode pour deux raisons. Hormis la Guyane qui est rurale, l'ensemble des territoires ultramarins ne sont pas des espaces ruraux par définition. Ainsi, nous avons fait le choix de solliciter directement les associations régionales pour un retour qualitatif. Sur l'aspect quantitatif, nous avons été accompagnés par Florence Ihaddadene sociologue au CURAPP-ESS, pour la construction d'un questionnaire spécialement dédié aux professionnels des territoires ultramarins.

Les deux derniers terrains ont été choisis parmi les structures s'étant portées volontaires en réponse à notre appel à manifestation d'intérêt.

- La ML de Provins a été choisie pour sa proximité avec la capitale. Ce territoire répond à l'axe d'observation : si proche et si loin à la fois.
- La ML Saint-Louis Altkirch a été choisie du fait de sa proximité avec la frontière Suisse. Nous voulions interroger la proximité d'un bassin d'emploi particulièrement attractif.

Approche qualitative

Pour aller à la rencontre des jeunes résidant en milieu rural, nous avons eu une phase exploratoire sur le terrain complétée par une double approche quantitative et qualitative.

Deux premières rencontres ont été organisées dans deux Missions Locales de Nouvelle-Aquitaine. Nous avons choisi ces deux structures, car, si elles partagent une même région administrative, connaissent, du fait de leur géographie et de leur activité économique, des réalités de territoires radicalement différentes.

Nous y avons rencontré des jeunes, des professionnels et des élus de Mission Locale. Ces deux terrains d'exploration ont constitué une phase préparatoire dans l'élaboration du questionnaire à dimension nationale et dans la stratégie de nos déplacements vers le reste du territoire.

La question du genre pour le public jeune

Les deux premières rencontres étaient mixtes. Elles se sont déroulées à la ML de la Creuse (7 jeunes - 6 hommes et 1 femme) puis à la ML des 2 Rives (10 jeunes - 6 hommes et 4 femmes).

Le focus group à la ML des 2 Rives a été réalisé en présence du sociologue Clément Reversé. Ce dernier, sur la base de ses propres travaux, a préconisé une modification de notre approche. En effet, les rapports de force entre les genres ont parfois tendance à écraser un groupe au profit d'un autre. Mélanger les hommes et les femmes sur les questions qui nous animent crée un biais non négligeable dans le partage de leur quotidien et de leurs conditions de vie.

Les deux autres déplacements ont été organisés en demandant la non-mixité des groupes. À la ML de Provins, nous avons rencontré 11 jeunes, un groupe de 6 femmes et un de 5 hommes. Et à la ML Saint-Louis Altkirch, nous avons rencontré 15 jeunes, 8 femmes puis 7 hommes. Les échanges dans les groupes genrés ont effectivement permis d'aborder des éléments plus intimes.

Les rencontres avec les professionnels

Notre démarche qualitative concernant les professionnels est divisée en deux parties. Une première qui concerne les conseillers et une seconde pour les directions.

Nous avons rencontré 29 professionnels de l'accompagnement lors d'entretiens collectifs. Si nous avons réalisé 6 entretiens officiels avec des directions, dans chaque structure des échanges informels ont alimenté notre réflexion.

L'approche quantitative

En parallèle de notre approche qualitative, nous avons consulté des sociologues et un doctorant en science politique pour imaginer et construire trois questionnaires, pensés comme un prolongement de ces rencontres de terrain. Les sociologues Clément Reversé en appui sur le questionnaire jeunes, et Julie Couronné sur le questionnaire des professionnels. Diffusés à l'ensemble des Missions Locales présentes sur au moins un territoire rural au 1^{er} janvier 2025, ils ont suscité une forte mobilisation. Au total 1 752 personnes y ont répondu, enrichissant ainsi la compréhension de la réalité vécue par les jeunes et leurs accompagnants.

Nombre de répondants aux questionnaires

905
jeunes

Rapporté aux 217 830 jeunes accompagnés sur ces territoires, cet échantillon offre une marge d'erreur d'environ 3,25% avec un niveau de confiance de 95%.

555
conseillers en insertion sociale et professionnelle

119
chargés d'accueil et d'animation

68
chargés de projet

60
directions

34
responsables de secteur

11
directions adjointes

LA VOIX DES JEUNES

Être jeune et vivre en milieu rural

Nous faisons dans cette séquence une synthèse des sujets qui ont fait consensus dans les quatre territoires rencontrés, sans prendre en compte les points de vue singuliers liés à une situation géographique, démographique ou économique particulière.

Ne sont présentés que les éléments convergents exprimés sur la ruralité, partagés par l'ensemble des groupes que nous avons rencontrés tous territoires confondus. Ces mêmes points de vue sont confortés à l'échelle nationale par les résultats du questionnaire qui confirment ces éléments.

Nous avons anonymisé les citations et leur localisation afin de respecter nos engagements de confidentialité auprès des personnes enquêtées.



Retours qualitatifs

Nous avons rencontré

43 jeunes
en 6 focus groups

24 hommes
19 femmes

20,8 ans
de moyenne d'âge



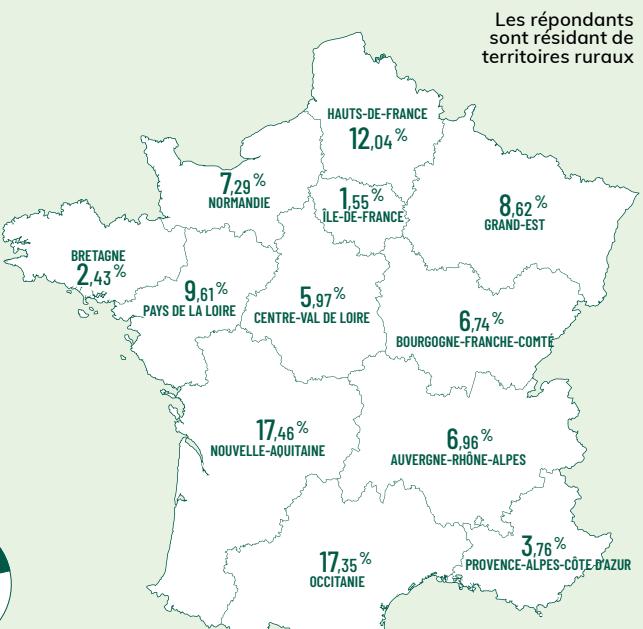
Retours quantitatifs

905 jeunes

ont répondu au questionnaire.

46,85 %
18 → 21 ans
40,33 %
21 → 25 ans

63,31 %
Femme
34,25 %
Homme



73,48 %
vivent chez
leurs parents



11,16 %
vivent
en couple



44,64 %
ont le permis B
44,86 % n'ont
aucun permis de conduire

+ La ruralité, ma campagne

Les jeunes que nous avons rencontrés, à une ou deux exceptions près, ont fait part de leur attachement à leur lieu de vie.

 C'est chez nous, c'est la campagne !

Lors de toutes les rencontres, les mêmes expressions sont revenues.

 C'est calme ; Il y a un petit côté paisible ; C'est tranquille.

Le plaisir face à la nature, à sa beauté et la multitude de ses bienfaits ont largement été exprimés et vantés.

 On respire mieux ; Le bon air ; Le grand air.

Quand on se balade en forêt, sur les chemins, on ressent la nature.

On est plus impacté par la météo, par la pluie, on suit mieux le changement de saisons.

On a plus de qualité de vie ; Moins de stress ; Moins de pollution ; Moins de pollution sonore ; Moins de pollution lumineuse et donc on peut mieux observer le ciel.

Beaucoup ont revendiqué leurs habitudes et ne se sentent pas en capacité de vivre ailleurs.

 On a les attaches ici, la ville ça fait peur quand même.

L'espace rural a été régulièrement associé à un sentiment de sécurité par opposition à la ville.

 Nous sommes dans une ère où tout est rapide et la campagne c'est lent, tout doux, tout calme.

Il y a moins d'agression, se balader dans la rue c'est plus safe, plus sécurisé, plus l'esprit tranquille.

Moi je suis plus sereine depuis que j'ai quitté [la ville]. Là-bas, je me couvrais plus et j'enlevais les vêtements en arrivant à la soirée. Aujourd'hui, dans ma commune, je peux m'habiller comme je veux et je ne me ferais pas suivre.

Cependant, si les personnes enquêtées font l'éloge du caractère paisible de leur environnement de vie, les jeunes en expriment aussi vite les limites. Des superlatifs comme « très » et « trop » viennent renforcer l'adjectif « calme ».

 Passes une journée entière et tu verras comme c'est chiant.

La campagne c'est bien en termes de tranquillité, c'est bien pour les enfants et les retraités, mais y a rien pour les jeunes. À part faire quatre fois le tour du village, tu t'emmerdes !

+ Une définition en creux de la ruralité

Quelle que soit la zone géographique, les jeunes comparent leur environnement avec la ville. Cela entraîne souvent une description de la ruralité par « l'absence de ».

 Si l n'y a pas de Mc Do, c'est pas une ville.

Il n'y a pas de gratte-ciel, pas beaucoup de population, pas beaucoup de commerces, pas de tabac, pas de boulangerie.

Pas de gare, y a rien !

La description se fait aussi par le manque :

... d'accès aux soins,

 Soit y a pas, soit tout est pris, le médecin c'est trois mois d'attente.

Pour hospitalisation psy et autres c'est loin et compliqué.

... de mobilité,

 J'habite à 1h30 de marche de la Mission Locale, pas de gare, pas de bus sauf un très tôt et un très tard.

Pas de permis, pas de voiture, pas de boulot.

... et parfois de tout.

 On manque d'infrastructures. On manque d'habitation tout court, c'est soit cher, soit insalubre.

Et les routes ! les nids de poule ! et les chemins de terre !

Et les villages abandonnés où on se chauffe pas.

Et les loisirs ! À part la ramassée de champignons mais c'est pas un loisir car les champignons c'est cher et qu'on a envie d'en manger, sinon c'est pétanque, foot et chasse.

Il y a rien à 60, 70 km autour.

Et aussi par le constat de la désertion,

 Les jeunes c'est 90 % des collégiens et lycéens, les autres partent après et beaucoup finissent sur la ville.

Tous mes copains sont partis aux 4 coins de la France. On parle sur Discord, on essaie de se voir l'été.

Le sentiment général c'est "délaisse".

+

Être jeune en milieu rural

Lors de chaque rencontre, nous avons demandé aux jeunes quels stéréotypes circulent, à leur avis, sur les jeunes ruraux.

De franches stigmatisations sont évoquées :

[On est perçu comme] des cassos ; Des paysans.

On vit à la préhistoire ; Pas le wifi, pas la 4G ; Ils pensent qu'on vit avec des bougies, dans une grotte ; [Ils pensent qu'on est] des gens qui se lavent pas.

D'une manière générale, les jeunes ruraux déplorent des préjugés les supposant "moins dotés".

On n'est pas à la page ; On est moins éduqués ; Pas autant de connaissances qu'eux.

Les campagnards, on n'a pas les codes sociaux qu'on peut avoir en ville.

Pour autant, le sentiment d'être très connecté à leur époque et de n'être pas différent est partagé.

Nos parents étaient des ovnis par rapport aux citadins, nous beaucoup moins. Au collège/lycée je ne me sentais pas différent mis à part [le besoin] de montrer où j'habite sur une carte.

Nos parents, ils n'avaient pas les moyens qu'on a. Internet a mis tout le monde sur la même ligne. Avant ils attendaient la fête du village pour sortir.

Toutefois le sentiment que la vie à la campagne est plus difficile qu'en ville est exprimé. Cette vie est plus exigeante, elle nécessite plus d'autonomie, plus d'effort pour tout.

Un peu plus dans la survie qu'en ville, dans l'autonomie.

On est plus livré à nous-mêmes.

Le manque d'opportunités, l'immobilisme sont pointés douloureusement.

Être jeune en milieu rural, c'est galère. À Paris ils vivent à 100 à l'heure, il y a plus de vie. Ici tu bouges pas, tu changes pas, on moisit.

+

Être une femme en milieu rural

Quel que soit le type d'éducation reçue par les jeunes femmes que nous avons rencontrées, un consensus se dégage selon nos enquêtées sur le fait qu'elles rencontrent plus de freins d'accès à l'indépendance en espace rural.

C'est plus facile d'être indépendante en ville qu'ici.

Ça n'a pas beaucoup évolué par rapport à l'ancien temps.

En effet, les jeunes femmes font face à de nombreuses entraves : déficit d'opportunités, une plus grande précarité qui se traduit, pour elles, par des temps partiels subis et une succession d'embauche/débauche journalière.

Les inégalités d'accès à l'emploi et les stéréotypes de genre font que les tâches domestiques, sont principalement dévolues aux femmes. La manière dont elles décrivent leur place en tant que femmes révèle la prégnance d'un ordre social patriarcal où les hommes ont plus de facilités à investir une vie professionnelle et une vie sociale en dehors de leur habitat.

Moi dans ma commune il y a que des femmes toute la journée.

Il n'y a pas beaucoup d'hommes qui vont chercher leurs enfants.

Les hommes partent tôt et reviennent tard.

Les hommes rencontrés conviennent des inégalités subies par les femmes

J'imagine qu'être une fille c'est difficile. C'est plus compliqué je pense car il y a moins de boulot. Et s'il y a moins de boulot pour les hommes, il y a encore moins de boulot pour elles.



+ Être un homme en milieu rural

Les jeunes femmes ont un point de vue extrêmement tranché sur les priviléges dont profitent les hommes.

Moi, l'homme reste à la maison, ne fait rien, à la rigueur il va à la chasse et ramène la viande.

Chez moi, c'est très cliché, les femmes font le ménage, font tout. Les hommes sont dans le canapé.

Les hommes enquêtés, pour définir ce qu'est être un homme en milieu rural, ont centré leurs propos sur le fait d'être jeune.

Certains nous ont fait part d'être conscients de se situer entre deux âges.

La différence entre être un garçon et être un homme c'est une question de maturité, de responsabilités : survivre, faire son petit nid, faire sa route, être équilibré, être stable, être indépendant face à tes besoins.

Quand tu es un garçon, t'as pas de pression, pas d'obligation. Quand t'es un homme, faut savoir gérer les responsabilités.

Et d'autres ont conscientisé leur histoire de vie au travers leur parcours de mobilité. La question de l'adaptation à l'obligation de mobilité est prégnante.

Plus je dois m'éloigner de là où j'habite au plus ça change. Enfant, on s'amuse. Au collège, ok c'est chez moi. Le lycée, plus loin, plus fatigant, faut faire attention aux horaires de bus.

Ma communauté change, je vois plus de monde. Il y a plus de plaisirs, on est des adultes.

Après : il faut construire tes propres objectifs et tes propres responsabilités, et avec tout le décor : dépression, solitude, isolement.

+ Se voir entre jeunes, mais où ?

Les jeunes déplorent le manque de lieux physiques de socialisation.

Rien n'existe pour être un lieu de socialisation. S'il y en a, ils font de la très mauvaise pub.

Il n'y a plus de boîte de nuit depuis longtemps ; Y a un bowling mais personne n'y va ; C'est plus facile d'aborder des personnes dans les salles de sport et aussi le sport co mais en tant qu'adulte faut payer pour y aller.

C'est que des relations à distance ; J'ai jamais connu une relation IRL et du coup ça dure jamais longtemps.

A quelle fréquence êtes-vous en contact avec des structures associatives, sportives ou culturelles autres que ML :

Total général 905 jeunes

49,09 %
Jamais

19,89 %
Rarement

18,01 %
Parfois

5,97 %
Tout le temps

Les jeunes rencontrés restent peu ou pas en contact avec leurs camarades de lycée. Certains s'organisent pour revoir leurs camarades d'école l'été, mais les autres et particulièrement en cas de fin de scolarité compliquée, ne gardent aucun lien.

Personne ne se parle après le lycée ; Difficile de rencontrer des gens.

La Mission Locale a été systématiquement citée comme lieu de rencontres puis de rendez-vous entre jeunes. L'absence d'autres lieux de sociabilisation identifiés impose de fait une pratique de la Mission Locale comme lieu de vie.

Nous avons réuni séparément les filles et les garçons lors des focus groups pour éviter un biais dans le partage de leur quotidien et de leurs conditions de vie. Cela nous a aussi permis d'évoquer leur vie intime et amoureuse. Les avis en la matière sont soit tranchés, soit extrêmement pudiques. Mais une réalité s'est imposée, ils ne se côtoient que très peu.



Quand on se sent loin des autres, loin de tout

Si la faible densité de population est un fait avéré pour la plupart des territoires que nous avons explorés, l'expression de son ressenti a été significative dans tous nos échanges.

Il n'y a pas beaucoup d'humains.

Tu vois une Tesla électrique : tout le monde regarde. C'est l'événement dans la journée !

Pour la plupart, l'isolement est un mot qu'ils manipulent, un concept qu'ils éprouvent.

Dans les villages c'est l'isolement total. T'es livré à toi-même avec les mêmes personnes. Tout est lié, et si la famille est fracturée...

À la campagne ceux qui sont fils et fille unique voient personne le week-end. On est conditionné depuis tout petit à ne pas avoir accès aux autres.

Sans voiture et sans école ni travail je pouvais ne voir personne pendant 6 mois. On a accepté la solitude enfant donc même adulte.

Les jeunes expriment leur frustration d'être seuls et d'être privés de "l'accès à" d'autant plus sans permis et surtout sans relation amicale proche géographiquement.

Soit on a la chance d'avoir un périmètre d'amis accessibles à pied ou en trottinette, soit on est seul.

Moi je partais pas en vacances et j'ai une pote dans le village. Alors ok on faisait une cabane l'été pendant deux semaines puis après 2 mois à rien faire.

Les campagnes c'est pas fou, vachement isolé quand on connaît personne, on est seul, on peut pas sortir le soir, boire un verre en terrasse, se changer les idées. Pendant l'adolescence c'est source de souffrance.

Et au-delà de la frustration, c'est parfois un mal être qui s'installe.

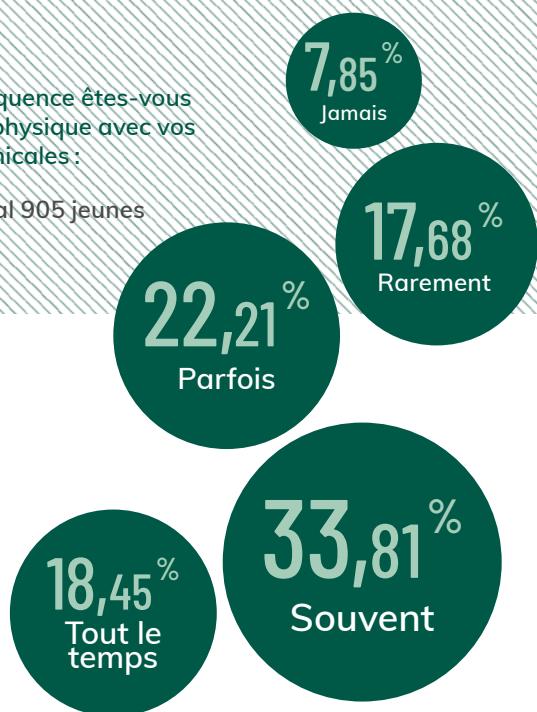
On se sent vite seul, on peut vite tomber en dépression, j'en ai connu qui ont vraiment chuté.

Pour l'aspect médical, voir des gens, c'est important.

La ruralité à l'adolescence, c'est la solitude.

À quelle fréquence êtes-vous en contact physique avec vos relations amicales :

Total général 905 jeunes

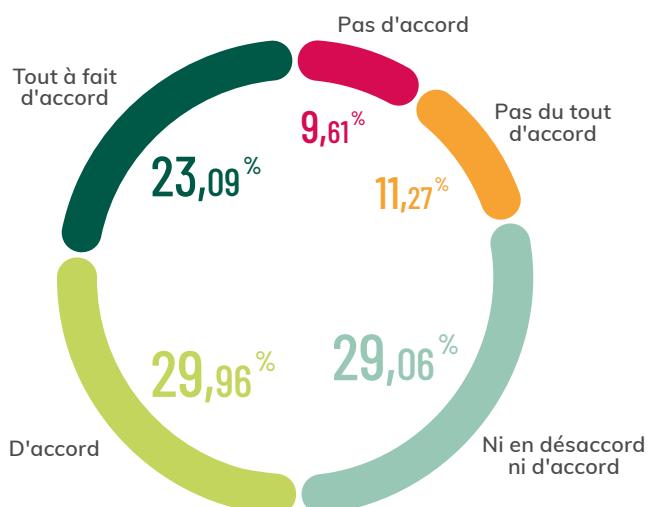


Les jeunes qui évoluent dans une famille ayant choisi de venir ou de revenir en ruralité se sentent victimes de ce choix.

Les parents font le choix de venir car c'est synonyme de calme et de réussite : avoir une grande maison à la campagne, c'est le rêve de tous les vieux. Mais nous à l'adolescence, on a la sensation qu'on n'a pas choisi ça.

De façon générale, ressentez-vous des moments de solitude ?

Total général 905 jeunes





Les relations interpersonnelles

Concernant la vie sociale en ruralité, les jeunes rencontrés dénoncent des clichés des villes vers la campagne.



Les villes nous voient et pensent qu'on est qu'entre nous et qu'on parle pas aux autres.

*[qu'on est] pas très ouvert d'esprit ;
[Que] la campagne c'est fermé.*

Cette perception alimente l'opposition ville/campagne et leur lecture des relations interpersonnelles en milieu rural qu'ils en font. Les jeunes présentent les gens de la campagne comme solidaires et ceux des villes comme solitaires. Ils apprécient le côté communautaire et le fait que les gens se connaissent bien car cela se traduit, souvent pour eux, par de la convivialité et de la générosité.



On s'échange des patates, des recettes.

Il y a plus d'entraide qu'à la ville, c'est plus humain ; En ville les gens sont individualistes.

La plupart perçoivent la solidarité comme un marqueur de la ruralité.



S'il arrive quelque chose à quelqu'un, dans la journée tout le monde est au courant, on sait pas comment.

*Il y a un système d'entraide ;
On demande de l'aide aux voisins.*

L'image du village "vivant" où "tout le monde se connaît" et où tout le monde se parle, n'est pas un vécu partagé.



*Moi je connais personne non plus,
mais je sais que tout le monde me connaît.*

*Moi ni l'un ni l'autre. À part le cimetière,
y a rien de vivant chez moi.*

De plus, les relations interpersonnelles positives ne sont, effectivement, pas toujours présentes :

En ville, il y a une proximité à tout, plus facile d'aller voir des potes. Il y a une vraie facilité sociale. Y a plus de gens et donc plus de gens que tu vas apprécier. En village, t'es obligé d'apprécier les gens car on les voit tous les jours.

Les jeunes qui vivent sur des territoires à habitat extrêmement dispersé évoquent des relations avec les aînés.

Il y a de l'intergénérationnel. Tout le monde côtoie les plus âgés et leur rend service, ça aide après.

Ici c'est comme ça qu'on survit, faut aider le vieux à couper son bois, sinon il meurt ; Et au vieux tu lui dis : "tu m'en dois une ! "

Évoquer les clichés des habitants des villes sur la ruralité les conduits à aborder la réciprocité du rejet de l'altérité.

C'est compliqué de s'intégrer dans les villages.

J'ai entendu toute mon enfance « parigot tête de veau ». Y a plus de racisme envers ceux de la ville.



Contrôle social et réputation

Si la proximité des relations interpersonnelles en ruralité et la solidarité qui en découle sont majoritairement perçues comme un atout, son revers est toutefois assez vite évoqué. Beaucoup se plaignent d'être la cible de jugement permanent.



Avec tous les cons qu'il y a, tous les vieux à la fenêtre, ça me soule.

Les personnes âgées qui critiquent sont insupportables. Je les appelle les "Grands-mères caméra". Elles râlent sur tout ; et ont un avis sur tous.

Les jeunes femmes ont exprimé un vécu massif de misogynie et le déplorent particulièrement de la part des femmes plus âgées qui pratiquent ce qu'elles nomment une « misogynie intégrée ».



On vous regarde, on fait des petites remarques « soit plus féminine » « c'est trop court (les cheveux) ». Alors qu'on les connaît pas, ils s'autorisent à nous critiquer.

Et on vit avec des personnes âgées, on cohabite avec que ça, « mais elle porte pas de robe ! pas de jupes ! ».

Petite, j'étais à fond sur le rose et le féminin et maintenant plus du tout, virage à 180 et ça a pas plu du tout. Quand c'est les hommes, je m'en fous, mais les femmes, c'est relou « ooh avant t'étais tellement mignonne ! »

Plusieurs jeunes femmes ont évoqué librement leur orientation sexuelle et leur confrontation permanente à un environnement hétéronormé.



Dès que tu sors des normes, tout le monde le sait en une heure, même ceux que tu connais pas. Y a une vieille qui peut pas me saquer, je connais même pas son prénom, je passe elle dit « PD ».

Le contrôle social permanent et les regards très normatifs sur les choix de vie entraînent de la défiance et du désarroi chez les jeunes rencontrés.



Une femme peut changer par rapport aux critiques et aux jugements faits sur elle.

Dans les grandes villes, il y a la religion, les origines, etc. Dans les petites communes, il y a la critique des vieux à l'ancienne, les papis et mamies qui viennent à la maison et nous disent faites pas ci, faites pas ça. Le jugement et les regards sont très critiques. On veut nous mettre dans des cases.

On se sent vite mis à l'écart par des gens avec qui tu as grandi. Même s'il n'y a pas de lien de sang, tu te sens en famille. Tu te fais jeter car pas dans leurs valeurs conservatrices et c'est violent.

La notion de réputation prend alors tout son sens et dépasse largement la seule sphère sociale.



Quand tu fais une dinguerie une fois « Aah c'est elle qui a fait ça ! » et ça te suit pour toujours.

Ici, les centres de formation, insertion, tout le monde se connaît — Greta, AFPA, Cap Emploi... tout est en réseau de gens qui se connaissent. Ce réseau peut se retourner contre toi si tu fais une erreur ou si tu n'es pas aimé. Ou si tu n'as pas le bon nom, ça peut fermer des portes.



Mobilité & conséquences

Ils habitent à 10, 15, 25 km de la Mission Locale. Ils sont emmenés, ramenés, par la mère, la grand-mère, le voisin. Ils vivent chez leurs parents « à 30 minutes dans la nature ». Ils marchent sur des départementales dangereuses — « Deux heures de marche aller et deux heures retour ça fait loin ». Ils attendent le bus « dans un petit village de 500 habitants au milieu de rien ». Ils prennent le bus à 6h du matin pour un RDV à 14h et le reprennent à 19h. La mobilité est, pour ceux qui n'ont ni permis, ni véhicule, une dimension qui impacte l'ensemble du quotidien.



Le point négatif à la ruralité c'est la mobilité, quand y a pas de bus, y a pas de bus.

Vous sentez-vous éloigné·e :

Des services de soins, oui à...

21%

Des services administratifs (préfecture, mairie, France Travail...), oui à...

18%

Des activités de loisirs, sport ou de culture, oui à...

29%

Des centres de formations, oui à...

35%

Des commerces, oui à...

23%

Des jeunes de votre âge, oui à...

28%

Des établissements scolaires, oui à...

12%

De votre Mission Locale, oui à...

13%

De votre famille, oui à...

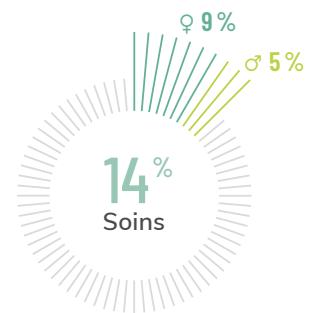
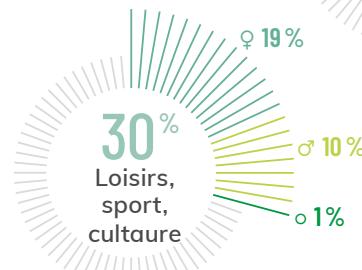
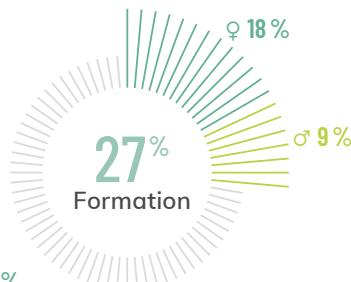
13%

De vos amis, oui à...

23%

Pour des raisons de mobilité,
avez-vous déjà renoncé à
l'une de ces propositions ?

Total général 905 jeunes



Leurs rapports aux projets et leur motivation pour les réaliser sont fortement liés à la notion de distance, de temps à consacrer au trajet et du ratio effort/bénéfice.

Ça dépend ce que je fais, pour les courses on est obligé donc c'est près, pour les fêtes c'est loin.

Quel que soit les territoires et leurs spécificités, en milieu rural, être en mouvement suppose, dans un premier temps, une forte dépendance aux autres.

Les formations sont en ville, ma mère n'emmène mais le retour je suis seule et ça tiendra pas avec ma mère.

C'est compliqué, tous mes amis sont loin. J'ai besoin qu'ils fassent le taxi pour me chercher et me ramener.

La mobilité sous toutes ses formes est un sujet qui a été largement discuté en collectif et a été mis en lien avec l'ensemble des aspects de leur vie. Nous avons pu voir se dessiner une ruralité à deux vitesses. La ruralité avec des gares et la ruralité des voitures. Le bus, pour des raisons de seuil critique, a des tournées à faibles rotations voire pas de rotation du tout. La recherche de solution est permanente et se déplacer requiert du temps et des compétences organisationnelles.

Tout est loin. Il y a une vraie difficulté d'accès aux médecins, à la mobilité. Pas de transport le week-end. Les grandes lignes de bus oui mais il faut appeler le conducteur [pour qu'il s'arrête]. Faut s'organiser, être précis sur les horaires.

Faut s'organiser tout le temps. On se sent très limité. Sans voiture on ne peut rien faire. Je marche 40 minutes pour aller à Leclerc. Si on est jeune, qu'on n'a pas le permis et pas de connaissances, c'est compliqué.

Parfois, même en étant organisé, cela ne fonctionne pas toujours.

Moi pour aller au lycée j'avais 2 bus, le deuxième partait avant que le premier n'arrive...

Les conséquences sur l'insertion sont évidentes.

Si pas de permis B sur CV, il y a une réticence à embaucher. Trouver du travail ou même un job sans voiture, ici, c'est chaud !

Quand on cherche du travail et qu'on a pas de voiture et qu'il y a pas de bus et ben pas de travail, c'est un cercle vicieux. La départementale sans trottoir, c'est archi dangereux. À pied ou en stop c'est la seule source de déplacement.

Moi dans 2,3 semaines, il n'y aura plus de bus car ce sera l'été et donc je ne pourrai plus venir. Comment je fais avec le CEJ ? Je n'ai pas de solutions.

Tous les jeunes rencontrés en collectif renoncent ou ont déjà renoncé à des emplois et des loisirs parce qu'ils ne peuvent pas y aller ou rentrer chez eux après.

Ma vie a commencé à changer dès que j'ai eu la voiture.

+ Emploi et formation – des choix restreints

Sans même évoquer les études supérieures dont la répartition géographique des établissements est un sujet en soi, la carte scolaire des lycées professionnels et technologiques et leurs options d'orientation très restreintes conditionnent déjà les choix dès le secondaire et donc les trajectoires de vie et les trajectoires professionnelles.

Quand tu as plus de choix, tu vas prendre plus de temps pour choisir. Quand la seule option c'est [d'être] bûcheron, on [le devient] plus vite. En ruralité [...] il faut prendre des décisions plus tôt dans sa vie.

Sur la question de l'emploi, l'absence d'opportunités et d'évolution possible est vécue massivement. Le marché de l'emploi est difficile d'accès, pauvre en diversité - essentiellement des métiers "physiques", mal rémunérés et laisse peu de place à la promotion sociale.

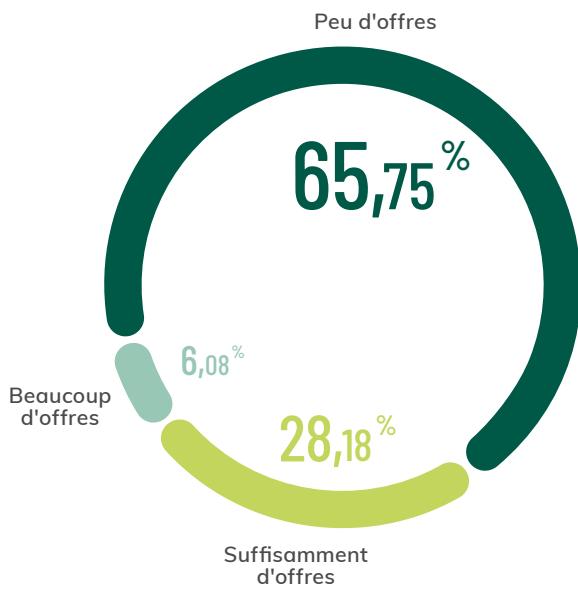
L'offre d'emploi est plus restreinte, il y a moins de diversité dans les offres. Mais il y a moins de personnes en recherche d'emploi, si on se limite pas, on peut trouver.

Mais c'est des métiers alimentaires, faut pas être regardant, faut y aller.

Pour évoluer faut partir de la ruralité. [...] Le plafond est très bas.

Sur la question de l'emploi considérez-vous qu'il y ait sur votre territoire :

Total général 905 jeunes



La difficulté d'accès à l'emploi renforce un sentiment d'exclusion et de stigmatisation.

Si on vient en transport en commun, ils ont pas confiance sur le fait d'arriver à l'heure. La voiture c'est un vrai sujet !

Les jeunes reçoivent des injonctions paradoxales du type « Faites ce que vous voulez, venez comme vous êtes, soyez vous-même... mais parlez anglais, ayez bac +5... ». Cela renforce la perte de confiance dans ce qu'ils peuvent devenir, donc pourquoi insister ?

Le problème de l'emploi, c'est qu'on a une réputation dans cette nouvelle génération. Ils pensent qu'on est flemmards, mais on nous laisse pas l'occasion.

On veut bien travailler mais faut nous embaucher !

Beaucoup de jeunes ressentent une incompréhension de la part des aînés.

Eux ne comprennent pas comment on trouve pas de travail et nous on comprend pas comment ils trouvaient si facilement du travail.

Aussi, les enquêtés ont expliqué que leur relation au travail était différente par rapport aux générations précédentes.

La place du travail dans la vie, eux c'était le travail d'abord, nous c'est d'abord les conditions de travail.

On est une génération qui demande beaucoup de tranquillité et de se sentir en sécurité. On veut une situation stable au travail et à la maison. On privilégie davantage nos vies personnelles. Et donc on est plus exigeant sur nos choix de vie professionnelle.

+ L'avenir de la ruralité

Les jeunes rencontrés, alors qu'ils sont très attachés à leur environnement de vie, ont unanimement une vision sombre de l'avenir de la ruralité.

Les uns envisagent une invasion des campagnes par ceux des villes pour des raisons climatiques ou de recherche de sens à leur vie ; quand les autres imaginent une désertification complète.

L'avenir, c'est l'urbanisation ; Les gens de la ville vont tous venir et tout bétonner ; Ils vont couper tous les bois.

Ca va se vider dans les territoires ruraux. Surtout [pour] les personnes âgées, dès qu'elles meurent, elles sont pas remplacées.

Souhaitez-vous continuer à vivre en milieu rural ?

Total général 905 jeunes

29,72 %
Non

70,28 %
Oui

+ Quel environnement pour mon avenir ?

Sur les 30 % ne souhaitant pas rester vivre en milieu rural, plus de la moitié perçoivent leur environnement comme un piège. En revanche sur les 70 % de ceux qui souhaitent rester, une grande majorité perçoit cet environnement comme un refuge ou un projet. Les résultats de l'enquête corroborent les rencontres en focus groups. Nous avons observé les mêmes répartitions entre partir ou rester.

Parmi les jeunes rencontrés en collectif une minorité se projette en ville.

Soit pour s'y épanouir ...

Je veux faire des études à Paris, m'améliorer dans les grandes villes, voyager et m'installer quelque part, plutôt vers la ville.

Soit pour répondre aux problématiques de mobilité...

Moi j'en ai marre de la campagne, j'ai envie de me déplacer en ville.

Certains veulent partir pour mieux revenir...

J'aimerais faire mes vieux jours en village, mais la ville a beaucoup d'avantages.

Être en ville ou ville dortoir et plus tard retourner en campagne pour la tranquillité, la sérénité.

Quand d'autres aspirent à trouver un compromis entre la ville et la campagne...

Proche des montagnes et proche de villes moyennes.

Toujours en ville mais je veux de la verdure, j'aime les forêts pour me vider les plaquettes.

Pour une grande majorité, rester en milieu rural est le projet à long terme...

Je préfère que ça soit toute ma vie dans la ruralité.

Je veux rester dans le secteur avec ma famille.

Et quelques-uns veulent s'éloigner toujours plus loin des villes...

Mon rêve personnel c'est les montagnes vertes, être autosuffisant et avoir du travail.

La campagne, la plus paumée possible, sans humain, sans rien. En forêt. Pour la tranquillité, la nature, pas de surexploitation des arbres, des végétaux, revenir aux bases, pour ça faut partir loin.



Nous remercions l'ensemble des jeunes qui ont répondu à notre enquête et ceux et celles que nous avons rencontrés. Ils et elles nous ont accueillis dans leur Mission Locale avec beaucoup de bienveillance, de sincérité et de spontanéité.

LE REGARD DES MISSIONS LOCALES

Accompagner les jeunes en milieu rural : entre engagement, adaptation et espoir

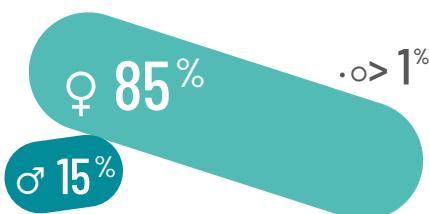
À travers les témoignages des professionnels de l'accompagnement, recueillis lors de nos déplacements ou via le questionnaire, une image se dessine, faite de défis quotidiens, de créativité dans l'accompagnement, mais aussi d'un profond attachement à ces territoires.

Quelques informations sur le profil des conseillers en insertion sociale et professionnelle ayant répondu au questionnaire :

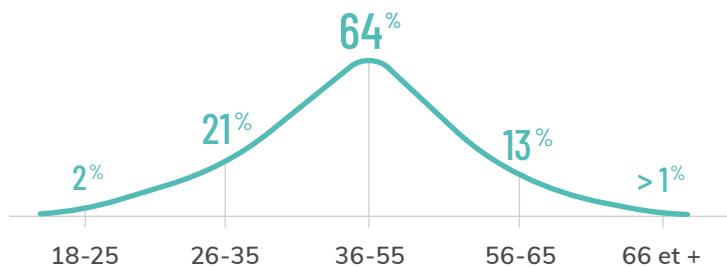
Depuis combien de temps êtes-vous en poste ?



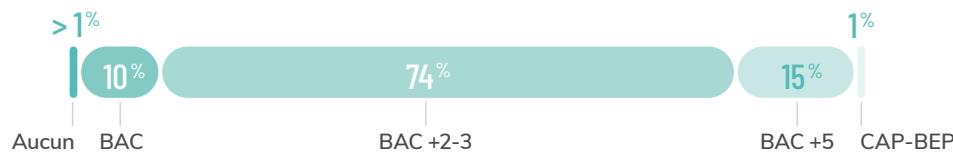
Quel est votre genre ?



Quel est votre âge ?



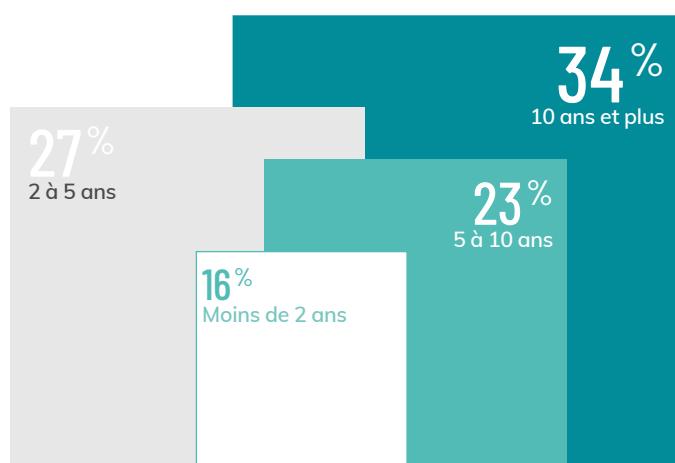
Quel est votre niveau de diplôme validé ?



Quelle est la région de votre Mission Locale ?



Depuis combien de temps êtes-vous dans le réseau des Missions Locales ?



Une jeunesse invisible mais bien présente

Les jeunes ruraux ne sont pas absents : ils sont là, souvent discrets, parfois isolés, mais porteurs d'aspirations et de besoins spécifiques. Les clichés persistent – « bouseux », « ploucs », « cassos » – mais les professionnels les déconstruisent chaque jour. Ces jeunes ont des projets, parfois flous, souvent bridés par leur environnement. L'accès aux soins, à la culture, à l'emploi ou à la formation est entravé par la distance, le manque de mobilité, l'isolement social ou familial.



Ils disent avoir du plaisir à venir aux ateliers pour créer du lien et pas être tout seul », rapporte une conseillère. Une autre ajoute que ce sont souvent : « des jeunes qui ne connaissent pas beaucoup de monde, qui ne connaissent pas les jeunes de leur commune et qui sont très isolés physiquement ».

La ruralité produit des expériences de vies contrastées : zones ouvrières où les jeunes sont surreprésentés, espaces résidentiels marqués par un indice de jeunesse élevé, territoires agricoles avec une population vieillissante ou les inconstantes zones touristiques. Comme le montre le rapport de Magali Talandier pour l'ANCT, ces typologies expliquent pourquoi grandir en Creuse, dans le Haut-Rhin, la Gironde ou dans le Nord ne renvoie pas aux mêmes réalités sociales.

La mobilité : un enjeu central

Le permis de conduire est perçu comme le « Saint Graal » de l'autonomie. Sans lui, l'accès à une formation, à un emploi ou même à un simple rendez-vous devient compliqué, parfois impossible. Pour beaucoup de jeunes accompagnés, le permis symbolise la liberté de bouger et une forme d'émancipation, mais son absence enferme dans une dépendance constante. Les transports en commun, quand ils existent, sont rares, mal adaptés, peu fréquents et souvent peu fiables. Dans certains territoires, aucune correspondance n'est prévue avec les horaires de travail ou de formation, ce qui renforce les inégalités. Les routes elles-mêmes constituent un danger : elles sont mal aménagées pour les piétons ou les cyclistes, ce qui décourage les alternatives au permis. Mais au-delà de ces obstacles matériels, les freins psychologiques sont puissants et souvent invisibles. « Traverser la Garonne pour aller à la Mission Locale, c'est l'Everest », résume une conseillère. Une autre ajoute : « Beaucoup n'ont jamais pris ni le train, ni le tram. Ils ont peur, c'est la jungle, c'est impensable. » Pour certains jeunes, se déplacer à plus de quelques kilomètres est perçu comme une épreuve insurmontable.

70 % des répondants au questionnaire ont estimé que sans le permis de conduire, un jeune ne peut pas trouver de travail.

L'inconnu, la crainte de se perdre, le manque d'habitude ou encore la peur de l'espace urbain deviennent des barrières à part entière. Les conseillers doivent alors non seulement accompagner sur les aspects pratiques, mais aussi rassurer, expliquer, parfois même faire le trajet avec eux une première fois.

93 % des répondants au questionnaire déclarent que les jeunes hommes accompagnés rencontrent des difficultés par rapport à la mobilité contre 82 % des jeunes femmes. Quel que soit le genre, la mobilité est la problématique rencontrée la plus citée par les professionnels.

Face à ces réalités, les professionnels font usage de l'ensemble des ressources possible du territoire et parfois de leur réseau personnel. À l'image de cette conseillère en Creuse qui raconte le cas d'un jeune : « Il devait se rendre à Saint-Sornin, à 2 km de Guéret. Il y avait bien un bus, mais il fallait marcher encore 3 km pour se rendre sur son lieu de stage. Il lui fallait donc prendre son vélo mais c'était interdit de le prendre avec lui dans le bus. J'ai appelé la boulangerie à côté de l'arrêt de bus pour demander s'il pouvait laisser son vélo, et le boulanger a accepté. » Ces petits arrangements, à la marge, permettent de débloquer des situations qui paraissaient insolubles. Ailleurs, les Missions Locales négocient avec des associations, des voisins ou avec d'autres jeunes accompagnés pour trouver un vélo, organiser un covoiturage ou trouver un endroit où passer la nuit.

Certains jeunes se retrouvent « assignés à résidence », faute de moyens financiers, de transports ou de soutien familial. Beaucoup doivent également prendre en charge des responsabilités domestiques lourdes qui les empêchent de se consacrer à leur insertion. « Ils ne peuvent pas venir en rendez-vous parce qu'il y a le petit frère ou la petite sœur à gérer », raconte une professionnelle. Sans relais extérieur, ces charges s'accumulent, freinent les démarches de formation, d'emploi ou même de soin voire les empêchent tout simplement : « un seul bus matin et soir, faut pas le rater ».

L'anticipation devient alors une compétence vitale. Anticiper les trajets, anticiper les temps d'attente, anticiper les vacances scolaires, anticiper les fermetures de lignes : tout doit être calculé à l'avance. Dans le Haut-Rhin, une conseillère souligne les difficultés rencontrées par les jeunes dépendant des bus : « Une jeune en CE1 ne pourra pas venir aux ateliers cet été à cause de la fermeture des lignes scolaires. » Ces arrêts de service, invisibles pour ceux qui disposent d'une voiture, brisent la continuité de l'accompagnement. Dans le département du Nord, une ligne de bus reliant la ville de Nouvion à celle de la Groise va être supprimée. Cela entraîne non seulement la disparition d'une desserte pour le lycée de Landrecies, mais prive également les jeunes de la Mission Locale d'un moyen d'accès à leurs rendez-vous. Ces ruptures illustrent à quel point la mobilité est un fil fragile qui peut se rompre à tout moment, compromettant les efforts d'insertion.

Des parcours marqués par la précarité

La précarité concerne désormais tous les milieux. « Avant les plus précaires c'étaient les classes moyennes et classes plus basses, là ça infuse à tous les niveaux », explique une conseillère. Ce constat se vérifie chaque jour dans les files d'attente des distributions alimentaires : « 2h30 de queue, et pas tous les jeunes sont servis en fin de compte ». Le besoin d'aide matérielle, alimentaire ou vestimentaire n'est plus marginal mais généralisé, et il touche des profils très différents. Cette précarité diffuse, installe les jeunes dans une instabilité permanente. La satisfaction des besoins de base devient un combat quotidien.

La précarité se traduit aussi par une absence de ressources ou d'accès à ces ressources. Il y a un écart entre les besoins et l'offre inexistante dans de nombreux territoires. Santé, santé mentale, addictions : autant de sujets qui traversent les parcours dans un contexte de désert médical. « Quand il y a plus de trois mois d'attente pour un psychiatre, c'est difficile », résume une conseillère.

Les ruptures relationnelles, les conflits familiaux ou les éloignements géographiques ajoutent une couche supplémentaire à la précarité matérielle. Comme le souligne une conseillère, « la mobilité, c'est pas évident quand ça se cumule avec une dégringolade familiale, c'est vite la descente aux enfers ».

Ces réalités sont particulièrement visibles dans les ruralités agricoles et touristiques décrites par Magali Talandier : faibles revenus, chômage saisonnier, habitat dégradé. Les jeunes y grandissent dans des environnements fragiles où l'économie locale repose sur des emplois précaires et où le logement est souvent vétuste, voire insalubre. La pauvreté y est structurelle et cumulative, accentuant les inégalités d'accès aux ressources, aux droits et aux perspectives.

Stigmatisation et xénophobie : des freins invisibles mais puissants

Au-delà des difficultés matérielles, de nombreux jeunes ruraux portent le poids de représentations négatives qui entravent leur insertion. Dans certains villages, la différence reste stigmatisée : « Quand il n'y a pas de noir dans un village, quand il y en a un, tout le monde le regarde », témoigne une conseillère. Le nom de famille peut aussi devenir un handicap : « Quand tu t'appelles X et que ta famille est considérée comme de la racaille, c'est collé à toi. »

85 % des répondants au questionnaire ont affirmé que la réputation des jeunes a un impact sur leur trajectoire.

Ces réputations circulent vite dans des territoires où « tout le monde connaît tout le monde » et suivent les jeunes jusque dans l'emploi : des CV jetés par certaines agences d'intérim, des entreprises qui écartent certains patronymes ou groupes comme les gens du voyage. À cette stigmatisation locale s'ajoutent parfois des propos ouvertement racistes : « Sur les noms à consonance étrangère, ils font des jeux de mots... Il y a un racisme, c'est une réalité des territoires ruraux », rapporte une professionnelle. Ces discriminations, souvent silencieuses, enferment les jeunes dans une image dont ils ont du mal à se défaire, et renforcent leur sentiment d'exclusion.

Pour les jeunes femmes, ces freins prennent une dimension supplémentaire. Elles subissent à la fois le poids des stéréotypes de genre et celui de la vie dans des espaces où les opportunités sont rares et la surveillance sociale plus forte. Leur mobilité est souvent plus contrainte, leurs choix de formation ou d'emploi limités par les attentes familiales et sociales. Certaines conseillères soulignent que les jeunes femmes qui s'écartent des normes locales – par leur style, leur mode de vie ou leurs aspirations – sont particulièrement exposées au jugement, aux rumeurs et parfois au harcèlement. Dans ces conditions, s'affirmer et trouver sa place dans le monde du travail devient un défi encore plus lourd à relever.

28 % des conseillers déclarent accompagner des jeunes femmes subissant des violences familiales et 18 % des violences conjugales contre 19 % et 3 % pour les jeunes hommes.

Le regard des conseillers sur la jeunesse rurale

Au-delà des difficultés, les conseillers insistent sur les qualités qu'ils observent au quotidien chez les jeunes. « Quand je discute projet, il y a des intelligences, des forces de proposition », explique l'une. Mais ces potentiels sont parfois bridés : « Ils ont été éduqués à ne pas se projeter pour eux-mêmes. » D'autres notent « une forme d'inhibition des jeunes ruraux », qui s'exprime moins facilement que leurs pairs urbains, mais aussi « une débrouillardise dans le langage », une capacité à inventer des solutions. Certains soulignent enfin que les jeunes « sont à la page, calqués sur les jeunes des villes via les écrans », mais que « dans le rapport au travail ou au langage, ils se sentent empêchés ».

L'accompagnement : entre bricolage et engagement

Les conseillers se définissent eux-mêmes comme des « couteaux suisses » ou des « pigeons voyageurs ». Cette image traduit à la fois la diversité des missions qu'ils assument et la mobilité permanente qu'exige leur travail. « On est plus éducateurs que techniciens », résume l'une d'entre elle, soulignant que l'accompagnement dépasse largement les aspects administratifs ou professionnels.

Au quotidien, ils inventent des solutions pour contourner les obstacles. Ils organisent des voyages interrégionaux pour élargir les horizons des jeunes, afin de leur faire découvrir d'autres territoires et d'autres perspectives. Ils adaptent les horaires de rendez-vous aux rares bus disponibles, construisant leur emploi du temps en fonction de la desserte et non l'inverse. Ils vont chercher les jeunes directement chez eux lorsque la mobilité est impossible, pour maintenir le lien et éviter la rupture d'accompagnement. Ce bricolage permanent témoigne d'un engagement qui va bien au-delà des fiches de poste.

74 % des professionnels ont déjà utilisé leur véhicule personnel dans le cadre de leur accompagnement.

Mais cet engagement se heurte à des limites structurelles. Les conseillers manquent de moyens, de reconnaissance et de temps. Les dispositifs existants ne couvrent pas l'ensemble des besoins, et les réponses institutionnelles sont souvent trop éloignées des réalités de terrain. « Est-ce la responsabilité de la ML de gérer le problème de la socialisation ? On le fait déjà, mais on nous donne pas les moyens », constate une professionnelle. Cette remarque met en évidence la contradiction vécue. Les Missions Locales endossent des missions toujours plus larges de l'insertion professionnelle à l'accompagnement social, en passant par la mobilité, les loisirs, la santé ou même l'alimentation sans que les ressources humaines et financières suivent.

L'accompagnement repose donc largement sur l'engagement individuel des conseillers, sur leur créativité et leur capacité à improviser. Leur rôle dépasse l'orientation ou le suivi administratif : il s'agit de tisser un filet de sécurité, de soutenir, de rassurer, et parfois simplement d'être présents quand tout le reste fait défaut.

Une ruralité en mutation

Les professionnels avec qui nous avons échangé vivent quasiment systématiquement sur la zone de couverture de leur Mission Locale. C'est cette proximité qui donne un sens particulier aux regards que portent les conseillers sur leur territoire comme lieu de travail et comme lieu de vie.

Les territoires évoluent : périurbanisation, arrivée de nouveaux services, mais aussi désertification médicale et fermetures d'antennes. Les conseillers observent des villages transformés en cités-dortoirs où les gens ne se connaissent plus : « Avant on allait taper chez les voisins, maintenant on est enfermé à l'intérieur », raconte une professionnelle. Le tissu social se délite peu à peu, et les solidarités de proximité, autrefois évidentes, se font plus rares. Pourtant, ces solidarités n'ont pas totalement disparu : elles se réinventent autrement, à travers des réseaux associatifs, des collectifs citoyens ou encore des entraides ponctuelles entre habitants. Dans certains territoires, cette capacité à « faire avec » et à s'organiser ensemble reste un atout précieux au vivre ensemble voire au survivre ensemble.

Ces évolutions sont observées par Magali Talandier dans sa typologie : une ruralité productive agricole qui devient vieillissante, des ruralités résidentielles attractives démographiquement mais qui n'ont plus de perspectives économiques, ou encore des territoires touristiques de plus en plus précaires. Ces contrastes accentuent les inégalités entre jeunes, certains grandissant dans des zones dynamiques mais inaccessibles, d'autres dans des espaces sinistrés où les perspectives se réduisent.

Une conseillère inquiète alerte sur le risque d'importer les fractures sociales urbaines dans des espaces déjà fragilisés. Une autre conseillère espère une évolution des mentalités chez les employeurs « J'espère que les entreprises vont évoluer dans leur regard sur la jeunesse et accepter que la jeunesse a changé. » L'avenir de ces territoires dépendra aussi de cette évolution des représentations, de la capacité à considérer la jeunesse comme autre chose qu'un problème à gérer.

Conclusion : persévérance et espoir

Malgré les difficultés accumulées, malgré les manques de moyens, les professionnels gardent espoir. Leur regard reste tourné vers l'avenir, porté par la conviction que la jeunesse rurale n'est pas condamnée à l'immobilisme. « La majorité veut rester ici. L'important c'est la famille et le groupe d'amis », confie une conseillère. Cette attache au territoire, à ses liens affectifs et communautaires, constitue un point d'ancrage solide sur lequel construire. Tous affirment croire en la capacité des jeunes à s'adapter, à se mobiliser et à réussir, même dans un environnement qui multiplie les obstacles.

Cet espoir se nourrit au quotidien, dans les petites réussites et les trajectoires parfois lentes mais réelles. Pour les conseillers, chaque retour en formation, chaque reprise de confiance, chaque insertion, même fragile, prouve que l'investissement n'est pas vain. C'est ce fil tenu qui maintient la dynamique et donne sens à un travail souvent invisible.

Mais ils rappellent avec force qu'ils ne peuvent pas porter seuls ce fardeau. Ils appellent à une reconnaissance claire de leur rôle, à des moyens humains et financiers adaptés, et à une meilleure prise en compte de la parole des jeunes eux-mêmes. L'accompagnement en milieu rural ne peut se réduire à un mandat administratif : il exige une écoute fine, une présence constante, et une capacité à répondre à des besoins multiples. Les conseillers soulignent que leurs missions dépassent largement l'insertion professionnelle pour toucher à la socialisation, à la mobilité, à la santé, à l'accès aux droits fondamentaux.

Accompagner un jeune en milieu rural, c'est donc bien plus qu'un métier : c'est un engagement de chaque instant, une mission sociale et une responsabilité collective. C'est aussi une manière d'écrire l'avenir des territoires. Une ruralité vivante est une ruralité où la jeunesse trouve sa place, où elle peut rester sans renoncer à ses ambitions, et où elle est considérée comme une ressource et non comme un fardeau. Préserver cet espoir, c'est préserver la vitalité des campagnes elles-mêmes.

LE REGARD DES MISSIONS LOCALES

“Le désert médical n'est pas une vue de l'esprit”

Rencontre avec Corinne ANTERIEU, psychologue en Mission Locale, au moment de son départ en retraite.

Après seize années passées à la Mission Locale des 2 Rives, Corinne part à la retraite. Psychologue de formation, investie dans une fonction de « conseillère santé », elle a été témoin de l'évolution – et souvent de la dégradation – de la santé des jeunes accueillis en milieu rural. À l'occasion de son pot de départ, elle revient sur ce qui a marqué son parcours et les transformations profondes d'une génération.

La pionnière d'un accueil santé

En 2009, la Mission Locale des 2 Rives fut la première à recruter une conseillère santé spécifique, rattachée à la fédération Espace santé jeunes. Pendant 15 ans, le « point accueil écoute jeunes » a permis d'offrir un espace d'écoute et d'information aux 11-25 ans grâce à un financement du département et des collectivités locales adhérentes à la Mission Locale. Cet espace englobe : un accès aux soins, un accompagnement administratif, une référence handicap, une écoute psychologique.

Il s'agit d'une ressource extraordinaire pour des jeunes éloignés de l'offre médicale, souvent isolés dans des territoires ruraux.

Une résurgence des problématiques lié à la santé sexuelle

A l'époque de la création du point accueil écoute jeune, l'objectif était d'essaimer une culture de santé en informant sur la protection sociale ou en faisant de la prévention autour de l'hygiène ou des comportements à risque.

On faisait face à des afflux de jeunes femmes (d'environ 16 ans) avec des grossesses. Malheureusement cette année c'était aussi le cas. La santé des jeunes femmes et la contraception sont des sujets en régression. Je ne sais pas si ce n'est pas lié à la dégradation des ressources sur le territoire. Les filles ne sont pas trop suivies, peu informées. Il y a pourtant un planning familial mais qui ne disposent pas d'assez de moyens pour être partout et répondre aux besoins. Le désert médical n'est pas une vue de l'esprit. Le territoire cherche à évaluer les ressources et à les mutualiser. Mais en mutualisant les lieux d'accueil on les éloigne des jeunes. Bien qu'il y ait plus de jeunes concernés par les problématiques de santé, il y a de moins en moins de places et d'espaces pour les accueillir.

Addictions et violences, symptômes d'un mal-être profond

Les problématiques liées à l'addiction ont toujours été présentes sur le territoire. Le cannabis n'est plus un usage récréatif. Il y en a beaucoup qui en fument dès le matin, comme une habitude. L'alcool, autrefois central, recule, mais les médicaments – anxiolytiques prescrits ou obtenus par d'autres biais – circulent largement. Les soirées festives sont parfois marquées par une consommation plus dure comme la cocaïne. Ces pratiques, souvent banalisées, s'ajoutent à des troubles du sommeil, des conduites alimentaires désordonnées et à une santé physique dégradée.

À ces addictions s'ajoute une violence qui s'exprime dans le silence des familles comme dans les gestes des jeunes eux-mêmes. Automutilations, scarifications, tentatives de suicide : les signaux sont de plus en plus fréquents. Quand ils n'ont pas les mots, ils ont les mains. Les violences conjugales chez les plus jeunes viennent compléter ce tableau sombre. Un quotidien difficile, où la douleur s'exprime sans filtre, mais rarement avec des mots.

Santé mentale en berne

La santé mentale est un sujet qui prend de l'ampleur ces dernières années. Ce qui me frappe, ce sont les signaux d'alerte de plus en plus précoce. Il m'arrive d'intervenir en établissement scolaire pour des cas de phobie scolaire présumée ou avérée. La plupart des jeunes rencontrés font état de crise d'angoisse, d'attaque de panique et il y a beaucoup d'Atarax (anxiolytique) qui circule. Aujourd'hui, je rencontre des 12-13 ans sous antidépresseurs, parfois avec des idées suicidaires. Avant, c'était très rare.

La crise sanitaire a amplifié un phénomène déjà perceptible : détérioration de la santé psychique, isolement, difficultés d'accès aux soins dans un



contexte de désert médical. La pédopsychiatrie est saturée, les thérapies quasi introuvables. Tout est embolisé. Les médecins, démunis, prescrivent vite des anxiolytiques et les jeunes s'y accrochent.

L'illusion relationnelle

Les jeunes sont aujourd'hui hyperconnectés mais paradoxalement plus seul que jamais. Ils ont des contacts sur les réseaux sociaux, parfois avec des gens à des centaines de kilomètres, mais assez peu de relations réelles. Équipés pour se connecter avec le monde entier, mais seuls.

Ce qui me frappe c'est leur isolement avec une illusion relationnelle parce que le quotidien de certains se résume à une chambre, un lit, un téléphone. Les troubles du sommeil et de l'alimentation se multiplient, tout comme les automutilations. On voit de plus en plus de scarifications, de tentatives de suicide. Ils connaissent les termes – harcèlement, trauma, phobie scolaire – mais souvent, ils n'ont pas les mots pour dire ce qu'ils traversent.

Rompre l'isolement par le collectif

À la Mission Locale, pourtant, des dynamiques positives émergent. Les dispositifs comme le Contrat d'Engagement Jeune permettent aux jeunes de se projeter, parfois pour la première fois. Quand ils participent à un projet collectif, qu'ils passent le code ensemble ou montent un atelier théâtre, c'est une révélation. Ils découvrent qu'ils peuvent faire et qu'ils ne sont pas seuls. Le collectif redonne confiance, et sert à briser la tristesse qui marque une génération timorée, trop protégée, qui n'ose plus explorer.

99

Mon travail n'a jamais été simple. Les jeunes arrivent avec une première demande – un droit, une aide, un papier administratif – qui cache presque toujours une souffrance plus profonde. Le plus dur, c'est leur isolement. Et ce silence dans les familles : on vit ensemble mais on ne se parle pas.

À l'heure de quitter mon bureau, je garde une certitude : un jeune qui va bien, c'est un jeune qu'on ne voit plus. Mais quand on en croise certains, des années après, et qu'ils ont pris leur envol, on se dit que ça valait la peine.

LE REGARD DES MISSIONS LOCALES

Faire avec et pour le territoire au service des jeunes

Dans cet article, nous vous présentons une synthèse de trois interviews. Celles de Marie-Pierre Antelo, directrice de la Mission Locale de la Tarentaise (siège à Albertville en Savoie), de Marie Rondwasser, directrice de la Mission Locale du Chinonais (siège à Chinon en Indre-et-Loire) et de Jean-Michel Birem, directeur de la Mission Locale des 2 Rives (siège à Cadillac-sur-Garonne en Gironde).

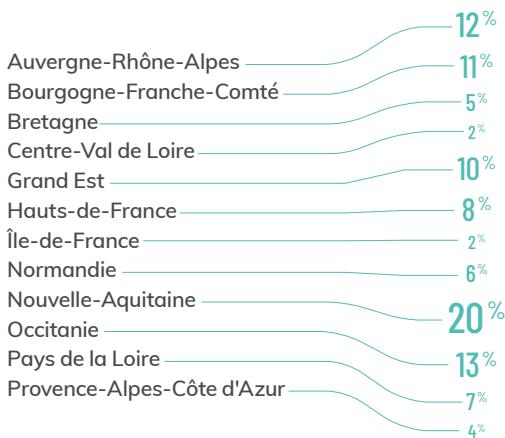
Dans des contextes géographiques et sociaux très différents – montagne touristique, ruralité viticole ou carrefour interrégional – les Missions Locales partagent une même responsabilité : accompagner les jeunes dans leur parcours vers l'emploi, la formation et plus largement l'autonomie.

À Albertville, la Mission Locale agit dans un territoire où le tourisme structure toute l'économie et impose ses propres contraintes. À Chinon, c'est la question des frontières administratives qui complique le quotidien. Et enfin, à Cadillac, le directeur insiste sur le déficit d'acteurs dédiés à la jeunesse sur son territoire.

Trois territoires, une même mission

Trois réalités mais une même conviction partagée par les directions : la Mission Locale doit rester un point d'appui essentiel pour des jeunes souvent confrontés à des freins qui dépassent largement le seul sujet de l'emploi.

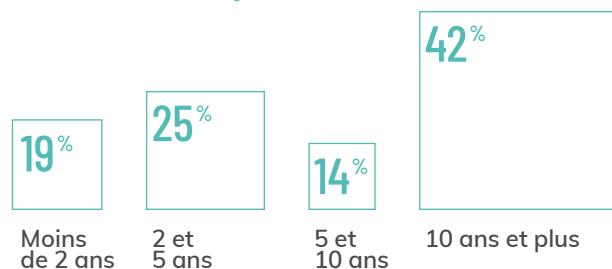
Quelle est la région de votre Mission Locale ?



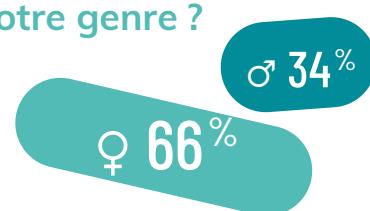
Le profil des directions en milieu rural

En complément de ces entretiens, nous avons administré un questionnaire national qui a été complété par 58 directions, 11 directions adjointes et 31 responsables de secteur. Voici quelques caractéristiques des répondants :

Depuis combien de temps êtes-vous en poste ?



Quel est votre genre ?



Se loger et se déplacer : des conditions d'accès inégales

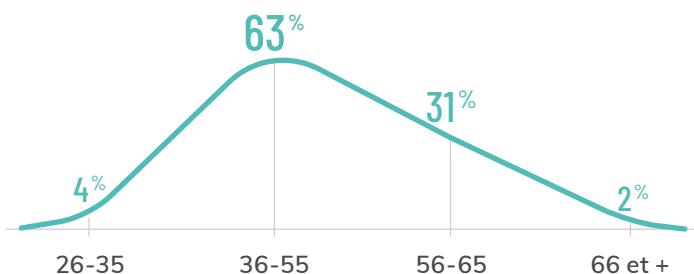
Qu'il s'agisse des stations alpines aux loyers inabordables, des villages girondins isolés ou des communes du Chinonais aux offres de transport inégales, les difficultés de logement et de mobilité pèsent lourdement sur les parcours des jeunes. Les Missions Locales inventent alors des solutions pratiques, souvent bricolées mais indispensables, pour réduire l'impact de ces freins majeurs sur l'accompagnement.

En Savoie, « La saisonnalité impacte tous les métiers, même hors des stations. » La directrice souligne que l'enjeu n'est pas seulement de pourvoir des emplois saisonniers, mais aussi de maintenir les jeunes sur le territoire et en attirer d'autres malgré le manque de logements.

« Les loyers sont très chers puisqu'il est plus rentable de louer aux touristes », rappelle la directrice d'Albertville. Certaines offres saisonnières incluent un logement comme avantage en nature, mais cela peut se transformer en problème en cas de rupture de contrat. Pour pallier ces fragilités, la Mission Locale participe à des expérimentations : hébergement d'urgence ouvert de novembre à janvier, colocation encadrée, organisation de navettes pour relier vallées et stations.

Dans le Chinonais, la problématique du logement est moins critique que celle des déplacements. Le territoire est vaste, traversé par plusieurs communautés de communes aux compétences différentes. « Il y a des territoires où je peux acheter des tickets de bus pour les jeunes et d'autres où je suis obligée de payer du taxi, ce n'est pas le même coût », souligne la directrice. La Mission Locale s'appuie sur un fonds de mobilité solidaire, un minibus polyvalent ou encore un camion-bureau mobile qui sillonne le territoire pour aller vers les jeunes et lever les freins liés à la distance.

Quel est votre âge ?



Quel est votre niveau de diplôme validé ?



À Cadillac, l'isolement rural et le manque d'alternatives de transport rendent la mobilité particulièrement difficile. Le directeur décrit une organisation « bricolée », mais qui fonctionne : mise à disposition de scooters et de vélos, financement ponctuel de déplacements, partenariats avec les collectivités. « La flotte de scooters, c'est un bordel sans nom, du bricolage... mais un succès en termes de résultats », admet-il avant d'évoquer les difficultés de maintenance du parc. Là encore, la Mission Locale agit comme un relais essentiel pour que les jeunes puissent accéder à une formation ou à un emploi malgré les contraintes du territoire.

D'un territoire à l'autre, les réalités diffèrent, mais la conclusion reste la même : sans solutions concrètes sur le logement et la mobilité, l'accès à l'emploi et à la formation reste hors de portée pour de nombreux jeunes.

Former les jeunes et valoriser les métiers locaux

Quel que soit le territoire, l'enjeu de la formation reste central. Les Missions Locales cherchent à rapprocher les offres de formation des réalités économiques locales et à rendre attractifs des métiers pourtant essentiels mais parfois dévalorisés.

À Albertville, la directrice insiste : « Il faut absolument rapprocher la formation liée aux métiers de la montagne, parce que c'est le besoin des entreprises du territoire. » La Mission Locale participe ainsi au campus des métiers de la montagne, forme des jeunes au BAFA pour renforcer l'offre en crèches ou en garderies, et tente d'attirer les organismes de formation sur place. Mais certains métiers restent difficiles à pourvoir. « C'est difficile de motiver les jeunes pour se former au service, alors qu'il y a des besoins énormes dans l'hôtellerie-restauration », note-t-elle, évoquant les restaurants et hôtels prestigieux qui peinent à recruter.

À Chinon, le défi est moins celui de l'attractivité que celui de la coordination. Située au croisement de plusieurs régions, la Mission Locale doit jongler avec des offres de formation éclatées et administrativement cloisonnées. « Connaître l'offre de formation des départements d'à côté, c'est plus difficile pour Saumur qui est à 25 km que pour Orléans, notre capitale régionale à 150 km », explique la directrice. Elle plaide pour « tisser des liens plus importants avec les ML des territoires limitrophes ». Elle précise « qu'il est temps de construire des partenariats entre les « structures, au-delà des relations interpersonnelles entre les conseillers. Car si nous sommes « instinctivement » transfrontaliers, si cette dimension est prise en compte au quotidien par les équipes, les collaborations entre les ML ne sont pas formalisées. Il manque des outils, des temps d'interconnaissance, de mutualisation, qui permettraient d'optimiser et de fluidifier les parcours des jeunes. »

En Gironde, le constat est plus rude encore. « Il y a très peu d'organismes de formation », déplore le directeur de Cadillac. Faute d'offre, les jeunes sont contraints d'aller de plus en plus loin pour se former. L'allongement des temps de trajets demande plus d'engagement de la part des jeunes pour entrer en formation et fragilise

leur parcours. De plus, l'inadéquation de l'offre de formation locale avec les perspectives du territoire constraint les jeunes à partir pour se former ou travailler. Ce qui non seulement accentue le sentiment de solitude de ceux qui restent, mais aussi rend difficile le maintien des entreprises sur le territoire faute de main-d'œuvre.

Dans ces trois territoires, la formation reste pour les directions de Mission Locale un levier indispensable mais fragile. En effet, sur des territoires où le seuil critique est de plus en plus bas, la faible attractivité d'un centre de formation et de son contenu pédagogique entraîne sa fermeture. C'est pourquoi, pour garantir le maintien d'une offre de proximité, les Missions Locales ont la responsabilité d'en faire la promotion auprès des jeunes. Au risque que le besoin individuel s'efface au profit du besoin collectif.

Un territoire, des frontières : quand la géographie complique l'insertion

Les jeunes vivent leur territoire sans tenir compte des frontières administratives. Pourtant, entre régions, départements ou pays, les règles changent et les dispositifs se complexifient. Les Missions Locales doivent composer avec ces découpages qui ne correspondent pas toujours à la vie quotidienne des jeunes, et inventer des coopérations pour que la géographie ne devienne pas un obstacle à l'insertion.

Située au croisement de plusieurs régions et départements, la Mission Locale du Chinonais doit composer avec des règles qui varient d'un territoire à l'autre. « Les jeunes ne vivent pas les frontières comme nous, ils vont là où ils ont l'habitude d'aller », explique sa directrice, consciente que les dispositifs administratifs peinent à suivre ces mobilités du quotidien. Les jeunes peuvent ainsi venir d'un territoire voisin, parce que leur collège était là, parce qu'un parent travaille à proximité. Mais les dispositifs, eux, restent strictement bornés : un Contrat d'Engagement Jeune ne peut être signé que pour un jeune du territoire officiel de la Mission Locale, quand bien même il se rendrait plus aisément ailleurs.

En Savoie, ce ne sont pas les frontières administratives mais les limites géographiques qui structurent la vie des jeunes. Vallées, stations et villages de montagne créent des zones d'emploi cloisonnées, où la saisonnalité s'impose. La mobilité entre vallée et station reste un défi permanent.

Dans la Gironde viticole, le directeur de la Mission Locale de Cadillac décrit une autre forme de frontière : celle créée par le manque d'acteurs. L'isolement, l'absence de structures de jeunesse ou de formation, accentuent les écarts entre ce territoire rural et d'autres mieux dotés. Ces absences font de la Mission Locale l'un des rares repères fixes pour des jeunes parfois sans autre ressource.

Des initiatives locales pour répondre aux besoins

Buanderie solidaire, navettes saisonnières, camion-bureau mobile : partout, les Missions Locales développent des réponses concrètes adaptées à leurs territoires. Ces initiatives de leur rôle d'innovation sociale et de leur capacité à transformer les contraintes en leviers d'action.

La Mission Locale d'Albertville propose aussi un « kit » pour présenter le travail saisonnier aux jeunes venus de toute la France afin de renforcer leur employabilité. « On sait que lorsqu'on sort avec une saison réussie sur le CV, c'est vraiment un plus », rappelle la directrice.

Dans le Chinonais, l'accent est mis sur la mobilité et l'ouverture. Des expériences collectives sont proposées, comme l'organisation de séjours de recrutement à Saint-Tropez ou en Bretagne. Ces déplacements, explique la directrice, permettent de « découvrir les jeunes sous un angle différent » et de repousser en douceur les limites territoriales et culturelles.

En Gironde, le directeur de Cadillac a choisi d'élargir l'action de sa structure bien au-delà de l'accompagnement classique. « On a une boutique solidaire, une buanderie, une douche, des vélos, des scooters... » énumère-t-il. Ces services rappellent que l'accompagnement ne se limite pas à l'emploi mais qu'il englobe toutes les dimensions de la vie quotidienne. La Mission Locale ne ferme pas pendant la pause déjeuner. L'espace d'accueil a été pensé comme un lieu de vie et de rencontre pour les jeunes. Le pari est d'être un lieu de ressources multiples, capable d'offrir des réponses immédiates à des situations d'urgence.

Ces initiatives, qui s'inventent souvent à partir de moyens limités, traduisent une même volonté : ne pas laisser les jeunes seuls face aux obstacles, et leur offrir des solutions.

Les Missions Locales comme points d'ancre

Au fil des témoignages, une évidence s'impose : les Missions Locales ne se résument pas à un guichet d'orientation ou à un intermédiaire vers l'emploi. Elles sont des points d'ancre, des lieux où se conjuguent accompagnement, solidarité et innovation sociale.

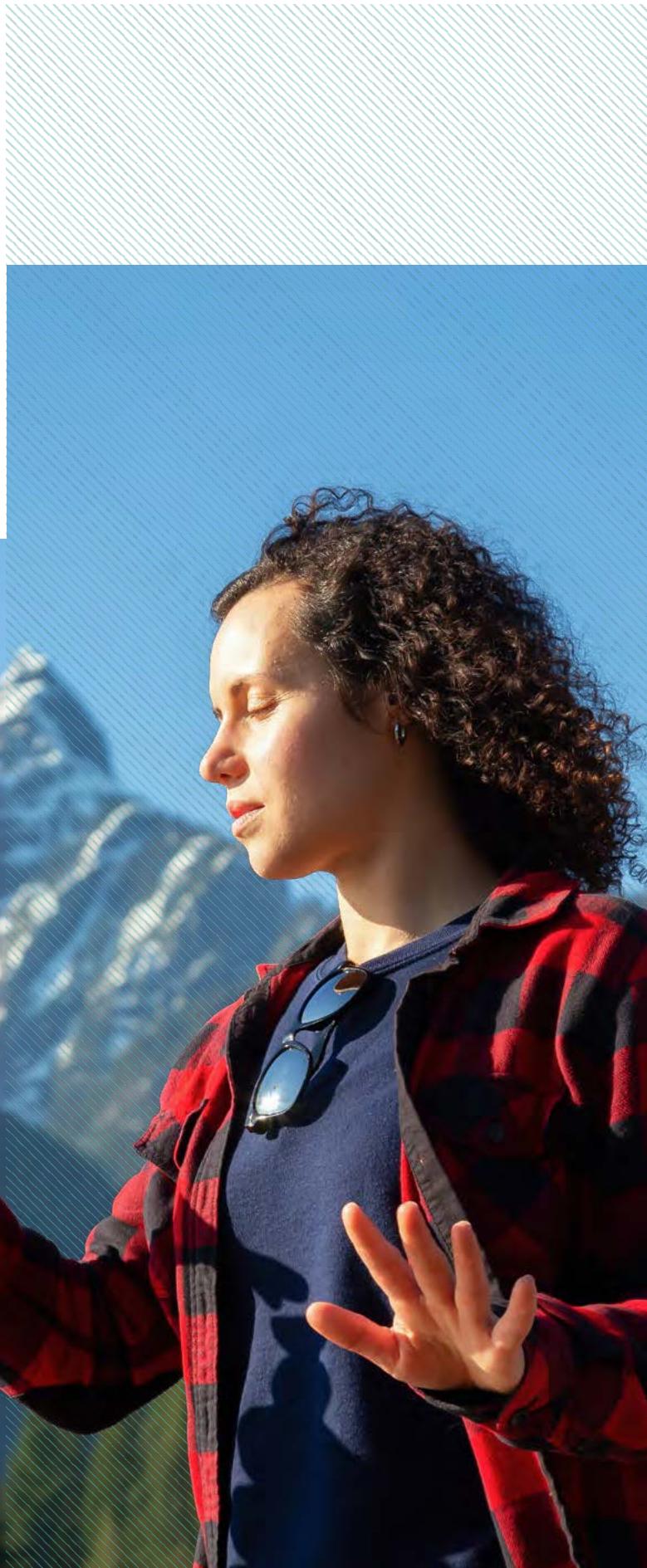
À Albertville, la Mission Locale s'efforce de transformer la contrainte de la saisonnalité en opportunité. « En 2024 sur 1049 jeunes accompagnés, 555 ont été en situation emploi, formation ou alternance » la Mission Locale explique ces résultats par le rapprochement des formations des métiers de la montagne et de l'accompagnant des jeunes dans les conditions spécifiques du travail saisonnier.

À Chinon, la complexité des frontières administratives est contournée par la créativité et la souplesse, avec des dispositifs mobiles et une volonté d'ouvrir les horizons au-delà du territoire.

Mais c'est à Cadillac que les mots résonnent le plus fort. « L'isolement tue. On est à l'agonie », confie son directeur, lucide sur la fragilité de leur ruralité. Dans un environnement pauvre en structures jeunesse, la Mission Locale « repousse les limites du possible » pour ne jamais laisser un jeune seul face à ses difficultés.

Ces expériences montrent que, face aux fractures territoriales, les Missions Locales sont bien plus que des opérateurs de politiques publiques : elles incarnent un engagement constant, au service des jeunes et de leur avenir. Qu'elles soient en montagne, sur un territoire peu doté ou au croisement de plusieurs régions, elles inventent chaque jour des réponses concrètes, adaptées et humaines. C'est cette proximité, nourrie d'un sens aigu des réalités locales, qui en fait des acteurs incontournables de la cohésion sociale.

En cas de déficit d'acteurs en faveur de la jeunesse, 72 % des structures déclarent compenser ce déficit



LE REGARD DES MISSIONS LOCALES

Les territoires ultramarins, une urbanité particulièrement rurale

Sur les 77 professionnels de l'accompagnement en Mission Locale ultramarine interrogés, 71 déclarent accompagner des jeunes vivant en milieu rural.

La question de la ruralité en France est le plus souvent abordée sous l'angle hexagonal, laissant de côté les territoires ultramarins. Ces derniers en sont presque systématiquement exclus, notamment parce que la définition de la ruralité repose largement sur des critères de densité de population par commune. Or, les Outre-mer affichent parfois des niveaux de densité comparables à ceux de départements fortement peuplés comme la Loire-Atlantique ou la Seine-et-Marne, ce qui rend leur classification délicate. Pourtant, au-delà des chiffres, les territoires ultramarins partagent avec les espaces ruraux de nombreuses problématiques. Notamment autour de la mobilité physique, liée aux déplacements et aux infrastructures, ou psychologique, liée au sentiment d'isolement et à l'éloignement.

Les enjeux de mobilité dans les territoires ultramarins

À La Réunion et à Mayotte, si les densités de population sont élevées, de nombreux jeunes vivent dans des communes des "hauts" ou des villages enclavés, confrontés à un manque d'infrastructures et à un sentiment d'isolement. À La Réunion, les trois cirques (Cilaos, Mafate, Salazie) représentent une spécificité territoriale : leur enclavement rend l'accès aux services, à la formation et à l'emploi particulièrement difficile, renforçant les inégalités d'opportunités pour les jeunes qui y résident. La mobilité interne y reste un défi avec un réseau routier saturé, des embouteillages conséquents et quotidiens et un transport public limité dans certaines zones rurales.

À Mayotte, l'absence d'infrastructures adaptées (routes dégradées, liaisons maritimes irrégulières) renforce l'isolement de nombreux villages. Cet éloignement, combiné au déficit de transports publics, crée également une situation de quasi-ruralité malgré une forte densité de population.

La Guyane, la Martinique, la Guadeloupe et Saint-Martin connaissent un isolement géographique renforcé par des réalités sociales et culturelles spécifiques. L'accès limité aux formations et à des opportunités professionnelles explique en grande partie les départs vers l'Hexagone. En Guyane notamment, l'offre locale reste insuffisante dès le post-bac.

Les dispositifs de mobilité de l'agence de l'Outre-mer pour la mobilité (LADOM) facilitent ces départs en prenant en charge une partie des frais de transport. Mais ils restent centrés sur la logistique et n'intègrent pas assez l'accompagnement humain. Le climat, la culture, l'éloignement familial et le risque d'isolement compliquent l'intégration. Pour les jeunes issus de familles modestes, le départ est souvent un déchirement.

La perception des jeunes

Beaucoup expriment des résistances à l'idée de quitter leur territoire, liées à l'attachement familial et culturel.

Aux Antilles et à La Réunion la famille élargie joue un rôle structurant : partir signifie rompre avec ce cadre protecteur et affronter un environnement sans repères. L'absence de proches en Hexagone accentue ce sentiment de déracinement. À cela s'ajoutent la peur de ne pas s'intégrer et, parfois, la réticence de parents inquiets qui préfèrent garder leurs enfants à proximité malgré un avenir incertain. À Mayotte et en Guyane, l'offre de formation et d'emploi est encore plus limitée, ce qui contraint les jeunes en recherche de solutions à envisager La Réunion ou l'Hexagone, perçus comme des territoires du « possible ».

53 %

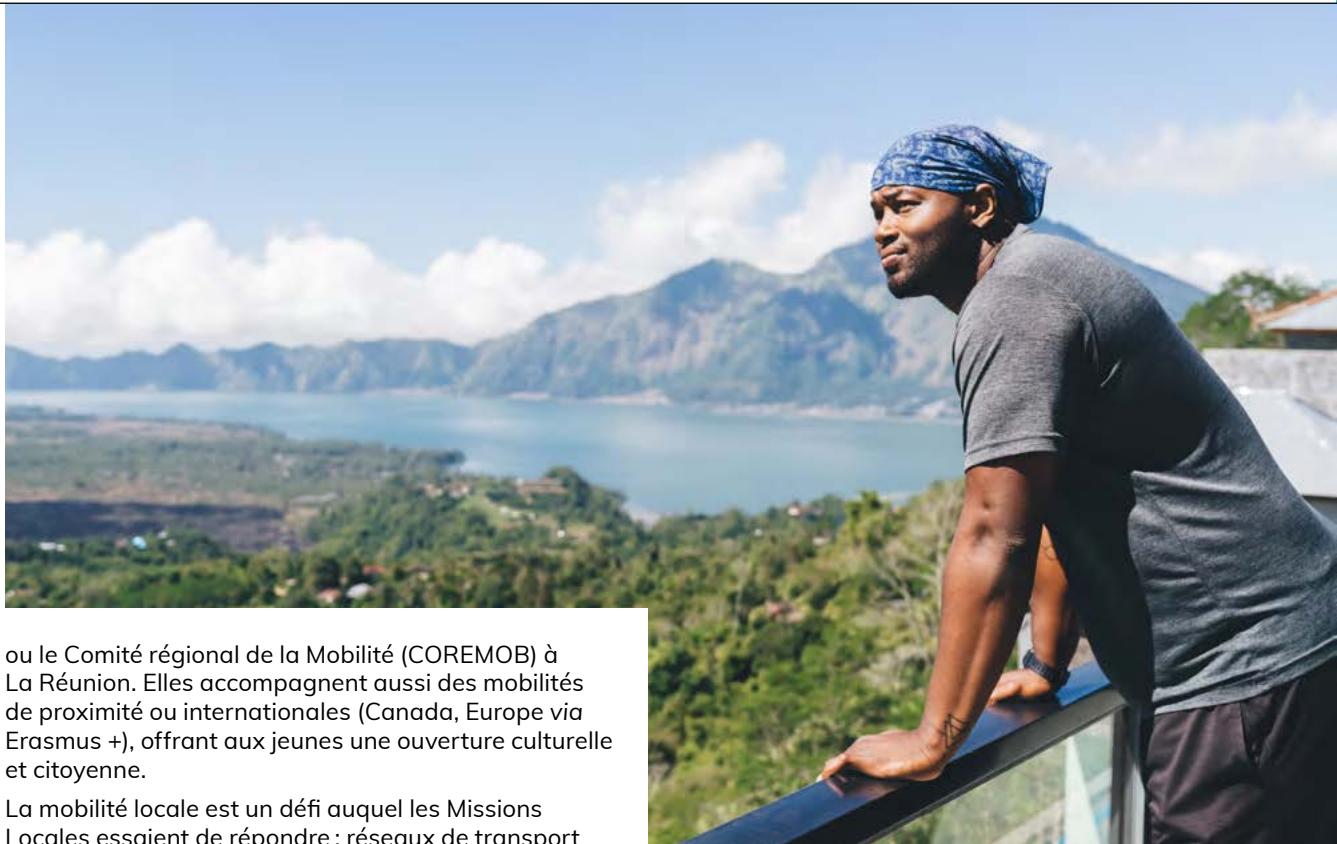
des répondants à notre enquête déclarent rencontrer une résistance des jeunes à quitter le territoire.

Les jeunes ayant suivi un parcours scolaire classique envisagent plus facilement une mobilité, car elle s'inscrit dans un projet d'études. Pour ceux sortis tôt du système scolaire, l'idée est plus difficile à envisager, même si, face au manque d'opportunités locales et au coût de la vie élevé, la mobilité devient progressivement une alternative perçue comme nécessaire.

L'accompagnement des Missions Locales

Les Missions Locales jouent un rôle clé pour préparer, informer et sécuriser les parcours. Elles organisent ateliers, temps collectifs et témoignages d'anciens bénéficiaires, afin de démythifier le départ, de rassurer les jeunes, de les préparer aux réalités de la mobilité et de les aider à anticiper les difficultés.

Les Missions Locales participent aux instances de concertation comme les conseils de mobilité (COMOB)



ou le Comité régional de la Mobilité (COREMOB) à La Réunion. Elles accompagnent aussi des mobilités de proximité ou internationales (Canada, Europe via Erasmus +), offrant aux jeunes une ouverture culturelle et citoyenne.

La mobilité locale est un défi auquel les Missions Locales essaient de répondre : réseaux de transport insuffisants, zones mal desservies, grèves récurrentes. En Guyane, les distances et zones enclavées aggravent les inégalités d'accès à l'emploi et à la formation. Les Missions Locales alertent régulièrement les autorités et proposent, quand elles le peuvent, des solutions ponctuelles comme la prise en charge de titres de transport ou d'hébergement.

Les dispositifs mobilisés

LADOM demeure l'acteur central et prend en charge le coût des billets d'avion, un obstacle majeur pour les familles. Pour la mobilité intrarégionale, les collectivités territoriales mobilisent le Fonds d'Aide aux Jeunes ou des dispositifs comme pass transport ou bons carburants, variables selon les années. Certaines Missions Locales innovent : auto-écoles solidaires en Martinique, partenariat avec MOBILES en Guadeloupe (covoiturage, vélos, bus solidaires, voitures sans permis).

59 %
des conseillers ont recours
à des programmes publics
d'incitation à la mobilité
vers l'hexagone.

64 %
d'entre eux déclarent que l'offre
publique d'incitation à la mobilité
n'est pas adaptée aux jeunes.

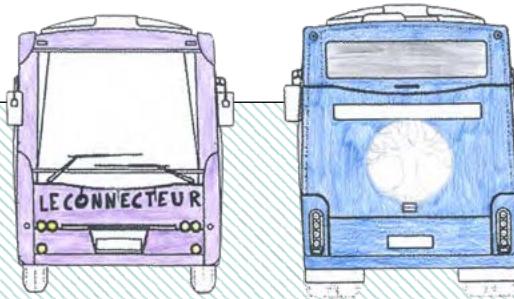
Sur le plan international, plusieurs Missions Locales portent des projets de mobilité vers le Canada (OFQJ, CANADA Mod emploi) ou via Erasmus. D'autres, moins expérimentées, orientent les jeunes vers des associations locales. Ces opportunités restent toutefois inégalement connues et mobilisées.

Des limites persistantes

Les départs en mobilité ouvrent des perspectives nouvelles pour les jeunes, leur offrant la possibilité de poursuivre un parcours de formation ou d'insertion. Néanmoins, si la prise en charge du transport constitue un premier soutien, l'accompagnement reste largement incomplet. Le coût du logement, de la restauration, des déplacements ou encore des démarches administratives demeure un frein important, tout comme l'absence de suivi social et culturel qui favorise l'isolement et parfois le retour prématuré. Dans les Antilles et en Guyane comme à La Réunion et à Mayotte, le constat est similaire : si le billet d'avion est couvert, les frais de vie en Hexagone représentent un obstacle majeur. À Mayotte, la fragilité sociale des familles accentue encore ces difficultés, et certains jeunes en manque de repères découvrent brutalement un environnement nouveau (transports en commun, distances géographiques, climat, modes de vie). S'ajoute la situation de jeunes dont le statut administratif ne leur permet pas de voyager, malgré un parcours scolaire solide et une réelle volonté de poursuivre leurs études ou une formation. Quelques associations et partenaires locaux – tels que Alé, Viré/Alé Vini – tentent d'apporter des solutions, mais leurs moyens demeurent insuffisants face à l'ampleur des besoins.

LE REGARD DES MISSIONS LOCALES

Emmener-vers, le concept du Connecteur



La mobilité en milieu rural pose deux questions aux Missions Locales : Comment permettre à tous les jeunes d'accéder à l'offre de services ? Et comment maintenir cet accès ? Pour répondre à ces problématiques, les Missions Locales ne manquent pas d'ingéniosité et d'inventivité. Nous explorons dans cette séquence la question de l'aller-vers en Mission Locale par l'exemple d'une initiative d'« Emmener-vers » avec la Mission Locale de la Presqu'île Guérandaise. Un ancien bus de transport en commun qui permet de déplacer les services de la Mission Locale et a pour ambition « de ne laisser personne de côté ».

Nous avons dans un premier temps rencontré le directeur de la Mission Locale Jérôme Perron et Madame Dacheux Emmanuelle élue et Maire de la commune de Piriac-sur-Mer (administratrice de la ML). Ils nous ont relaté l'aventure qu'a été leur projet de sa conception à sa réalisation.

Dans un second temps, nous avons passé une journée sur le terrain dans la commune de Saint-Lyphard en compagnie de deux conseillères de la Mission Locale, Karine Bertel et Anne Guerry. Nous y avons été accueillis par son Maire Claude Bodet, par Dominique Goulene-Henry adjointe à la culture et au social et par Madame Hélène Riquez responsable du CCAS et du service social. Ce fut un temps d'échange très riche sur les convictions de la commune en matière de politique jeunesse et d'insertion et sur leur engouement à partager ce projet avec la Mission Locale.

Le projet de départ – Créer une unité mobile

Au départ, un constat à la Mission Locale : les jeunes mettent beaucoup de temps à venir pour un rendez-vous de 45 minutes « Jusqu'à 5 heures de déplacement, faut être très motivé », nous confie le directeur.

La structure organise des permanences dans les 15 communes du territoire, mais il s'agit de permanence d'entretiens qui ne sont pas à la hauteur de l'offre de services déployée au siège.

Le projet était de créer une unité mobile. « Avec cette idée de bus, la Mission Locale joue sur deux de ses valeurs que sont l'équité et la proximité ». L'objectif est bien de fournir le même niveau de service que le siège de la Mission Locale. « Aller-vers les jeunes et les emmener à nos outils » cela a fait naître le concept du « Emmener-vers ». Les permanences en structure dans les communes n'ont pas été supprimées « le bus est un plus et une pièce en plus ».

Un processus long et exigeant

Initié en 2022, le projet a pu se concrétiser en octobre 2024. Première étape : trouver le bus puis le faire venir. Ce sont rajouté six mois de carence administrative pour le changement de catégorie de transport en commun à poids lourd. « C'est un type de projet où il faut être très patient » confie le directeur. « D'abord, il fallait trouver

un bus de maximum 12 mètres car au-delà il ne passe pas en poids lourd, on ne peut pas le déclasser et il doit rester en catégorie transport public. Puis, ensuite, il a fallu l'adapter, le transformer. Cela a été un parcours du combattant¹ ».

Une démarche participative

La Mission Locale a mis en place une démarche participative pour concevoir le visuel extérieur et l'aménagement intérieur. Un premier appel à information collective n'a attiré qu'un seul jeune puis très rapidement, par le bouche à oreille, le projet a rencontré son public. En tout, 15 jeunes ont activement contribué pendant 9 mois pour réaliser toutes les étapes. Du brainstorming aux réalisations concrètes - comme la transformation du visuel en dessin numérique puis la production de l'adhésif - les jeunes ont eu l'opportunité de travailler en mode projet. Les visuels, qu'ils ont conçu en équipe, ont été défendus devant un jury composé des financeurs.

L'équipe de jeunes a été claire : « Il faut qu'on sente que c'est la Mission Locale mais sans que ça ait l'air de la Mission Locale ». Les jeunes souhaitaient que les vitres soient opaques pour garantir la confidentialité. « Être vu, mais pas trop ». Que la Mission Locale apparaisse mais que cela reste discret pour ne pas faire reculer ceux qui auraient trop d'a priori et la présence d'un arbre de vie sur son flanc droit a été « férolement défendue ».

Au final ce projet a permis aux jeunes collaborateurs de s'exprimer en groupe et en public et de prendre confiance en eux « J'avais pas de compétences particulières mais avec toutes nos compétences on est allé au bout du projet ».

L'équipement intérieur et l'offre de service

Le bus est ingénieux et généreux en équipement : une rampe en accès PMR, un vestiaire solidaire, des kits d'hygiène, un accès wifi qui couvre jusqu'à 10 mètres autour du bus – et peut donc, en soi, attirer des publics et pas uniquement le public cible.

¹ Un guide diffusable et transférable a été créé par la Mission Locale de la Presqu'île Guérandaise pour inspirer tout porteur d'un projet d'unité mobile.

Un espace entretien pouvant accueillir 3 personnes, un espace multimédia qui comprend un simulateur de conduite, deux ordinateurs dont un modulable en hauteur pour l'accessibilité PMR, deux casques de réalité virtuelle pour découvrir des métiers et un espace collectif avec un écran tactile.

La phase de déploiement et d'expérimentation

Pour garer ce type de véhicule, il faut un arrêté de stationnement pour chaque jour de stationnement et une autorisation de circulation dérogatoire pour les poids lourds. « C'est une convention gratuite de stationnement mais qui mobilise tout le monde, les agents de la commune et la police municipale. »

Le choix des emplacements de stationnement du bus a été une étape décisive et qui n'a pas été réalisée en une fois. Ce choix dépend des problématiques techniques et du confort des salariées qui ne peuvent pas rester toute une journée sans accès à l'eau. Les routes impraticables, des espaces insuffisants pour les manœuvres, l'accès à l'électricité, à l'eau et aux sanitaires, un système de branchement adapté pour chaque commune : « L'arrivée du bus est très dépendante des services techniques de la commune et s'ils ne sont pas là... C'est très rares les permanences où il n'y a pas au moins un problème technique à régler, électricité, Wifi, chauffage ». Mais il dépend également d'une réflexion sur l'emplacement géographique comme donnée stratégique « on a fait attention de ne pas prendre la place de ceux qui font du commerce, pizza, marché... ».

Un partenariat avec une entreprise de transport local fournit les chauffeurs. Le bus couvre les 15 communes et sa tournée comprend 75 déplacements dans l'année. Le programme de l'offre de service de la Mission Locale est disponible avec une visibilité à 15 jours. Les conseillères, « car il n'y a que des femmes dans notre Mission Locale », assurent l'animation du bus - en binôme pour des raisons de sécurité. Une rotation a été organisée entre toutes les conseillères. « Ce n'est pas le confort d'un bureau mais ça change, ça nous sort de la routine, c'est un autre rythme de travail ».

Un projet d'ouverture d'une mission de service civique est en cours de réflexion pour compléter les binômes et accentuer le repérage et la démarche « d'Aller-vers ».

Pour évaluer le projet, les lieux de stationnement du bus ont été créés dans le système d'information I Milo. Les indicateurs sont l'âge, l'origine de la venue et si c'est un premier rendez-vous, un entretien ou un atelier de suivi.

Le financement

Volontairement, la Mission Locale, n'a pas demandé une participation aux 15 communes du territoire pour la mise en œuvre du projet. Elle a fait un appel au financement général, le premier répondant est une banque, ensuite le département, l'EPCI, une mutuelle, jusqu'à la participation d'une entreprise locale pour réaliser le covering. Quasiment 100 % du financement de l'achat du bus et de son aménagement a été pris en charge par les partenariats (27 000 € sur les 30 000 €). Le budget complet du bus est de 9000 € à l'année. Aujourd'hui les communes sont bien investies dans le projet et sont aidantes.



Le choix du nom

« Un connecteur relie deux points différents entre eux et favorise le contact » nous dit Jérôme Perron enthousiaste. Il y a dans ce projet trois dimensions à cette connexion : la Mission Locale se relie à un territoire, à ses publics et à ses partenaires.

Un projet de territoire au service de tous et aux bénéfices inattendus

Si le bénéfice principal attendu était de générer plus d'accueil et notamment de jeunes qui ne seraient pas venus spontanément, la conséquence immédiate a été de changer le regard des partenaires sur les Missions Locales. L'image d'une structure uniquement dédiée aux « jeunes en difficulté » a été dépoussiérée à tous les niveaux. Les publics reçus ont été déstigmatisés, l'action de la Mission Locale visibilisée et valorisée. « Le côté atypique a changé le regard sur la Mission Locale, ce n'est finalement pas que pour les jeunes en galère mais c'est pour tous les jeunes ». Les CCAS communiquent sur l'accès Wifi disponible à 10 mètres autour du Connecteur pour encourager les publics à s'approcher. « Au marché de noël, les gens s'approchaient, ça attire ». Les conseillères échangent avec les parents, grands-parents et voisins des jeunes « Ça renforce le bouche à oreille ».

La Mission Locale revendique la notion d'accueil inconditionnel de tout public se présentant, le bus renforce cette posture en étant toujours plus à proximité des territoires.

L'autre bénéfice, connexe au précédent, est la dimension relationnelle. Ce projet a renforcé l'interconnaissance et l'inter-reconnaissance entre la Mission Locale et les communes. Les difficultés techniques partagées, loin de susciter des tensions ont, au contraire, créées du lien : « ça a beaucoup rigolé, ça a créé des connivences ». Ainsi les salariées sont de plus en plus connues sur le territoire, ce qui est facilitant pour leur travail en partenariat.

En outre, il y a une sollicitation des partenaires qui veulent utiliser le connecteur avec les conseillères ou en plus des jours où il tourne « cela va générer d'autres types de lien avec les partenaires : établissements scolaires, unité emploi pour l'accompagnement BRSA, CLS et CLSM, France Services, CIDFF, CPAM, la liste des partenariats possibles est sans fin. Le Connecteur est un créateur de liens ».

PARTENAIRES DANS L'ACTION

Un public jeune est par définition un public vulnérable

Entretien avec Fanny Richard de la Caisse nationale de l'Assurance Maladie (CNAM)

La CNAM est la tête de réseau opérationnelle du régime d'assurance maladie qui comprend 106 organismes. Fanny Richard y est directrice de l'intervention sociale et de l'accès aux soins. Son service a notamment pour mission de travailler sur la vulnérabilité des assurés pour leur permettre d'accéder à leur droit, de lutter contre le non-recours et le renoncement aux soins.

Nous avons établi deux approches pour favoriser l'accès aux droits et aux soins. Une approche populationnelle qui concerne les publics vulnérables (grande précarité, travailleurs indépendants, handicap, jeunes, ASE, ...) et une approche par événement de vie (naissance, maladie, séparation, invalidité, perte d'un proche, perte d'emploi, ...). Il y a toujours 20 % des assurés qui ne rentrent pas dans les cases pour de multiples raisons. D'abord il y a des inégalités territoriales de santé avec une carence en matière d'offres de soin dans certains territoires et des difficultés de mobilité. Et ensuite il y a les inégalités sociales avec des problématiques de ressources et de compréhension.

Afin de travailler à la construction de la stratégie d'accompagnement de ces publics spécifiques, nous avons mis en place des missions dédiées, dont une portant spécifiquement sur les jeunes de 16 à 25 ans. Le public jeune est par définition un public vulnérable, non pas concernant sa santé mais par son appréhension du système de santé.

Notre démarche s'appuie sur deux éléments :

Le travail partenarial. Par exemple, l'Assurance Maladie peut relayer les messages au plus près des besoins des étudiants grâce au partenariat mis en place avec le CNOUS et le réseau des CROUS. Cela illustre l'approche par moment de vie qui s'appuie aussi particulièrement sur le lien avec les partenaires spécialisés comme le réseau des Missions Locales.

95 % du réseau des Missions Locales est en partenariat avec le réseau Assurance Maladie.

La connaissance des territoires. Pour y répondre, nous avons mis en place des caisses d'appui national dédiées. Elles ont une compétence spécifique mobilisable par l'ensemble des CPAM. Ainsi, les caisses primaires d'Assurance Maladie de Corrèze, de Pau et de Bayonne apportent une ingénierie dans les diagnostics territoriaux.

Nous mettons également à disposition un outil qui permet la visualisation de nos données sur des cartes en infra départemental. Ces éléments contribuent à visibiliser et à identifier les actions à mener sur un territoire autant pour l'Assurance Maladie que pour les collectivités locales. Par exemple, les diagnostics territoriaux partagés peuvent permettre aux politiques publiques via les Conseils départementaux par exemple d'expérimenter voire de promouvoir de nouvelles offres comme investir dans des voitures permettant aux jeunes isolés de bénéficier d'une solution temporaire pour répondre aux problèmes de mobilité (Ex : Gers).

Concernant le public rural, il est primordial de sortir d'une logique de guichet, pour entrer dans une logique d'aller-vers. Par exemple, toujours dans le Gers, des fonds versés par l'ARS ont permis de mener au sein des Missions Locales et des France Services, des permanences avec du personnel médical et administratif, et des signalements sont transmis à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie. L'itinérance est devenue particulièrement à la mode (médico-bus, bus dentaire...). Nous cherchons à coupler ces initiatives avec des actions de « faire venir ». Le Bus du cœur des femmes est un bon exemple. L'itinéraire de ce bus est établi sur l'année et nous écrivons aux femmes les plus précaires de plus de 45 ans n'ayant pas eu de consultation depuis plus de 24 mois pour les informer et les inciter à venir à la rencontre du bus.

PARTENAIRES DANS L'ACTION

Allez vers les jeunes ruraux pour lutter contre le non-recours

Entretien avec Philippe Laguitton, directeur de la Caisse primaire d'Assurance Maladie (CPAM) de l'Aisne depuis 2020, Isabelle Gruet, Responsable du service Accès aux droits et aux soins et Hervé Dabik, Manager Stratégique et Coordinateur du Pôle Gestion de l'Accès aux Droits et aux Prestations.



Quelles sont les principales difficultés ou problématiques que les jeunes ruraux rencontrent auxquelles la CPAM de l'Aisne doit répondre ?

La CPAM de l'Aisne ne dispose pas d'une entrée spécifique « jeunes ruraux », mais les réalités du territoire imposent une attention particulière à cette population. Le département, qui s'étend de la région parisienne à la frontière belge, compte 782 communes de moins de 2 000 habitants. Un habitant sur deux du département vit en zone rurale. Le taux de pauvreté y atteint 18 %, et le chômage dépasse les 10 %. L'Aisne est un territoire marqué par une forte ruralité, des indicateurs socio-économiques défavorables et une jeunesse souvent éloignée du système de santé. Le taux de natalité y est élevé mais paradoxalement la population vieillie et diminue puisque les jeunes quittent presque systématiquement le territoire. Tous ces indicateurs nous montrent une ruralité exacerbée.

Par ailleurs, les jeunes partagent souvent les mêmes difficultés que leurs parents : précarité, isolement, pas de solution de mobilité... Il y a une forme de culture de la résignation et du fatalisme vécue transmise aux enfants qui peut se traduire par un sentiment de vivre sur un territoire défavorisé - « C'est dur de trouver un boulot » ; « C'est dur de se déplacer » ; « Personne ne vient nous aider ».

Beaucoup n'ont pas de médecin traitant, pas de complémentaire santé, et renoncent aux soins. La santé mentale, les addictions et les infections sexuellement transmissibles sont des problématiques en hausse. Pour autant, ils ne se sentent pas concernés par la santé ou les démarches administratives.

Dans l'Aisne, 1 jeune sur 5 n'a pas de mutuelle, 8 jeunes femmes sur 10 n'ont pas consulté de médecins gynécologues sur les 12 derniers mois alors que nous constatons un taux de grossesses précoces élevé, 3 jeunes sur 5 n'ont pas consulté de dentiste sur les 12 derniers mois. Tous ces chiffres témoignent d'une forme de renoncement aux soins.



Concrètement, comment la CPAM de l'Aisne va-t-elle à la rencontre des jeunes en zones rurales ? Avez-vous des dispositifs spécifiques de proximité ?

La CPAM mise sur le travail partenarial et la présence territoriale. Elle est présente dans tous les bassins de vie même les plus enclavés via les structures France Services, les Missions Locales avec un référent santé pour chacune des six Missions Locales du département, les CCAS et les associations. Depuis 2018, parmi les 200 partenaires, nous avons formé 1500 personnes à raison de 3 à 4 sessions collectives par an et on organise une journée des partenaires annuel.

Plusieurs actions concrètes sont menées sur notre territoire. Nous participons à différents forums et nous avons mis en place un forum santé jeune qui existe depuis 3 ans maintenant. Nous avons organisé cette année le premier forum en milieu rural dans une ville de 7 500 habitants. Nous avons eu 300 jeunes qui y ont participé ce qui témoigne de leur intérêt pour des formats plus atypique d'aller-vers en milieu rural.

Nous profitons de ces événements pour y faire des bilans de droits et des animations interactives (simulateur d'alcoolémie, lunettes VR, escape game...). Nous disposons également d'outils pédagogiques interactifs comme « Le Parcours de Kevin », qui a été repris au niveau national et qui vise à sensibiliser sur des problèmes de santé et à informer les jeunes sur leurs droits au travers d'un parcours type avec un jeune qui leur ressemble. D'autres supports variés peuvent être cités comme les jeux éducatifs CPAM Pong - en référence au jeu bière-pong mais sans alcool, ou encore un Jeu de l'oie géant et les vidéos « Ma sécu et moi ».

Nous intervenons également dans les lycées et nous mettons en œuvre des projets pédagogiques dans les établissements scolaires volontaires pour former des jeunes ambassadeurs de l'Assurance Maladie.



Quels freins identifiez-vous localement pour faire venir les jeunes vers les services de la CPAM, et comment les levez-vous ?

Nous sommes parmi les 17 départements les moins bien lotis en termes de démographie médicale. Pour répondre à cette problématique, on observe, par exemple, la mise en place par les collectivités et les professionnels de santé de maisons de santé pluridisciplinaires (MSP). Les professionnels de santé qui exercent dans ces maisons ont alors la possibilité de s'informer les uns et les autres des problématiques nouvelles rencontrées par les jeunes comme c'était le cas pour le protoxyde d'azote par exemple.

Il reste cependant beaucoup de jeunes qui passent au travers les mailles du filet. Depuis la loi NOTRe en 2015, il n'y a plus d'obligation de maintenir un CCAS pour les communes de moins de 1 500 habitants. Les communes observant une baisse de leurs dotations depuis 2014, cela participe à la création de zones blanches dans la détection et le travail de la CPAM. Ces éléments nous poussent à trouver d'autres vecteurs d'information. Réorienter ou s'adosser aux actions prévues. Ce qui est le cas avec, par exemple, les contrats locaux de santé (CLS) dans des agglomérations plus importantes ou en raison d'une politique de territoire comme c'est le cas en Thiérache.

La CNAM a mis en place des conventions de signalement avec les partenaires pour repérer les situations de non-recours. Une fois le signalement fait, il est difficile d'enclencher l'accompagnement du jeune et il nous faut, dans la plupart des cas, prendre le temps de lever les freins et les méfiances sur la sensibilisation au soin. Nous nous sommes donc fixés comme objectif d'organiser des événements collectifs autour de la santé sexuelle ou des addictions. Ces sujets deviennent ensuite des prétextes pour parler de problématiques de santé plus générales.



Une fois le contact établi, quelles solutions proposez-vous pour garantir un accompagnement durable, notamment dans un contexte de mobilité réduite ou d'isolement ?

Nous disposons de plusieurs outils mais la recherche de solutions liées à la mobilité reste un levier indispensable dans la lutte contre le renoncement. Cette problématique est souvent partagé par des élus locaux ou autres acteurs que nous rencontrons.

Bien que l'Assurance Maladie ne finance pas directement les transports autres que sanitaires, nous avons quelques montages de financements possibles pour faciliter l'accès aux bilans de santé par exemple.

Sinon, nous sommes obligés de « bricoler » puisque l'on observe une déconstruction des solidarités familiales et le département étant déficitaire, il y a peu de moyens alloués à la mobilité. Les contrats locaux de santé, les adultes-relais et les médiateurs santé peuvent eux-mêmes devenir accompagnateurs ou mobiliser les ressources des CCAS pour répondre aux défis de la mobilité. Quelques professionnels de santé se déplacent pour livrer les médicaments ou fournir les soins. Certains assurés sont contraints d'aller dans les départements limitrophes qui ont des prestations de soins parfois plus simples d'accès.



L'artisanat, un pilier de l'économie de proximité

En 2025, le réseau des Chambres des métiers et de l'artisanat (CMA) a fêté son centenaire. Depuis 2021, leur offre d'accompagnement s'est régionalisée. Cela renforce leur activités de maillage dans les territoires et leur donne plus de moyens pour dynamiser les zones rurales. Thierry Bachtanik, directeur de la direction des services aux entreprises et aux territoires au sein de CMA France, la tête de réseau, a répondu à nos questions.



Comment la CMA identifie-t-elle le rôle de l'artisanat dans l'insertion des jeunes en milieu rural ?

Au sein des territoires ruraux, l'artisanat est un pilier de l'économie de proximité et un vecteur d'emplois non délocalisables. Par leur ancrage local, les Chambres de Métiers et de l'Artisanat (CMA) contribuent à maintenir une activité économique et sociale vivante dans ces zones. Chaque année, le réseau forme plus de 100 000 apprentis dans les métiers de l'alimentaire, du bâtiment, de la production et des services. Près d'un tiers des apprenants proviennent de territoires classés en zone de revitalisation rurale (ZRR). Face aux transitions démographique, numérique et écologique, les CMA s'engagent pour transmettre les savoir-faire, anticiper les départs à la retraite et préparer de nouveaux repreneurs. Elles impliquent la jeunesse pour qu'elle devienne actrice de la transformation des territoires ruraux.



Quels sont les principaux obstacles à l'embauche ou à la formation des jeunes dans les entreprises artisanales rurales, et quelles solutions la CMA propose-t-elle ?

Deux difficultés majeures freinent les jeunes ruraux : les contraintes administratives et la mobilité. Les CMA accompagnent les artisans dans les formalités liées à l'apprentissage (contrats, rémunération, aides financières) et orientent vers les dispositifs de soutien, dont l'aide à l'embauche pouvant atteindre 5 000 € la première année. Concernant la mobilité, un frein important en milieu rural, le réseau facilite les déplacements grâce à l'aide au permis de conduire (jusqu'à 500 € dans certaines régions), à des prêts à taux zéro et à la présence d'internats dans certains CFA. La Bourse de l'Alternance favorise également la rencontre entre jeunes et entreprises locales.



Les artisans ruraux peinent-ils à susciter l'intérêt des jeunes pour leurs métiers ? Comment la CMA agit-elle pour renforcer l'attractivité de ces filières ?

Longtemps perçu comme exigeant ou peu valorisé, l'artisanat regagne aujourd'hui en attractivité. Les CMA mettent en avant la richesse et la modernité de ces métiers de passion, d'excellence et de sens.

Pour soutenir cette dynamique, le réseau accompagne les artisans ruraux dans leur transition numérique : diagnostic digital, création de site web, valorisation de la marque et obtention de labels (Maître Artisan, RGE, etc). Des initiatives comme le Trophée Madame Artisanat valorisent la place des femmes dans le secteur. Enfin, la mobilité internationale (programme Erasmus+) permet à 2 500 apprentis chaque année de vivre une expérience à l'étranger, renforçant l'ouverture et l'attractivité des métiers artisanaux.



Quelles initiatives la CMA développe-t-elle pour rapprocher les jeunes des artisans de leur territoire ?

Le réseau des CMA travaille en lien étroit avec les Missions Locales pour identifier les entreprises rurales qui recrutent. Des dispositifs tels que les journées portes ouvertes, mini-stages ou périodes de mise en situation professionnelle (PMSMP) permettent aux jeunes de découvrir les métiers de manière concrète. Les Centres d'Aide à la Décision (CAD) orientent et accompagnent les jeunes dans la construction de leur projet professionnel. En 2025, une campagne nationale réaffirme le rôle des CMA : valoriser les artisans, révéler les talents et préparer l'avenir des territoires ruraux. Lorsqu'un différend survient pendant un apprentissage, les médiateurs des CMA interviennent pour prévenir les ruptures de contrat, garantissant ainsi la stabilité des parcours en zone rurale.



Quel regard portent les jeunes sur l'artisanat ? Et quel regard portent les artisans sur la jeunesse ?

Le regard des jeunes évolue positivement : 83 % estiment que les métiers de l'artisanat ont du sens et 65 % les jugent passionnantes et créatifs. De plus en plus de jeunes ruraux envisagent l'artisanat comme une voie d'avenir ancrée dans leur territoire. Les artisans, eux, reconnaissent la curiosité, l'énergie et la maîtrise du numérique des jeunes, autant d'atouts pour la pérennité des savoir-faire locaux. Les CMA favorisent cette rencontre intergénérationnelle essentielle à la continuité des métiers et à la vitalité économique et sociale de la ruralité française.

PARTENAIRES DANS L'ACTION

France services : un levier d'accès aux droits



France services est un programme de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) qui a pour ambition de rapprocher les citoyens des services publics et de l'administration dans le but de réduire les inégalités sociales et territoriales. Ce double enjeu de proximité et d'accessibilité aux services s'avère d'autant plus important dans certains territoires, notamment dans les zones rurales, les quartiers prioritaires de la ville ou les Outre-mer où la présence physique des services publics disparaît peu à peu et où le taux de non-recours est particulièrement problématique.

Le manque d'information, principale raison du non-recours

En 2021, selon le Baromètre d'opinion de la DREES¹, près de quatre personnes enquêtées sur dix considèrent que le manque d'information sur les aides est la cause principale du non-recours. La seconde raison la plus avancée, par près d'une personne sur quatre, est la complexité des démarches (23 %), suivie par la crainte des conséquences négatives (18 %) et le souhait de s'en sortir soi-même sans dépendre de l'aide sociale ou de ne pas être considéré comme un assisté (16 %). Le manque d'information, s'il reste le motif principal de non-recours le plus souvent évoqué par les personnes interrogées, l'est toutefois de moins en moins. Sa part a baissé de 17 points de pourcentage entre 2016 et 2021, essentiellement au profit de la crainte de subir des conséquences négatives.

Un service à l'attention de tous les publics

Dans un contexte de dématérialisation accélérée de tous les services, la mission de ce programme est d'aider à réaliser les démarches administratives du quotidien. Le manque d'habitudes numériques des plus de soixante ans en font ses principaux usagers. Cependant en 2024, et même si les 16-25 ans ne sont pas nécessairement le cœur de cible, les Missions Locales ont orienté et permis l'accompagnement de 93 000 jeunes par France services. Preuve, s'il en est, que la fracture numérique n'est pas que générationnelle et le besoin de contact humain est, pour beaucoup, indispensable.

**Les Missions Locales figurent
parmi les premiers partenaires
locaux des France services.**

¹ <https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/publications-communique-de-presse/etudes-et-resultats/prestations-sociales-pour-quatre-personnes>

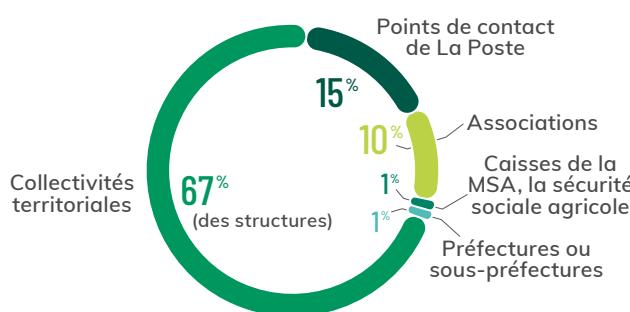
Structuration et gouvernance

La structuration et la gouvernance de France services reposent sur un modèle partenarial associant l'État, 12 opérateurs nationaux (Allocations familiales (Caf), Assurance Maladie (CPAM), Assurance retraite (Carsat), Chèque énergie, Finances publiques (DDFiP), France Rénov', France Titres, France Travail, La Poste, Urssaf, Mutualité sociale agricole (MSA), Point-justice).

Au niveau national, l'ANCT et les ministères concernés définissent le cadre du label et garantissent un socle commun de services, tandis qu'au niveau départemental, les préfectures assurent le pilotage via un correspondant local et un animateur France services dédié dans tous les départements.

Répartition des structures porteuses des France services

Le label de l'Etat "France services" peut être octroyé aux structures respectant l'ensemble des critères du cahier des charges. En 2024, les maisons France services sont portées par les :



À ce jour, deux Missions Locales portent ce label : La Mission Locale Verdun Nord Meusien qui se situe sur un territoire dont une partie est classifiée FRR et la Mission Locale de Villeneuve-sur-Lot qui comprend des territoires en QPV et FRR.

Un service public de proximité

Aujourd'hui, l'engagement de ce programme est que, quel que soit l'endroit où l'on se situe, en ville ou à la campagne, une maison France services se situe au maximum à 20 minutes.

Fin 2024, les maisons France services couvrent ainsi :

564
quartiers prioritaires de la politique de la ville

180
quartiers d'intérêt national sur 216

42
quartiers de reconquête républicaine sur 55

Les France services s'implantent aussi dans les territoires identifiés comme ayant besoin d'être dynamisés, et couvrent à cet effet :

- **274** maisons France services sont implantées dans une ville ou sous-préfecture
- **742** en zone de massif de montagnes
- **966** dans des « Petites villes de demain » sur 1 600
- **155** communes « Action cœur de ville » sur 245

Un service public inscrit dans l'Aller-vers et l'Itinérance

Des camions, des camping-cars et même des pirogues en Guyane, plusieurs expérimentations hors normes ont vu le jour puis se sont installées dans le paysage de façon pérenne afin de permettre aux conseillers d'accéder à des zones particulièrement reculées.

Fin 2024, France services, c'est ainsi :



143 bus qui sillonnent les territoires ruraux et les quartiers prioritaires de la politique de la ville

144 maisons qui agissent sur un schéma multisites, par exemple lorsque les conseillers se déplacent de mairie en mairie en organisant des permanences France services.

De nombreux partenaires se mobilisent pour aller à la rencontre des publics dans les territoires isolés. Bertrand Schwartz dans son **Rapport au premier ministre « L'insertion professionnelle et sociale des jeunes, la documentation française, septembre 1981 (Pages 139 à 141)** préconisait « Des missions locales de développement rural seront mises en place. Elles rempliront l'ensemble des fonctions dévolues aux missions locales en les étendant à la population tout entière. Compte tenu de la spécificité de l'action dans les zones rurales, elles seront particulièrement proches des collectivités locales. »

Il serait intéressant de mutualiser ces moyens de mobilité, par exemple par le partage de véhicules ou de créneaux pour rendre encore plus visibles ces démarches. A l'instar des marchés qui s'installent dans les villages et qui sont reconnus et attendus, les acteurs des différents champs sociaux, médico-sociaux et d'insertion pourraient organiser des rendez-vous du même type.

Cartographier officiellement les Missions Locales ayant mis en place des solutions d'Aller-vers via par exemple des bureaux mobiles et/ou des programmes d'itinérance pourrait être une première étape de cette réflexion.

LE RETOUR DES DÉCIDEURS

Échanger un avenir compromis par un compromis d'avenir pour les jeunes du Grand Reims

Adjoint au maire délégué à la Politique de la ville, à l'Insertion et la cohésion territoriale, à la Promotion de la laïcité à la mairie de Reims, Philippe Wattier est également conseiller au Bureau de la communauté urbaine du Grand Reims et président délégué de la Mission Locale de Reims qui accompagne plus de 4000 jeunes du bassin rémois en majorité rural. Il fait de la proximité à tous niveaux de ce territoire son cheval de bataille pour l'insertion des 16-25 ans en difficulté.



Selon vous, comment les métropoles tiennent compte des territoires ruraux ?

À la différence des autres grandes villes françaises, le Grand Reims n'est pas une métropole mais une communauté urbaine qui compte en son sein depuis 2017, date de sa création, 300 000 habitants dont 180 000 pour la seule ville de Reims. Autre particularité : il s'agit de la première communauté rurale qui englobe au total 143 communes. Dix d'entre elles seulement dépassent le seuil des 1 000 habitants. L'immense majorité est plutôt constituée de villages de moins de 500 habitants. Et notre petit Poucet est la commune d'Aubilly qui abrite 54 habitants ! Cela fait de cet ensemble un territoire à taille humaine où tout est relativement proche de tout géographiquement parlant. Néanmoins, nous avons à relever un enjeu majeur : développer encore plus le maillage entre les communes. Les trajets ne doivent pas être uniquement envisagés via l'épicentre que représente Reims. Les villages doivent pouvoir être reliés entre eux par des réseaux de transport. Les bassins d'emplois ne sont pas forcément toujours concentrés autour de Reims et sa périphérie. Dans les communes du Grand Reims, il y a de nombreuses petites et moyennes entreprises un peu partout dans les domaines de la viticulture, de l'agriculture mais aussi du bâtiment et de l'aide à la personne. Elles ont besoin de collaborateurs. La mobilité doit donc pouvoir s'exercer partout sans systématiquement converger vers Reims.



Y a-t-il des objectifs spécifiquement fléchés en faveur de l'insertion des jeunes résidant dans ces territoires ruraux ?

Dans ce plan stratégique de la mobilité au sein de la communauté urbaine, les jeunes sont de toute évidence une population clé. Notamment sur la question de la mobilité. Il faut leur permettre de bouger, de s'inscrire dans une dynamique scolaire et de formation et d'avoir une perspective d'avenir professionnel sur tout le territoire du Grand Reims où les opportunités d'emploi existent. Ceci étant dit, nos efforts pour disposer d'un réseau de transport dense ne s'adressent pas uniquement aux jeunes mais à toutes les personnes qui font le choix de vivre dans un village tout en exerçant un métier ou une activité dans un autre village. Notre volonté est réellement de désenclaver et de permettre à chacun de se déplacer sans trop de complexité.

Toutefois, il est clair que l'insertion des jeunes passe par un véritable accès aux transports avec des lignes régulières mieux identifiées mais aussi diverses autres solutions dans des zones rurales moins bien pourvues au départ. C'est ainsi que depuis 2024, nous avons par exemple lancé un dispositif de transports à la demande (TAD) dans trois zones quelque peu éloignées : Fismes Ardre et Vesle, Tardenois et Rives de la Suisse. Ce service est disponible du lundi au samedi avec un tarif modique de 2 €. Il fonctionne sur réservation téléphonique à l'avance et vient ainsi compléter les

lignes régulières et les points de connexion avec d'autres bus ou des trains. Notre objectif à terme est d'étendre le TAD à tout le territoire du Grand Reims. Chaque habitant du territoire, particulièrement en milieu rural, sera à moins d'un kilomètre d'une solution de transport. Nous travaillons aussi au développement d'une application pour bénéficier du TAD depuis son smartphone. Au bout du compte, le transport ne doit plus être un obstacle pour quiconque et où qu'il se situe.

 *D'après vous, quelles sont les principales barrières qui empêchent les jeunes ruraux d'accéder aux opportunités qu'offrent les zones urbaines ?*

Au-delà du sujet du transport qui peut être un frein s'il n'y a pas d'option pour celui ou celle qui réside dans un village, j'identifie deux autres problématiques sur lesquelles nous travaillons déjà. L'obtention du permis de conduire est le premier sujet. C'est un levier d'autonomisation très important. Toutefois, il coûte de plus en plus cher et on le passe de moins en moins dès 17 ans. Au sein de Grand Reims Mobilités, nous proposons plusieurs types de formules d'abonnements adaptés financièrement pour que les jeunes puissent se déplacer pour étudier, travailler et avoir des loisirs sportifs ou culturels. Des services de co-voiturage ont également été mis en place sur tout le territoire.

L'autre sujet où nous œuvrons activement est le logement. Ceci d'autant plus que Reims est une ville étudiante qui abrite plusieurs écoles de commerce, une faculté de médecine ou encore une antenne de Sciences-Po. Pour cette population spécifique, il faut pouvoir proposer des solutions d'hébergement qui soient proches des lieux d'enseignement ou alors des solutions qui sont bien desservies et qui ont des temps de trajet acceptables. Nous nous attelons aussi à la rénovation de logements qui étaient vieillissants pour pouvoir élargir l'offre. Enfin, nous sommes en lien avec différentes structures qui s'occupent de logement pour les jeunes en général comme les collectifs en charge de l'habitat social dans les communes pour trouver une solution qui corresponde aux besoins du jeune. Par exemple, il convient de lui attribuer un T1 plutôt qu'un T3 plus adapté pour une famille. Cette rationalisation est importante à mener.

 *Quels dispositifs ou initiatives vous semblent les plus efficaces pour favoriser l'insertion des jeunes ruraux ?*

Plus qu'un dispositif, c'est d'abord une philosophie que nous nous devons d'avoir en matière d'accompagnement des jeunes. Au tout début des Missions Locales, notre propos était de dire « venez à nous » puis nous avons évolué aujourd'hui avec le « Aller-vers ». J'aspire à aller encore plus loin en adoptant le « aller chercher » pour avoir le moins possible de jeunes en situation d'échec et d'isolement profond. Et bien sûr, il faut s'inscrire dans la durée pour gagner la confiance de jeunes décrochés ou enclavés et leur insuffler cette confiance qui leur manque pour se relancer et s'impliquer dans un projet professionnel.

À cet égard, les contrats d'engagement jeune ou les dispositifs d'alternance professionnelle sont des leviers efficaces pour insérer ou réinsérer des jeunes

en situation difficile. Je remarque d'ailleurs que les entreprises ont nettement évolué sur le sujet. Les réticences et les préjugés se sont progressivement estompés pour faire place à une vision plus inclusive. J'ai notamment en tête un entrepreneur local qui avait embauché un jeune réfugié afghan. La collaboration s'est si bien passée que celui-ci souhaite désormais recruter le jeune frère en lui permettant au préalable une période d'immersion pour mieux déterminer si cela correspond aux attentes de part et d'autre. Les jeunes n'acquièrent pas seulement un métier et des compétences techniques. Ils apprennent aussi le sens des responsabilités, de l'assiduité au travail, les règles de la citoyenneté. Cela leur permet de se réinscrire dans le collectif et de se donner un horizon de vie.

Je pense également à l'approche proposée par le microlycée. À Reims, nous avons ce type de structure au sein du Lycée Georges Brière. Grâce à une pédagogie ouverte et sur la base de la libre adhésion, son objectif est de permettre à des jeunes de 16 à 25 ans qui ont interrompu leur scolarité au lycée de reprendre des études dans des conditions adaptées à leur situation en vue d'obtenir un baccalauréat général, technologique ou professionnel pour poursuivre ensuite des études. En revanche, et quel que soit le cas de figure emprunté pour insérer un jeune, il est essentiel qu'il dispose d'un pair adulte qui l'accompagne dans la durée, qui échange avec lui sur ses choix, ses doutes, ses erreurs. C'est capital pour éviter un nouvel échec.

 *Quelles nouvelles formes de coopération verriez-vous s'instaurer pour améliorer cette insertion ?*

Il est essentiel de poursuivre dans cette idée de proximité avec le jeune. J'évoquais un peu plus tôt la notion d'« aller chercher » au plus près des besoins de jeunes. C'est particulièrement prégnant en milieu rural. Certains de ces jeunes se sont enfouis dans une forme d'invisibilité, avec un bagage culture faible et une précarité économique et familiale forte. Il faut du temps pour pouvoir les repérer. L'appui des maires de petites communes est à cet égard indispensable.

Or, nombre d'entre eux ne connaissent pas forcément le rôle et les actions d'une Mission Locale. A la Mission Locale de Reims qui englobe 76 petites communes, nous avons envoyé des courriers à ces maires pour nous faire connaître et envisager une coopération ensemble. Une dizaine d'entre eux a répondu positivement en participant notamment à notre dernière Assemblée générale. Des conseillers référents ont été nommés sur leur territoire et la collaboration fonctionne bien sur le terrain avec en plus le soutien actif du Conseil départemental de la Marne.

À l'heure actuelle, les jeunes peuvent dorénavant s'inscrire en ligne à la Mission Locale de Reims pour bénéficier de nos programmes d'accompagnement. Dans le même ordre d'idée, nous étudions la possibilité de faire circuler dans les communes, un bus d'accueil pour informer et orienter les jeunes éligibles aux RSA. Cette co-construction permet de trouver des moyens et des solutions pour bâtir tous ensemble les parcours de ces jeunes. Ma devise est réellement d'échanger un avenir compromis par un compromis d'avenir !

LE RETOUR DES DÉCIDEURS

Il est essentiel que la jeunesse rurale s'exprime et que nous portions sa voix

Président de l'Association des maires ruraux de la Gironde (AMRF), Daniel Barbe est également maire de la commune de Blasimon depuis 2020 et président de la communauté de communes rurales de l'Entre Deux Mers. Des activités d'élu de terrain qui lui procurent une vision aiguë et engagée sur les questions liées à la jeunesse dans les territoires ruraux.



Quelle est la définition de la ruralité selon l'AMRF ?

Le premier critère à prendre en compte est la notion d'espace et la densité de la population qui vit dans cet espace. On peut établir une comparaison utile pour mieux illustrer. En région Île-de-France, le nombre d'habitants au km² est de 1 026,8. En région Nouvelle-Aquitaine, le chiffre tombe à 71,4 alors qu'elle est par ailleurs la plus vaste région de France par sa superficie et la 3^{ème} la plus peuplée de l'Hexagone avec 6 millions d'habitants (NDLR : chiffres INSEE 2021). Dans ma commune de Blasimon, la superficie est de 29,76 km² pour une population de 955 habitants soit une densité de 32 habitants au km². Ces différentes échelles permettent de mieux se représenter la réalité d'un territoire rural et d'un territoire urbain. Nous sommes en présence de zones d'habitations où les distances sont plus grandes.

Ensuite, il y a la taille des communes. Généralement, on estime qu'en-dessous de 3 500 habitants, nous sommes en milieu rural. En Gironde, le seuil est un peu plus haut, aux alentours de 5 000. En effet, du fait de superficies plus élevées, nos communes de 5 000 habitants ont des problématiques nettement plus similaires à des petits villages qu'à des villes moyennes.



Peut-on parler des spécificités de la jeunesse rurale ?

À mes yeux, il y a une jeunesse tout court. Les jeunes qui vivent en milieu rural ne diffèrent pas tellement des jeunes vivant dans des zones urbanisées. Ils sont tous connectés, voire sur-connectés, et passent beaucoup de temps sur les réseaux sociaux où ils partagent les mêmes références. La seule différence que je peux noter est l'éloignement entre eux qui est plus prégnant dans la ruralité. Il faut faire plus de kilomètres pour retrouver les amis. Encore faut-il qu'il y ait également des structures pour les accueillir dans les communes. C'est souvent la place du village qui fait office de point de rencontre.



Vous êtes également vice-président de la Mission Locale des 2 Rives qui s'avère être l'une des Missions Locales les mieux financées par les collectivités locales. Selon vous, quels sont les facteurs qui les incitent à soutenir activement le travail de la ML ?

Il s'agit avant tout d'une question de volonté politique. Nous avons fait clairement le choix « d'aller-vers » plutôt qu'établir des permanences fixes dans les trois ou quatre plus gros villages du territoire pour accueillir les jeunes. Dans ce cas de figure, seuls les jeunes qui sont mobiles, viennent à la permanence. Or, dans notre communauté de communes (CDC) de l'Entre Deux Mers+, nous dénombrons énormément de petites communes. Pour vous donner un ordre de grandeur, la plus grosse compte 2 300 habitants et la plus petite, 51 habitants. Il s'agit du village médiéval de Castelmoron d'Albret. Perché sur un éperon rocheux et classé aux Monuments Historiques depuis 1973, il a une superficie de 3,14 hectares pas plus grande que trois terrains de football. Ce qui en fait d'ailleurs le plus petit village de France !

Dans ce type de commune, les jeunes n'ont, pour la plupart, aucun moyen de locomotion pour parcourir une vingtaine de kilomètres et se rendre à la permanence. Nous avons par conséquent abordé le sujet en sens inverse. C'est à nous, les conseillers d'aller sur place dans toutes les mairies et d'être clairement identifiés sur le secteur aussi bien par les élus que les jeunes. Cela représente un vrai effort. Là où une ML voisine met la valeur de la cotisation à 1,50 € par habitant, nous demandons 2,50 €. Mais cela constitue une aide précieuse pour des communes pas très argentées pour accompagner leurs jeunes.



En tant que référent Jeunesse au sein de l'AMRF, quels sont vos objectifs et vos responsabilités ?

Je vais vous répondre franchement : donner la même chance aux jeunes d'ici que ceux des zones urbaines et tenter d'éviter une France à deux vitesses. Je ne suis pas naïf. Nous sommes encore loin du but mais il est essentiel que les jeunes en milieu rural ne baissent pas les bras et ne cultivent pas un sentiment d'abandon du fait de leur éloignement géographique et de réseaux de transports en commun très limités. Si l'on ne fait rien, alors le risque de voir s'installer une certaine délinquance, notamment liée aux stupéfiants, est grand. De même pour la tentation de se réfugier dans les votes extrêmes. J'aimerais vraiment que l'Etat accorde un regard aussi attentif à ces jeunes que celui qu'il pose sur les quartiers prioritaires de la ville. C'est encore évitable et notre responsabilité est de nous y atteler.



Comment l'AMRF collabore avec d'autres associations d'élus ?

Il n'y a pas de schéma spécifique. Cela passe avant tout par du relationnel et de l'humain avec tous ses aspects aléatoires. Ce qui fonctionne un jour, peut ne plus fonctionner un autre jour et inversement. Cela dépend des individus, de leurs centres d'intérêt et de leur niveau d'engagement et de dialogue. Aujourd'hui, c'est bien huilé entre nous. Par exemple, le président de l'Association des Maires de la Gironde siège au conseil d'administration de l'AMRF Gironde. Cela permet d'assurer une certaine continuité et même de mutualiser nos efforts.



Quels sont les leviers dont peuvent s'emparer les communes rurales pour traiter les questions de jeunesse, en particulier ce qui concerne la mobilité, la formation, l'emploi et l'éducation secondaire ?

Allez, je vais oser une formule un peu directe mais qui résume parfaitement les enjeux : nous devons être des « emmerdeurs » ! Si vous ne bousculez pas un peu les choses au niveau du Département comme celui de la Région, on vous oublie rapidement. C'est donc une obligation pour nous d'être systématiquement présent sur toutes les thématiques que vous venez de citer et de ruer dans les brancards s'il le faut pour se faire entendre régulièrement.

Ma communauté de communes, avec quatre autres CDC, fait aujourd'hui partie d'un pôle d'équilibre territorial et rural (PETR). Ce qui représente au total 90 communes. Des cinq CDC, la nôtre est très enclavée. Ce qui en fait la plus rurale et la plus éloignée de la métropole bordelaise. Au sein de ce PETR, nous avons notamment travaillé sur la mise en place de contrats de mobilité pour les jeunes. C'est très bien mais les moyens alloués ne répondent vraiment pas à notre problématique. Ce n'est pas avec quatre vélos électriques, une plateforme de co-voiturage et deux bus quotidiens aller-et-retour à Bordeaux qu'on traite efficacement les besoins sur notre territoire.

Nous nous sommes heurtés aux mêmes difficultés lorsqu'il s'agit de déployer des chantiers d'insertion professionnelle. Le standard proposé consistait à avoir 1 200 m² de murs à peindre. Une telle surface n'est pas réaliste pour des petits villages. Alors, quatre communes se sont réunies pour permettre un tel chantier qui bénéficie aux jeunes de notre secteur. On a dû nous-mêmes mettre en place un système de ramassage pendant 7 mois grâce à un mini-bus prêté par la communauté de communes et permettre à 9 jeunes de participer à des chantiers d'insertion. Nous n'avons pas atteint tous les objectifs mais 2 d'entre eux ont trouvé ensuite un travail dans un Ehpad, un poursuit des études secondaires, 4 sont suivis en termes de santé et malheureusement, deux sont retournés à la case départ.



D'après votre longue expérience terrain de la jeunesse en territoire rural, quels seraient les axes à développer, voire amplifier, pour que les jeunes soient mieux et plus efficacement pris en compte ?

Concernant les jeunes, j'ai envie de leur dire de faire remonter leurs idées auprès des élus, de ne pas hésiter à aller vers eux et de se faire porte-parole. Depuis tout jeune, c'est ce que j'ai fait en m'engageant dans la vie de ma commune. À l'époque, j'ai poussé pour créer un club de pétanque et cela a vu le jour. Il ne faut pas hésiter à dire, affirmer mais à condition de rester poli et de ne pas hurler. Sinon, on n'est pas entendu et rien ne se résout. Pourtant, il est essentiel que la jeunesse rurale s'exprime.

D'autant plus que les élus des petites communes sont souvent des retraités qui ne sont pas toujours au fait des évolutions et des besoins de la jeunesse actuelle. Si les conditions du dialogue et de l'échange entre les générations ne sont pas créées, le statu quo risque de perdurer. Un bon moyen est par exemple d'inclure dans son conseil municipal, un ou deux jeunes d'une vingtaine d'années ou plus. À condition d'intégrer des jeunes engagés et actifs et de ne pas les réduire à des alibis qui doivent se taire. En tant que maire, je l'ai fait. Cela a conduit à agrandir la bibliothèque avec une médiathèque où est aussi installé un baby-foot pour les jeunes. Cela favorise les liens intergénérationnels dans un lieu fréquenté par tous. Il est vraiment crucial d'entendre les peurs et les interrogations de cette génération qui est confrontée à un monde inquiétant de tensions géopolitiques et économiques, de dérèglement climatique et de clivages sociaux.

LE RETOUR DES DÉCIDEURS

Représenter les territoires et ceux qui y résident

Respectivement sénateur et élu régional, Éric Jeansannetas et Jean-Patrick Gille portent un regard sur les réalités locales et les politiques publiques. Tous deux témoignent des obstacles persistants – isolement, difficultés de transport, pauvreté – mais aussi de la nécessité d'inventer des réponses adaptées pour offrir aux jeunes des perspectives d'insertion et de vie sociale sur leur territoire.

Sénateur de la Creuse depuis 2014, Éric Jeansannetas préside la Mission Locale départementale depuis sa création. Ancien instituteur et militant de l'Éducation populaire, il revendique cette filiation : « le travail social reste lié à cette culture, notamment avec la mobilité européenne ou les chantiers associatifs et participatifs ». Mais il constate aussi une évolution : « En termes de politiques publiques, on est beaucoup plus prestataires de services de l'État et moins dans l'engagement et la liberté, à l'exception du volet social. »

Le département de la Creuse est marqué par la plus faible densité démographique de France métropolitaine¹ et un vieillissement prononcé de la population. La Mission Locale y couvre 256 communes et accompagne chaque année près de 2 000 jeunes.

Le parcours des jeunes est marqué par l'isolement, une mobilité compliquée, une faiblesse de l'offre de formation, des difficultés d'accès aux soins, ce sont autant de réalités qui pèsent sur leur trajectoire. « La Mission Locale est une digue, le lieu où on les écoute », souligne son Président, qui rappelle l'importance de « rendre visible et de donner aux jeunes une existence dans l'un des départements les plus vieux d'Europe »².

Le pilotage de la Mission Locale se heurte aussi à des contraintes fortes : changements de règles en cours d'année, financements dépendants de l'État. « On est un outil de politiques publiques. On perd en initiatives », reconnaît-il, tout en défendant la nécessité de faire vivre la démocratie associative et de conserver les valeurs fondatrices.

« La Creuse est un département pauvre fiscalement, avec une grande part de la population exonérée d'impôts », rappelle Éric Jeansannetas. Les outils mis à disposition des territoires comme les Zones de Revitalisation Rurale (ZRR) et la question de leur maintien illustre une fragilité. Cette mesure fiscale est vitale pour soutenir l'emploi et préserver des services essentiels comme par exemple des cabinets médicaux. Pourtant leur remise en cause chaque année empêche une prise de recul des décideurs sur l'outil lui-même et son périmètre de compétences.

Président attentif, soutien de son équipe de direction mais aussi interlocuteur de l'État et des collectivités, il voit son rôle comme un poste de vigilance permanente : « être garant des valeurs de la Mission Locale et, dans un contexte difficile, continuer à ouvrir la porte des possibles pour la jeunesse creusoise. »

Eric JEANSANNETAS

Un sénateur Président de Mission Locale, un acteur politique engagé sur le terrain

¹ Environ 21 hab./km² selon l'INSEE en 2022

² En janvier 2025 dans la Creuse, 40,7% de la population avaient 60 ans ou plus

Jean-Patrick GILLE

Ancien député d'Indre-et-Loire, Jean-Patrick Gille est maintenant Conseiller régional au Conseil régional du Centre-Val de Loire, Président de la Mission Locale de Tours, et ex-Président de l'Unml.

La mobilité : un sujet central, complexe et transversal

En sa qualité de 4e vice-Président délégué à l'Emploi, à la Formation professionnelle, à l'orientation et à l'insertion, il suit de près les questions de mobilité, compétence centrale pour les régions depuis la réforme territoriale.

Son constat est sans détour, les inégalités de mobilité restent fortes entre jeunes. « On rencontre des gens qui ne sortent jamais de leur village », souligne-t-il, rappelant que prendre le bus, le train ou même le tramway n'est pas un réflexe partagé par tous. Ces inégalités sont particulièrement visibles dans les territoires isolés. Là

où certains disposent d'un réseau dense et moderne, d'autres vivent dans des zones où le bus ne passe qu'une fois par jour, obligeant à de longs temps de trajet ou à de véritables renoncements. Ces écarts se traduisent concrètement dans les parcours de formation et d'emploi : un stage, une formation ou un premier poste deviennent beaucoup plus difficiles à atteindre dès lors que la mobilité quotidienne n'est pas garantie.

« La loi oblige à travailler la mobilité par bassin de mobilité, sauf qu'il n'y a pas de définition du bassin de mobilité », relève Jean-Patrick Gille. La notion, laissée à l'appréciation des Régions, reste floue et rend la coordination entre acteurs difficile. Pour l'élu régional, c'est l'exemple d'une responsabilité stratégique confiée aux collectivités sans les moyens clairs de l'exercer.

Pour répondre à ces obstacles, la Région Centre-Val de Loire a développé plusieurs dispositifs : gratuité des transports scolaires, ouverture des lignes aux jeunes en formation suivis par les Missions Locales, gratuité des transports le week-end, aide au permis de conduire (jusqu'à 1 500 €), mais aussi soutien aux plateformes de mobilité, aux garages solidaires et aux solutions alternatives comme les voitures partagées ou l'autopartage. Malgré ces efforts les difficultés persistent, notamment en raison des arrêts des lignes durant les vacances scolaires. La mobilité demeure un sujet complexe principalement à cause du manque de coordination et d'un déficit d'information.

La mobilité représente par ailleurs un poids financier considérable pour la Région Centre-Val de Loire. Près de la moitié du budget régional – autour de 500 à 600 millions d'euros sur un milliard – est consacrée aux transports. Une part en constante progression depuis que la compétence a été transférée aux régions. « Chaque décision se chiffre en dizaines de millions, qu'il s'agisse d'acheter des rames supplémentaires ou de créer une ligne », rappelle Jean-Patrick Gille. Ce niveau d'investissement illustre à la fois l'importance stratégique du sujet et les contraintes qui pèsent sur les arbitrages budgétaires.

Jean-Patrick Gille insiste sur le fait que la mobilité n'est pas qu'une question de transports, mais un enjeu global et transversal qui conditionne l'insertion sociale et professionnelle. L'équation reste complexe : concilier les attentes des habitants, l'aménagement équilibré du territoire, la nécessité de répondre aux besoins des jeunes et les contraintes budgétaires considérables. Entre grandes infrastructures, transports du quotidien et solutions locales plus souples, chaque choix suppose des arbitrages délicats, à la fois financiers, techniques et politiques. Au-delà des jeunes en milieu rural, la mobilité touche pour un Conseil régional l'ensemble de la population : actifs, étudiants, personnes âgées. Chacun étant concerné par l'accès aux services, à l'emploi ou à la vie sociale.

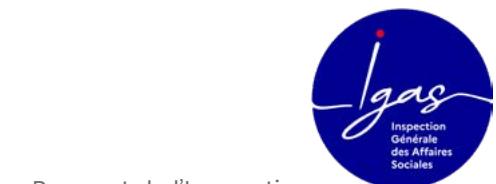
ÉTUDES AUTOUR DU THÈME

+ Pauvreté et conditions de vie des jeunes dans le monde rural: comment adapter les réponses institutionnelles ?



Comme le soulignait en 2016 l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (ONPES)¹, « on assiste depuis une trentaine d'années à un renouvellement des recherches menées sur la pauvreté des jeunes en milieu rural ». La question de la pauvreté dans le monde rural est devenue un objet d'interrogation sociologique à partir des années 1980. La situation des jeunes ruraux est quant à elle largement abordée sous l'angle sociologique, à travers des travaux qui mettent en lumière les conditions de vie des personnes résidant dans les territoires ruraux. Mais les travaux statistiques qui conduisent à croiser la situation des jeunes (approche populationnelle) avec les enjeux de territoire (approche territoriale) sont encore peu nombreux et se heurtent par ailleurs à la difficulté plus générale à documenter la pauvreté des jeunes (en raison notamment de la logique fortement familiale de notre système socio-fiscal).

L'Inspection générale des affaires sociales a donc souhaité s'intéresser à cette jeunesse rurale, qualifier leurs conditions de vie et le sentiment de délaissage exprimé par certains jeunes, analyser les facteurs spécifiques de fragilité au regard de ceux de l'ensemble de la jeunesse, et examiner les réponses qui leur sont apportées. Ainsi, l'IGAS a lancé en février 2024 une mission sur la pauvreté des jeunes qui résident dans les territoires ruraux, pour identifier ce que la résidence dans un territoire rural produit sur les transitions entre l'enfance et l'âge adulte et sur les phénomènes de pauvreté.



Rapport de l'Inspection Générales des Affaires Sociales – Novembre 2024.

Réalisé par
Noor-Yasmin DJATAOU,
Hélène FURNON-PETRESCU et
Carine SEILER.

Méthodologie

Pour conduire ces travaux, la mission a choisi de retenir une approche large de la jeunesse de 16 à 29 ans, période où se font les transitions vers l'âge adulte et où se construisent les trajectoires sociales et professionnelles.

Elle a fait une large place au terrain, à travers des déplacements dans 8 territoires ruraux confrontés à des situations de pauvreté importante², afin d'appréhender différentes réalités.

Elle a rencontré plus de 350 interlocuteurs, au niveau national et local : acteurs institutionnels, administrations et élus, opérateurs et acteurs associatifs, et notamment ceux qui accompagnent

les jeunes ruraux dans différents domaines (accompagnement socio-professionnel, insertion ou formation, santé, action sociale et prévention spécialisée, accompagnement à la mobilité, au logement, droits des femmes etc.). Ces entretiens ont été complétés par des questionnaires adressés aux Départements (via l'ANDASS), aux services déconcentrés en charge de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS et DDETS), ainsi qu'à certains réseaux associatifs nationaux. Elle a également conduit des entretiens collectifs avec des jeunes ruraux directement concernés, et adressé un questionnaire aux jeunes accompagnés par les Missions Locales.

Post mouvement des Gilets jaunes qui a émergé des campagnes et post crise du Covid, le rapport dessine le portrait d'une jeunesse rurale qui se sent souvent délaissée et de jeunes ruraux précaires ou vulnérables, plus difficiles à atteindre, davantage invisibles.

Quelques données

Longtemps qualifiés d'« invisibles » Les jeunes ruraux sont moins nombreux que les jeunes urbains.

Ils représentent en moyenne : **24 %** des 18 à 24 ans

Ces jeunes ruraux focalisent moins l'attention des médias et des politiques publiques, alors que leur place – et les choix qu'ils réalisent (partir ou rester) – sont cruciaux pour l'avenir des territoires ruraux.

Les jeunes ruraux sont près de
3 millions
sur la tranche d'âge
15-29 ans
pour 9,6 millions de jeunes urbains

Ils ne représentent toutefois que
14 % des résidents de leurs territoires
19 % pour les jeunes urbains

Il faut souligner que la mission n'a pas trouvé de travaux permettant d'établir le nombre de jeunes vivant sous le seuil de pauvreté selon le lieu de résidence. La rareté des approches statistiques pour rendre compte des situations de pauvreté qui touchent les jeunes ruraux constitue ainsi un des constats importants de la mission.

Toutefois, sur la base d'une extrapolation des données de l'enquête nationale ressources des jeunes réalisée en 2014 par l'INSEE et la Drees³, la mission estime à quelques 338 000 le nombre des jeunes ruraux de 18 à 24 ans vivant sous le seuil de pauvreté. Il n'existe pas de données plus récentes et pas de données sur la tranche d'âge 15-29 ans.

Cette jeunesse rurale présente des traits communs à l'ensemble de la jeunesse mais aussi des traits spécifiques. C'est ce que montrent à la fois les travaux sociologiques qui se sont intéressés à ces jeunes ruraux depuis une dizaine d'années, l'enquête nationale ressources des jeunes de 2014 et des données plus récentes issues du recensement.

Parmi les traits communs, les jeunes ruraux sont confrontés aux difficultés d'accès à l'emploi que rencontrent tous les « débutants » sur le marché du travail.

Ils ont un taux de chômage élevé

22,4 %
légèrement inférieur à celui des jeunes urbains
26,4 % mais avec de fortes disparités territoriales, le chômage dépasse les 40 % sur certains territoires

¹ Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (ONPES), « L'invisibilité sociale des jeunes ruraux et des néoruraux », Juillet 2016. L'ONPES est aujourd'hui intégré au Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion (CNLE)

² Nord de l'Aisne, Nièvre - Morvan, Sud Ardèche, Lodévois, Orne, Calvados, Deux-Sèvres et Nord Seine et Marne

³ Drees-Insee, Enquête nationale sur les ressources des jeunes – ENRJ, 2014

Des choix plus contraints en ruralité

L'offre locale de formation et d'emploi influence les aspirations des jeunes car « Les coûts financiers d'une poursuite d'études, impliquant une décohabitation familiale, des frais de transport ainsi qu'une hausse du coût de la vie en ville, concourent à l'intériorisation d'un véritable évitement des filières les plus considérées, qui sont également les plus urbaines »⁴.

Ils font des études plus courtes :



La structure du marché du travail ouvre des opportunités professionnelles moindres : moins d'emplois qualifiés qu'en zones urbaines, un poids plus important des contrats précaires et saisonniers, une part encore marquée du secteur agricole et industriel



Leur situation au regard de la pauvreté monétaire est légèrement plus favorable que celle des jeunes urbains, notamment parce qu'ils commencent à travailler plus tôt. Mais cette réalité statistique peut toutefois masquer des disparités importantes selon le territoire de résidence, la situation personnelle ou sociale : le taux de pauvreté est plus élevé dans les territoires ruraux isolés.

Une sur-représentation des classes populaires en milieu rural

Ils sont plus dépendants de moyens de déplacement individuels

77 % ont le permis de conduire

92 % se déplacent quotidiennement en voiture ou en deux-roues
75 % des urbains

Environ

340 000 jeunes
ruraux de 18 à 24 ans vivraient
sous le seuil de pauvreté
(estimation de la mission)

Pour les jeunes les plus vulnérables, les difficultés de mobilité et parfois l'isolement viennent nourrir une forme d'autocensure. Le panorama dessiné par la mission montre que leurs opportunités d'insertion ou de formation sont moins nombreuses et leurs choix plus contraints (28 % des jeunes ruraux accèdent à l'enseignement supérieur, contre 37 % des jeunes urbains). Ainsi, aux empêchements de mobilité physique s'ajoutent d'autres limitations, notamment le non-recours aux droits par crainte de stigmatisation, particulièrement dans les territoires très peu denses. **L'isolement et la moindre sociabilité pèsent parmi les déterminants de dégradation de la santé mentale des jeunes ruraux.** Enfin, les inégalités de genre, liées aux représentations, ainsi que les violences faites aux femmes, sont plus marquées en milieu rural et les besoins des jeunes femmes en santé sexuelle et reproductive y trouvent plus difficilement leur réponse.

Un constat : des dispositifs en faveur des jeunes ruraux peu ciblés et insuffisamment adaptés. Les offres d'accompagnement de premier niveau destinées aux jeunes se concentrent dans les bourgs ruraux ou les petites villes, avec l'objectif de rayonner jusqu'aux territoires à habitat plus dispersé ; il s'agit notamment du service public de l'emploi, des centres sociaux, de l'information jeunesse, des loisirs, de l'action sociale des Départements etc. Les dispositifs plus spécialisés de formation, d'accompagnement vers l'emploi ou de santé, qui doivent arbitrer entre proximité et taille critique, souvent sur fond de ressources professionnelles rares et nécessité d'optimiser les financements, se concentrent quant à eux dans des agglomérations plus importantes.

L'offre d'accompagnement destinée aux jeunes les plus en difficultés (CEJ – jeunes en rupture) qui repose sur une prise en charge globale et décloisonnée des multi-vulnérabilités auxquelles ces jeunes sont confrontés peine, quant à elle, à s'implanter dans les territoires ruraux isolés. Elle suppose des coopérations nouvelles entre différents acteurs (chacun porte un bout de la solution) mais souffre, dans la ruralité, du manque de relais et de durée trop courte de financement, alors que, dans ces territoires, le temps de s'implanter, de se faire accepter est plus long. Et l'absorption de ce programme par l'offre de repérage et de remobilisation (O2R) en cours de déploiement, élargie à d'autres publics et dans un contexte de contrainte budgétaire, fait craindre aux acteurs impliqués un moins fort ciblage à destination des jeunes, et une moindre intensité des accompagnements.

⁴ Jedlicki F., « Aller plus loin : La fabrique familiale de la mobilité socio-spatiale », Formation emploi, 155 | 2021, 53-73.

De façon générale, le rapport pointe que les interventions sectorielles, qu'il s'agisse de repérage et de remobilisation, d'accompagnement vers l'emploi, de formation, prennent rarement en compte les contraintes inhérentes à la ruralité : la moindre densité a des impacts sur le modèle économique des acteurs, qui ont plus de mal à atteindre la taille critique et qui peuvent être confrontés à des surcoûts (déplacements, hébergement, coûts des permanences en proximité). Ces contraintes sont rarement intégrées dans les budgets alloués qui varient presque toujours en fonction de la fréquentation qui est justement moindre dans la ruralité et les durées de contractualisation sont trop courtes.

La mission dresse aussi le constat que les prestations sociales auxquelles peuvent accéder les jeunes ruraux précaires prennent mal en compte, comme pour les autres jeunes, les difficultés auxquelles ils font face : enchevêtrement des dispositifs, durée limitée de l'allocation CEJ qui rend difficile l'accès à un logement, difficultés auxquelles s'ajoutent le coût élevé de la mobilité pour les jeunes ruraux. Cette dernière dimension est prégnante. Si des solutions de mobilité sont déployées par de nombreux acteurs de terrain, pilotées par des collectivités, et bénéficiant de soutiens de l'Etat au titre de la mobilité solidaire ou durable, tout comme les solutions d'hébergement et de logement, elles restent insuffisantes.

Enfin, peu de cadres de gouvernance abordent l'enjeu de la jeunesse rurale – et encore moins ceux de la jeunesse rurale précaire – alors que la réponse est au local et dans des approches décloisonnées pour répondre à leurs multi-vulnérabilités.



26 recommandations à deux niveaux de priorités sur 7 grands axes :

- 1 Au service de l'égalité des chances, mettre en place les mécanismes d'une politique prioritaire destinée aux jeunes ruraux, adaptée aux spécificités de la non-densité**
- 2 Organiser, pour les jeunes ruraux les plus vulnérables, la grande proximité des actions d'accompagnement et la coopération des intervenants, les inscrire dans la durée**
- 3 Favoriser l'implantation de l'offre de formation en cohérence avec les enjeux de la ruralité, à travers un mix proximité et mobilité**
- 4 Poursuivre le déploiement en grande proximité des dispositifs de santé**
- 5 Mieux accompagner l'acquisition effective de la mobilité physique et cognitive**
- 6 Adapter les critères d'attribution des allocations d'insertion et d'accompagnement socioprofessionnel pour l'ensemble des jeunes en difficulté, dont les jeunes ruraux et renforcer leur accès aux droits**
- 7 Organiser une approche intégrée et systémique de la jeunesse – et notamment de la jeunesse rurale – dans les politiques structurantes nationales et, au plan territorial, développer la coordination de l'action publique avec les acteurs concernés pour une meilleure gouvernance**

ÉTUDES AUTOUR DU THÈME

Petits boulots et grandes galères Être jeune sans diplôme en milieu rural

Synthèse de l'étude

Spécialiste des parcours de jeunes sans diplôme en milieu rural, Clément Reversé publie en 2025 dans la collection Céreq Bref l'étude Petits boulots et grandes galères, qui éclaire la précarité de ces jeunes et les limites des politiques d'insertion.

Un paradoxe rural

En France, le diplôme est devenu la clé quasi indispensable pour entrer durablement dans l'emploi. Face à ce postulat, une partie des jeunes se retrouvent particulièrement en difficulté : ceux qui quittent le système scolaire sans qualification. Bien que le nombre de jeunes décrocheurs ait diminué ces dernières années, l'accroissement de la précarité amplifie les inégalités et fragilise les parcours d'insertion.

Paradoxalement, les jeunes non diplômés qui vivent en zone rurale trouvent plus rapidement un emploi que ceux qui vivent en milieu urbain. Joël Zaffran parle même d'une « prime au rural ». Mais cette chance apparente cache une réalité bien moins réjouissante : les emplois sont précaires, mal payés et souvent instables. Ils ne suffisent pas à construire une trajectoire professionnelle solide.

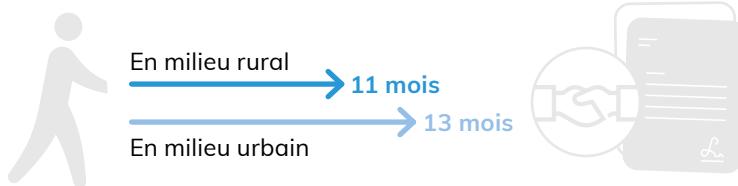
Une enquête de terrain

Pour comprendre cette situation, Clément Reversé a mené une enquête entre 2017 et 2021 en Nouvelle-Aquitaine (Charente, Creuse, Gironde). Cent jeunes sans diplôme ont été interrogés, ainsi que deux douzaines de professionnels de l'insertion. Ces entretiens ont été complétés par des immersions auprès des enquêtés.

Les résultats montrent des parcours marqués par une alternance de petits boulots, de périodes de chômage, parfois d'activités non déclarées. Un puzzle professionnel instable, mais qui malgré tout garde du sens pour les jeunes concernés.



En moyenne, un jeune non diplômé trouve son premier emploi au bout de :



Un accès plus rapide... mais moins durable

Mais le type d'emploi diffère. Plus de contrats courts, plus de petits boulots saisonniers, et une arrivée à l'emploi durable (CDI) qui prend plus de temps.

Le monde du travail en milieu rural offre donc des opportunités, mais rarement des perspectives. L'instabilité n'est pas seulement une étape de transition. Elle devient souvent la norme.

Le travail comme valeur refuge

Malgré ces difficultés, le travail garde une valeur presque sacrée pour ces jeunes. Travailler, même dans de mauvaises conditions, reste préférable à « ne rien faire » ou à « vivre d'aides ». Beaucoup rejettent l'idée de dépendre de dispositifs sociaux qu'ils jugent stigmatisants.

Ce choix n'est pas seulement économique. Il est aussi symbolique : avoir un emploi, même précaire, c'est exister socialement, être respecté, conserver une dignité. Certains jeunes vont jusqu'à préférer un travail gratuit, pour aider un voisin ou un patron, plutôt que d'être perçu comme un « assisté ».

Une précarité qui s'installe

Ce rapport particulier au travail est cependant une arme à double tranchant. En acceptant presque tout pour « garder la tête haute », ces jeunes s'exposent à des conditions dégradées : contrats à répétition, horaires éclatés, salaires insuffisants. Le marché local profite de leur disponibilité et de leur flexibilité, sans leur offrir en retour de véritables perspectives.

Les solidarités traditionnelles, qui pouvaient compenser cette fragilité (entraide familiale, réseaux de proximité), se sont en partie effritées. Résultat : beaucoup avancent seuls, isolés, ballotés d'une expérience à l'autre, sans véritable filet de sécurité.

Des politiques publiques en décalage

Face à cette réalité, les politiques éducatives et d'insertion apparaissent mal adaptées. Les dispositifs existants peinent à répondre à l'urgence vécue par ces jeunes qui ont besoin de reconnaissance et de solutions concrètes dans des territoires souvent éloignés des grandes infrastructures.

Le raccrochage scolaire, les aides sociales ou les mesures de flexibilité de l'emploi ne suffisent pas à enrayer la spirale de précarité. Il faudrait repenser l'accompagnement en tenant compte de ce rapport particulier au travail, mais aussi des contraintes spécifiques des territoires ruraux.

En résumé

Les jeunes sans diplôme des campagnes vivent un paradoxe : ils trouvent plus vite du travail que leurs homologues urbains, mais ce travail est le plus souvent précaire et ne leur permet pas d'envisager l'avenir sereinement.

Leur attachement au travail comme valeur sociale les pousse à accepter des conditions qu'eux-mêmes jugent mauvaises quitte à s'enfermer dans un cercle de galères et de petits boulots sans issue. Leur rejet de l'assistanat renforce ce mécanisme.

Ces constats interrogent directement les politiques publiques. Comment offrir à ces jeunes non seulement un emploi, mais une véritable place dans la société ? Comment valoriser leur engagement et leur sens du travail, sans que cela se traduise par une exploitation silencieuse ?

ÉTUDES AUTOUR DU THÈME

Les Filles du coin Vivre et grandir en milieu rural

Presses de Sciences Po – 2023

Les filles du coin est une enquête sociologique réalisée par Yaëlle Amsellem-Mainguy, qui porte sur conditions de vie des jeunes femmes en milieu rural. C'est un ouvrage qui propose de se plonger dans leurs sociabilités dans l'espace local rural populaire.

Méthodologie

L'enquête s'est déroulée de février 2018 à février 2019 et comprenait 66 entretiens individuels et 127 entretiens collectifs réalisés auprès de 193 jeunes femmes âgées de 14 à 28 ans. En 2020, et pour le projet de publication en ouvrage, 17 entretiens sont venus complétés les données. Les jeunes femmes résidaient toutes dans des espaces ruraux de quatre intercommunalités avec des propriétés géographiques et économiques spécifiques : dimension montagnarde dans la Chartreuse, littorale pour l'Aulne Maritime, campagnarde dans les deux Sèvres et les Ardennes. Sur chaque territoire, le soutien des professionnels travaillant auprès des jeunes (en Mission Locale, en centre social, en établissements scolaire, en espace de loisirs, ou encore dans les maisons de services publics...) a été majeur dans la réussite de cette recherche.

Focus sur une population « hors radars »

L'analyse sociologique des discours montre « que c'est autour des "garçons" que se construisent les normes juvéniles. Professionnels de terrain et élus locaux circonscripent fréquemment les jeunes ruraux aux garçons. Toutes et tous parlent avant tout des jeunes que l'on voit, que l'on croise et qui parfois gênent. » Ce seul postulat suffirait à vouloir mettre en lumière cette partie de la jeunesse qui fait peu parler d'elle, se voit peu et ne pose pas de problème a priori. Alors, pourquoi cette enquête ? « Justement parce que l'on ne sait pas bien qui elles sont, ni ce qu'elles font. Que connaît-on du quotidien des femmes jeunes qui vivent et ont grandi en milieu rural ? Que sait-on de ces femmes qui, originaires des milieux populaires, occupent souvent des emplois du bas de l'échelle alors que leur formation leur permettrait parfois de prétendre à « mieux » ? ».

Une recherche en miroir

Le titre, *Les Filles du coin*, est une référence au travail de Nicolas Renahy qui, avec *Les Gars du coin* (2005), avait retracé les parcours scolaires et familiaux et les expériences intimes de jeunes hommes ruraux en s'intéressant aux espaces de socialisation de cette jeunesse rurale (école, domicile, club de foot, usine,

café...). Il y montrait « (...) notamment combien le couple et la reproduction sociale en milieu rural sont intrinsèquement liés aux conditions de travail et à la précarité, éclairant au passage les conditions de vie des jeunes femmes dans ces territoires. « Autant d'éléments prolongés par Benoît Coquard dans *Ceux qui restent* (2019). Dans leurs enquêtes, ces deux chercheurs ont mis en évidence comment, dans un contexte marqué par la précarité du travail, les femmes acceptent plus facilement d'aller travailler à l'usine malgré leur formation initiale et comment, pour elles, l'accès au statut d'adulte peut passer par l'endossement des rôles matrimoniaux et maternels. » Il restait alors à documenter aussi comment les jeunes femmes vivent leur « jeunesse » en milieu rural. C'est l'objectif dans *Les filles du coin*, c'est également l'objet du travail de Sophie Orange et Fanny Renard qui dans « Ces femmes qui tiennent la campagne » s'intéressent aux jeunes femmes entrées dans l'emploi et vivant dans les espaces ruraux.

Une entrée dans l'univers des filles de classe populaire

L'enquête étudie en détail les parcours de jeunes femmes de milieu rural issues des classes populaires. Elle s'intéresse à leurs choix d'orientation scolaire ou les tensions vécues liées à leur insertion dans la vie active. Cette période, entre l'adolescence et l'entrée dans l'âge adulte, concentre de nombreux carrefours de vie : la question du départ du foyer familial d'origine, des premières relations de couple cohabitantes, « et où se pose – et parfois s'impose – celle de la parentalité ». C'est également « une période aussi où se recomposent les amitiés et les réseaux de relations, ce qui n'est pas sans conséquence sur les parcours et les choix présentés comme individuels. »

Fille de, sœur de, copine de... un rapport genre à l'histoire collective

« Les relations que les jeunes femmes ont avec les autres sur leur territoire ne sont pas de simples relations interindividuelles, mais s'inscrivent dans des rapports sociaux historiquement construits qui les transcendent. Ces rapports, qui ont notamment pour enjeux la sexualité et le travail, mettent en évidence combien dire que les femmes et les hommes





sont socialement différents ne suffit plus. Éclairer, à partir de leurs récits, leurs conditions de vie et leurs sociabilités révèle l'inégale distribution des ressources entre les jeunes femmes et les jeunes hommes ainsi que des formes de valorisation symbolique elles aussi inégales, mais permet également de montrer comment les rapports de genre s'imbriquent dans des rapports sociaux de classes.»

Une enquête qui met en évidence les inégalités de genre

« La manière dont les jeunes femmes rencontrées dans le cadre de cette recherche décrivent leur territoire fait écho aux problématiques soulevées dans les enquêtes antérieures sur les jeunes ruraux : forte interconnaissance, précarité du marché du travail, conditions de travail difficiles, emplois sous-qualifiés ; mais aussi, du fait de leur âge (une partie d'entre elles ont moins de 20 ans) et de leur sexe, absence d'activités de loisirs et d'animation socioculturelle, ou encore orientation scolaire par le bas... »

L'inadaptation de l'offre de transports en commun est pointée du doigt par toutes, car si la question de la mobilité croise tous les instants de la vie quotidienne à tous les âges de la vie, des biais de genre renforcent l'inégal accès aux déplacements et aux territoires. Mais cette enquête montre aussi comment ces jeunes femmes se « débrouillent » et font face aux difficultés qui sont les leurs en cherchant à s'y adapter, à « faire avec », à les contourner ou à s'en échapper. »

Des jeunes femmes regardées mais peu valorisées

Les jeunes femmes naviguent entre les attentes sociales et les normes de respectabilité qui exercent un contrôle important sur leur quotidien. Pour éviter jugements et ragots, elles adaptent leur utilisation de l'espace public où nombre de lieux de sociabilité sont masculins. Par ailleurs, elles ressentent une pression pour maintenir une bonne réputation, cela influence leurs choix dans leurs relations amoureuses et amicales.

Dans cette étude, on découvre des jeunes femmes tout à la fois indispensables au tissu local mais invisibilisées et souvent piégées dans des rôles sociaux et des statuts d'aidantes non discutables.

« (...) les jeunes femmes participent tout autant que les jeunes hommes à la vie locale, mais leur participation demeure largement invisibilisée quand il s'agit d'emmener un petit au centre de loisirs, d'accompagner une personne âgée chez le médecin ou de préparer des madeleines et des gaufres pour la fête du village, alors que les jeunes hommes s'affairent sous le regard de tous en portant et construisant les barnums et les tablées. Les discours publics d'inauguration des événements performent les rapports de genre : ils commencent rarement sans les remerciements aux « gaillards » qui ont fait preuve de force physique, tandis que la participation des filles, pour aider les autres comme pour contribuer à l'organisation des repas, considérée comme « normale », n'est qu'exceptionnellement soulignée ».

Le regard de l'entourage et de la communauté est omniprésent.

« Les jeunes femmes sont socialisées au et par le jugement et le regard des autres, qui ont un poids d'autant plus fort dans un espace social restreint où tout le monde se connaît et où tout le monde sait tout. Leurs activités de loisirs, leurs sorties sont connues et soumises au regard réprobateur du groupe de pairs et des adultes quand elles s'écartent de l'ordre de genre. Entre 15 et 25 ans, dans leur prise d'autonomie, elles doivent avant tout montrer leur maîtrise des codes collectifs. »

Six grands chapitres illustrent le quotidien de ces jeunes femmes et le récit qu'elles en font

- 1** Être une fille d'ici ou d'ailleurs : territoire et inscription familiale
- 2** Les gens que l'on peut fréquenter et les autres : construction des relations amicales
- 3** Parcours scolaires et sociabilités
- 4** Marché du travail versus offre disponible
- 5** Occupier son temps libre en milieu rural
- 6** Vie amoureuse sexuelle et conjugale

Yaëlle Amsellem-Mainguy donne ici la parole, de façon inédite, à des jeunes femmes qui se confient sur leur vie quotidienne, leurs relations familiales, leurs amours, les amitiés qui se font et se défont, le poids de la réputation et de la respectabilité, la nécessité d'avoir du réseau et de savoir s'adapter, elles décrivent leur parcours scolaire, leurs rêves et leurs aspirations et débattent de la question qui se pose : partir ou rester ?

LA MISE EN PERSPECTIVE SCIENTIFIQUE + Que veut dire être jeune, rural et sans diplôme aujourd’hui ?



CLÉMENT REVERSÉ

Maître de conférences UT2J

Chercheur en sociologie
au CERTOP & CA-CEREQ
Toulouse

Chercheur associé au Centre
Émile Durkheim Codirecteur
d'ARESVI

Alors que le marché de l’emploi a de plus en plus de peine à absorber l’entièreté des jeunes actifs, la détention d’une qualification diplômante est devenue une ressource décisive pour sécuriser les parcours professionnels des jeunes d’aujourd’hui. Depuis le début du XXI^e siècle, les politiques de lutte contre le décrochage scolaire ont contribué à la réduction de la part des sorties précoces — de 11,2 % en 2006, à 7,6 % en 2023 — signalant ainsi une amélioration apparente de l’insertion scolaire. Néanmoins, cette tendance globale masque un processus qui est moins visible, mais plus structurel : celui de l’augmentation de la précarité et de la fragilisation des parcours d’insertion professionnelle des jeunes peu ou pas diplômés. Ces évolutions s’avèrent tout particulièrement tangibles dans les territoires ruraux où la pauvreté demeure une caractéristique structurante des économies localisées et des parcours individuels des jeunes.

Dans ces espaces, souvent perçus comme étant plus protecteurs (ou des « amortisseurs » de l’exclusion), nous observons pourtant un paradoxe important. En effet, les jeunes sans diplôme y expérimentent à la

fois plus fréquemment l’emploi que leurs homologues urbains, mais ils le font en même temps dans des conditions moins protectrices. Cette « prime au rural », n’est donc pas un avantage durable de la campagne, mais une exposition accrue à des formes flexibles et fragmentées d’emploi. Pour comprendre ce paradoxe il faut ainsi articuler plusieurs dimensions comme les enjeux réputationnels, l’effet du territoire ou encore les transformations structurelles du marché du travail « jeunes », notamment à l’aune de la néo-libéralisation de notre économie.

L’accès à l’emploi en milieu rural ne peut pas se réduire à un simple processus économique, il se constitue également d’enjeux relationnels, identitaires et symboliques forts, notamment pour des jeunes avec peu de ressources liées à leur diplomation. En ce sens, la littérature sur les classes populaires rurales (comme les travaux de Nicolas Renahy, Benoît Coquard ou Yaëlle Amsellem-Mainguy) a montré à quel point le travail demeure central dans la construction des identités, de la dignité et surtout des formes de reconnaissances locales. Finalement, loin des promesses de mobilité sociale, les jeunes sans diplôme rencontrés construisent leur rapport au travail dans un contexte marqué par des opportunités limitées et des formes de précarités très fortement ancrées. Cette configuration met en évidence des logiques plurielles, entre attachement à des emplois faiblement qualifiés et la méfiance envers les dispositifs d’aide sociale perçus comme pouvant être stigmatisants.

Méthodologique

Cet article repose sur plusieurs terrains d’enquête de sociologie conduits entre 2017 et 2025, principalement en Nouvelle-Aquitaine (Charente, Gironde et Creuse). Cette dernière a notamment permis de mobiliser un corpus de plus de 200 entretiens réalisés à la fois auprès des jeunes ruraux sans diplôme, ainsi que des personnes responsables de l’insertion et/ou du retour en formation de ces jeunes (Missions Locales, Mission de Lutte Contre le Décrochage Scolaire, Maisons Familiales Rurales...). Ce corpus a été également enrichi par de l’observation active et ethnographique à la fois sur des scènes institutionnelles, mais aussi lors de rencontres plus informelles avec les jeunes. Cette combinaison méthodologique offre un regard précis sur les trajectoires de décrochage et d’insertion, sans prétendre à une généralisation quantitative à l’ensemble des territoires qui composent « la » campagne française.

La précarité du marché du travail rural

Les jeunes enquêtés affichent une volonté manifeste d'entrer dans l'emploi, mais se heurtent à des opportunités restreintes, dominées par des contrats de courte durée, du travail intérimaire, dissimulé ou saisonnier. Les secteurs agricoles, industriels ou de services structurent ces marchés locaux, marqués par des besoins ponctuels et une forte exigence de disponibilité. En clair, ces jeunes deviennent une main-d'œuvre d'appoint pour un marché du travail peu qualifié de plus en plus instable (et par extension, exploitant). En définitive, cette configuration place ces jeunes non diplômés dans une relation asymétrique où les jeunes, sous couvert de précarisation de leur condition de travail, peuvent être embauchés, mais rarement se stabiliser professionnellement.

Cette précarité structurelle alimente un cercle vicieux : enchaînement des missions courtes, absence de perspectives de stabilisation, difficulté d'accès aux droits sociaux, mais maintien d'une identité de « travailleur » (quoique précaire) qui reste symboliquement valorisée. Si le travail n'est pas uniquement une nécessité économique, mais un levier d'intégration sociale et symbolique, il devient aussi un vecteur d'exploitation. La « logique de l'honneur » se retrouve ici : travailler « coûte que coûte » prime sur l'acceptation d'une inactivité perçue comme dégradante. Certains jeunes vont jusqu'à déclarer préférer travailler sans rémunération plutôt que de rester inactifs, illustrant ainsi la force des normes locales d'engagement et d'autonomie.

La précarité comme ressource pour les employeurs

L'insertion professionnelle des jeunes ruraux non diplômés repose sur un paradoxe structurel : en répondant aux besoins ponctuels des entreprises,

ces jeunes deviennent indispensables tout en restant interchangeables. Les réseaux locaux d'entraide, autrefois fondés sur des pratiques « paternalistes » ou « autochtones », se sont affaiblis sous l'effet de politiques néolibérales, réduisant les opportunités d'emplois stables. Cette érosion renforce leur dépendance vis-à-vis d'un marché du travail dérégulé et contribue à une marginalisation progressive de ces jeunes. En outre, l'inflation des diplômes accentue ce processus : alors que le baccalauréat tend à se banaliser, son absence marque désormais une ligne de fracture plus profonde, confinant les non-diplômés à la périphérie du salariat stable et pérenne.

Différentiels territoriaux et « prime au rural »

L'enquête croise ses résultats avec ceux de l'enquête Génération du CÉREQ afin de situer ces trajectoires dans un cadre statistique. Les données confirmant l'existence d'un écart territorial dans l'accès aux diplômes et aux premiers emplois.

Parmi les sortants du système éducatif,

- Jeunes qui quittent l'école sans diplôme :

14 %	12 %
des jeunes ruraux	en zone urbaine

- à l'inverse ceux atteignent un diplôme du supérieur long :

9 %	25 %
des jeunes ruraux	en zone urbaine

- Ces écarts se prolongent au moment de l'entrée sur le marché du travail : l'accès rapide ou différé à l'emploi à durée indéterminée est légèrement plus fréquent chez les ruraux

16 %	12 %
des jeunes ruraux	en zone urbaine

- l'accès récurrent à l'emploi à durée déterminée l'est également

18 %	12 %
des jeunes ruraux	en zone urbaine

Ces résultats illustrent ce que Joël Zaffran a qualifié de « prime au rural ». C'est-à-dire une insertion initiale quantitativement plus favorable mais qualitativement plus fragile.



En moyenne,

- les jeunes ruraux sans diplôme accèdent à leur premier emploi plus vite que leurs homologues urbains

10,8 mois
des jeunes ruraux / **13,4 mois**
en zone urbaine

- mais mettent plus longtemps à obtenir un emploi stable

20,8 mois
des jeunes ruraux / **17,7 mois**
en zone urbaine

Loin de constituer un avantage durable, cette entrée rapide traduit l'intensité des logiques de flexibilité et la prépondérance des contrats courts. Ainsi, la « prime au rural » doit être comprise comme l'effet d'un marché du travail local saturé de besoins ponctuels, qui offrent des entrées rapides, mais instables.

L'assistanat comme contre-figure identitaire

Au sein de ces espaces, le rejet de l'« assistanat » apparaît comme un trait structurant des représentations et des pratiques des jeunes enquêtés. Dans les territoires étudiés, on valorise l'activité, même précaire, comme gage d'intégration sociale et de dignité individuelle. À l'inverse, le recours aux aides, prestations et minima sociaux est perçu comme une atteinte à l'« honneur ». Ce rejet se manifeste par des discours très explicites de rejet des aides, notamment du RSA qui semble le plus se rapporter à l'inactivité. L'« assisté » devient une figure repoussoir, incarnant l'inactivité et la dépendance, contre laquelle les jeunes tentent plutôt de définir une identité de « travailleurs », même si souvent pauvres. Néanmoins, l'usage ciblé des aides n'est pas absent. Les jeunes justifient ces recours par l'urgence et la brièveté : soutien temporaire, parenthèse avant le retour à l'emploi, aide à l'insertion professionnelle, etc. Cette position ambivalente révèle à la fois l'efficacité symbolique des discours publics sur la responsabilisation et l'intérieurisation des stigmates attachés aux minima sociaux. Elle signale aussi une fragmentation des classes populaires : en stigmatisant les « assistés », les jeunes enquêtés reproduisent des distinctions internes qui affaiblissent la solidarité collective.

Paradoxe structurel et identitaire

Cette valorisation du travail précaire comme alternative à l'assistanat produit un paradoxe central : en cherchant à préserver leur dignité, ces jeunes renforcent leur exposition à la vulnérabilité économique. Ils acceptent des conditions de travail souvent dégradées — bas salaires, horaires atypiques, absence de protection — dans des secteurs où l'instabilité est la norme, par crainte d'être assimilés à une figure sociale qu'ils rejettent. Ce processus illustre un double mécanisme de domination : d'une part, l'impératif moral de travailler « coûte que coûte » ; d'autre part, la transformation structurelle du marché du travail qui convertit leur flexibilité en ressource pour les employeurs.

Les crises économiques locales (fermeture d'usine, remaniement de main d'œuvre...), notamment dans les secteurs industriels ou agricoles, accentuent encore cette précarité. La fermeture d'usines ou la réorganisation d'exploitations agricoles illustrent la fragilité des opportunités disponibles : les premiers exclus sont les plus précaires. Dans ce contexte, un incident individuel (panne de véhicule, problème de santé...) peut suffire à interrompre le parcours professionnel, tant la disponibilité et la mobilité sont devenues des conditions implicites d'employabilité.

Lire les politiques d'insertion à l'aune des territoires

Nos résultats invitent à reconsiderer la manière dont les politiques publiques abordent l'insertion des jeunes non diplômés. Les dispositifs de lutte contre le décrochage scolaire, bien qu'ayant réduit le nombre de sortants précoces, n'ont pas nécessairement permis de stabiliser les parcours d'insertion dans les territoires ruraux. De même, les dispositifs d'aide sociale restent conçus sur un modèle homogénéisant, sans prise en compte suffisante des contraintes spécifiques liées à l'éloignement géographique, à la faible densité institutionnelle et à la structure des marchés ruraux de l'emploi.

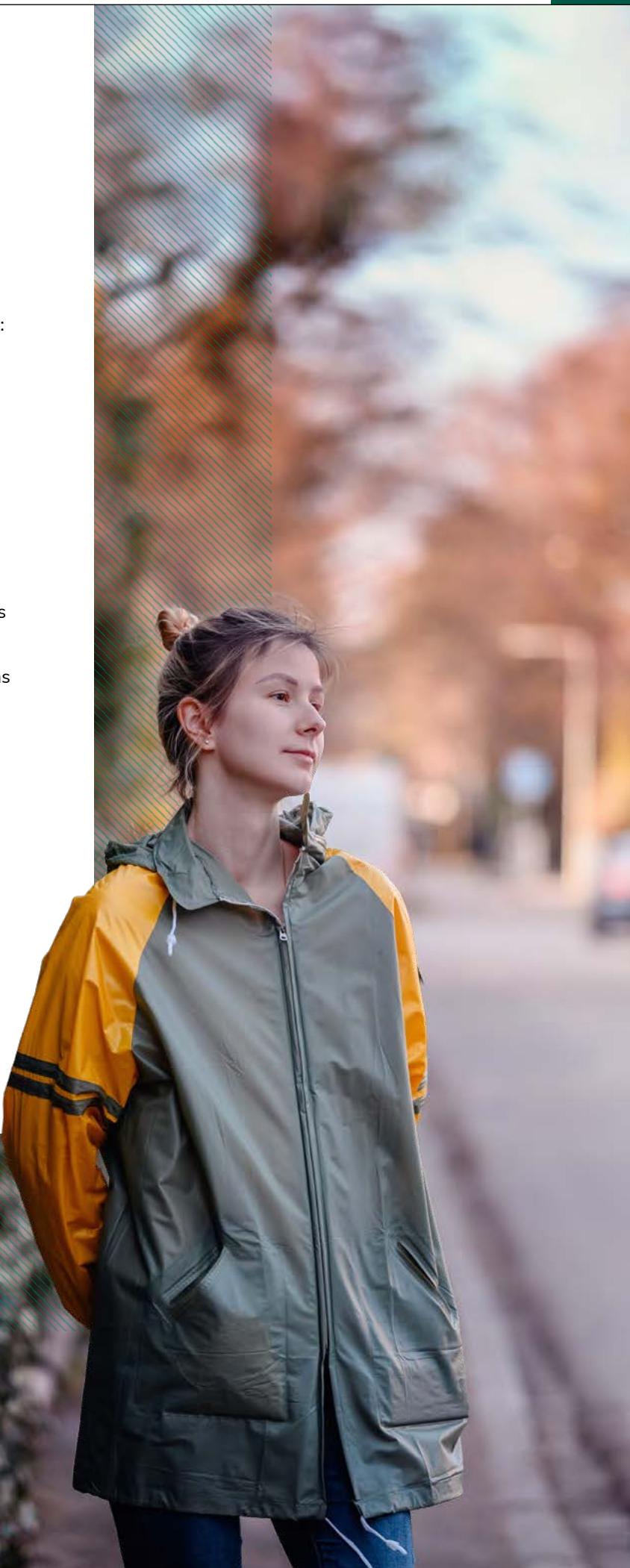
Réhabiliter le lien entre travail et dignité dans ces espaces suppose de repenser les politiques éducatives et de formation : développer des filières de proximité, reconnaître les aspirations locales, et promouvoir une meilleure articulation entre dispositifs nationaux et contextes territoriaux spécifiques. La lutte contre l'abandon scolaire précoce doit ainsi être pensée comme un levier d'intégration, mais aussi comme un instrument de justice sociale territorialisée, capable d'offrir aux jeunes sans diplôme des perspectives autres que la précarité durable.

Pour conclure

L'analyse des trajectoires des jeunes ruraux sans diplôme met au jour une tension entre deux éléments : d'une part, l'impératif de travailler comme condition d'intégration et de reconnaissance sociale ; d'autre part, la réalité d'un marché du travail rural qui instrumentalise cette disponibilité pour alimenter des formes d'emploi instable. Cette tension produit un paradoxe identitaire et structurel : en refusant l'assistantat et en valorisant l'emploi précaire, ces jeunes consolident leur vulnérabilité économique.

Cette situation illustre les limites des politiques publiques actuelles, encore trop centrées sur une logique individualisante de responsabilisation. Dans les territoires ruraux, où les institutions sont souvent éloignées et les opportunités professionnelles fragmentées, l'accompagnement devrait être pensé à partir des contextes locaux, en intégrant la dimension symbolique du travail et les représentations de l'assistance. À défaut, ces jeunes continueront d'expérimenter une insertion précaire qui, loin de constituer une étape transitoire, risque de devenir une condition permanente de leur rapport au travail et à la société.

Plus largement, ces résultats invitent à interroger les catégories mêmes qui structurent l'action publique : travail & assistance, mérite & dépendance, insertion & exclusion. Les expériences des jeunes ruraux sans diplôme montrent qu'elles sont moins des oppositions que des continuités, produites par un marché du travail dérégulé et des politiques sociales segmentées. Réinscrire la question de la dignité et de l'égalité territoriale au cœur des dispositifs apparaît alors comme une condition essentielle pour rompre le cycle de précarité et redonner sens aux parcours professionnels de ces publics.





Conclusion du dossier thématique

Des jeunes ruraux entre universalités et spécificités

La notion de « jeunes ruraux » est à déconstruire. Si, historiquement, les jeunes issus des milieux ruraux étaient perçus comme des paysans mal adaptés à la modernité, la réalité est toute autre. En France, la part d'agriculteurs est très faible. L'INSEE¹ recense en 2020, 6 892 jeunes de moins de 25 ans exploitants agricoles dont 5 884 hommes et 1 008 femmes. Et quand bien même ils seraient paysans ou exploitants agricoles, la mondialisation a pour conséquence que les jeunes, qu'ils soient « urbains » ou « ruraux », quelle que soit leur catégorie sociale et économique sont tous connectés aux mêmes sources d'information et aux mêmes réseaux d'influences. Cet accès universel à un même contenu lisse les différences et homogénéise les références.

Les jeunes vivant en milieu rural ne constituent pas pour autant un groupe homogène. Leurs environnements et plus généralement les services auxquels ils peuvent accéder conditionnent leurs parcours. Certains sont obligés de faire face à des situations de décohabitation précoce parfois mal vécue pour poursuivre leur scolarité. Ou alors, ils sont conduits à passer un diplôme par défaut mais proche de chez eux qui ne correspond pas toujours ni aux attentes des employeurs ni aux besoins du territoire. Lorsque que la décohabitation est évitée à tout prix comme par exemple avec les campus numériques, on observe des situations plus complexes de jeunes dont les spécialités ne correspondent pas au tissu économique et au marché du travail du territoire. Et c'est donc plus tard que le départ du territoire devient nécessaire.

En dehors de ces moments d'incertitudes que sont les orientations scolaires, les jeunes ruraux et particulièrement les plus précaires peuvent faire face à des situations d'urgence. Ces situations sont d'autant plus complexes quand la prise en charge des jeunes se fait tardivement, plus encore quand ces difficultés deviennent visibles et donc stigmatisantes. En effet, l'accumulation de difficultés matérielles, physiologiques et psychologiques enferme les jeunes et les pousse vers une forme de retrait social. Le repérage devient un enjeu et un défi pour les acteurs de terrain.

¹ Champ: France métropolitaine, hors structures gérant les pacages collectifs. Source: Agreste, recensements agricoles 2010 et 2020



Des Missions Locales comme les autres ?

Chaque territoire influe sur la stratégie et le positionnement d'une ML. Les bassins d'emploi, les bassins de vie, la géographie et les ressources matérielles et immatérielles disponibles déterminent un quotidien. Du fait de la faible densité de population, les territoires ruraux sont le plus souvent obligés de se spécialiser autour de leur bassin d'emploi autant sur les perspectives qu'ils offrent que dans l'imaginaire auquel ils renvoient. Pour les ML rurales, admettre avec fatalité qu'il faudra « pousser » certains jeunes à partir pour poursuivre un projet professionnel ou personnel est incontournable. D'autres ML ont la possibilité de compenser ces déficits de perspective en portant parfois seul des projets innovants ou en montant des partenariats renforcés pour créer une attractivité locale.

Les subventions nationales représentent en moyenne 67 % des ressources financières du réseau des Missions Locales. Les structures qui couvrent majoritairement des territoires ruraux sont cependant traitées comme n'importe quelle autre Mission Locale. Or, la majeure partie de ces financements est distribuée selon des critères de volume. Par exemple, le nombre de jeunes entrés en CEJ avec un parcours d'au moins un mois. Dans cette logique, plus une Mission Locale accompagne de jeunes, plus elle dispose de moyens.

Pour accompagner davantage de jeunes, les Missions Locales rurales n'ont souvent d'autre choix que d'élargir leur zone de couverture. En moyenne, les Missions Locales qui interviennent sur au moins un territoire rural couvrent 94 communes, contre 82 en moyenne pour l'ensemble. Ce chiffre monte à 118 pour les 280 Missions Locales dont la part de territoires ruraux est supérieure à la moyenne.

Cette extension entraîne non seulement une multiplication des interlocuteurs politiques locaux, mais aussi une augmentation des distances à parcourir pour les professionnels. Il ne s'agit pas seulement de réclamer davantage de moyens pour les Missions Locales rurales, mais de faire prendre conscience que sur huit heures de travail effectif, deux peuvent être absorbées par les déplacements, sans possibilité réelle de les compenser.

Des constats partagés avec les partenaires

L'enjeu de la mobilité est un sujet central et transversal à tous nos partenaires. Unaniment, ils font le même constat et souvent mènent le même combat lié à l'éloignement physique et psychologique des jeunes invisibilisés.

La dématérialisation est brandie comme une solution simple à cet obstacle complexe. Du fait de l'usage des smartphones et d'une utilisation intensive des réseaux sociaux, on suppose les jeunes très à l'aise avec l'environnement virtuel. Or, naviguer sur les services publics en ligne ne se résume pas à une simple question de compétence numérique. S'approprier la logique administrative, comprendre les droits et les devoirs inhérents à son statut n'a rien d'évident, cela s'apprend. Quand la cellule familiale ne possède pas ou ne transmet pas ces savoirs, cela nécessite un accompagnement. L'aller-vers devient alors indispensable afin de capter ces jeunes. Ce même raisonnement s'applique à tous les services en ligne – quelle que soit leur finalité.

Cette marche forcée vers la dématérialisation est d'autant plus marquée en ruralité. Paradoxalement, les acteurs de proximité se retrouvent dans l'obligation de faire ou d'organiser cet accompagnement vers un « tout numérique ». Rien ne remplace l'humain et quand les lieux ressources sont rares, inexistant ou difficilement accessibles, on fabrique de la relégation et de la solitude. D'où l'importance cruciale de la mise en commun des ressources et de la complémentarité des actions entre les partenaires d'un même territoire.



Du bricolage systémique - Maintenir l'existant au prix de son avenir

Les territoires ruraux ont, de façon générale, réussi à faire comprendre que chaque type de ruralité est spécifique. Malheureusement, ce constat les enferme malgré eux dans une forme de bricolage permanent. En effet, la multiplicité des initiatives « sur mesure » ou au « cas par cas » intensifiée par la logique d'enveloppe et d'appel à projets, limite les actions :

- dans leur champ d'action souvent contraint pour répondre au projet,
- mais aussi dans le temps. Ainsi on trouve des solutions temporaires, qui parfois fonctionnent, sans pour autant leur permettre de passer à l'échelle.

Lorsque les appels à projet nationaux permettent de répondre à des besoins locaux, leur caractère ponctuel ne permet pas d'assurer un avenir aux projets. Principalement parce que les collectivités, les départements, les régions, et même l'État local ne disposent pas ou ne se dotent pas des moyens nécessaires pour financer ces projets dans une logique pérenne à leur échelon respectif.

La lutte constante pour le maintien des faibles moyens alloués aux territoires ruraux limite, voire empêche toute réflexion sur l'avenir de la ruralité. Ces dispositifs, défendus comme une digue fragile, exigent un combat défensif, alors qu'ils devraient être pensés comme un levier de développement. Cette absence de vision entretient l'incertitude et prive la ruralité d'une trajectoire à long terme, la condamnant à agir dans l'urgence plutôt qu'à construire l'avenir.

Pour sortir du bricolage et prendre en compte collectivement les réalités des territoires, il est urgent de prendre le temps de penser les futurs avec l'ensemble des parties prenantes.

Quel assembler pour les territoires ?

Bien que les acteurs politiques locaux aient conscience que la jeunesse de leurs territoires soit une ressource, peu s'organisent pour la rencontrer ou la consulter sur les politiques publiques qui les concernent. Le vœu de la participation ne peut être exaucé que si on l'organise. La participation ne se décrète pas, elle se construit.

Lors de la production de ce rapport, nous avons élaboré un questionnaire avec l'aide de Jordan Keumejio doctorant en Science politique à l'Université de Lille - dédié aux élus de l'ensemble des 380 Missions Locales concernées par la ruralité. Seuls 14 d'entre eux y ont répondu, ils sont pourtant la clé de l'animation des partenariats de territoire sur les questions de jeunesse.

Une fois ce constat posé, qui pour sensibiliser et accompagner la politique locale sur les questions de jeunesse ?

Une multitude d'acteurs ne se rencontrent pas ou pas assez. Les acteurs politiques de la ruralité ont peu d'espace pour une réflexion sur son avenir et pourtant de grands changements de paradigme sont en cours. Il y a une fragmentation des modes de vie qui sont de plus en plus individualisés, c'est une lame de fond qui est observée et pour laquelle on ne se donne pas les moyens de penser aux conséquences dans les espaces ruraux, pour les territoires et pour les jeunes qui y résident.

Recommandations

L'exploration du thème de la ruralité en Mission Locale nous a permis de mettre au jour cinq grandes idées socles pour contribuer à l'amélioration continue du réseau.

Certaines concernent les Missions Locales elles-mêmes :

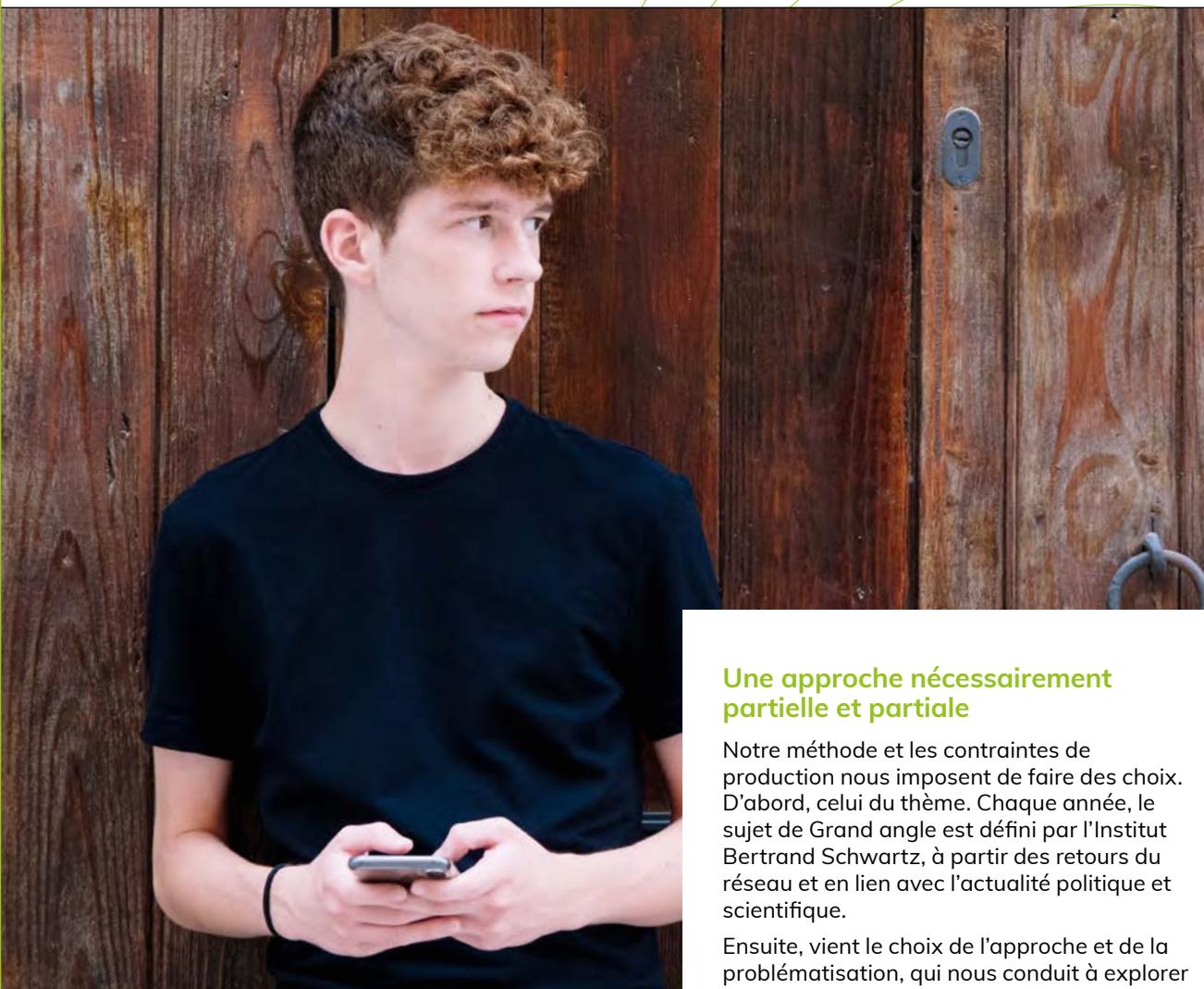
- **Développer le "faire découvrir".** De plus en plus de ML pratiquent des "jumelages" entre elles. Cette démarche est valorisante pour les territoires, pour les publics, pour les structures et dynamise les perspectives de mobilité.
- **Cartographier les bureaux mobiles et les itinérances.** Le réseau des Missions Locales s'enrichit de solutions innovantes, audacieuses et agiles en matière d'aller-vers et d'emmener-vers. Les rendre visibles encouragerait les partenariats et offrirait des opportunités de mutualisation des coûts.
- **Penser en équipe et avec le territoire le "partir pour mieux revenir".** En Mission Locale l'accompagnement prend en compte le temps long. Cependant en ruralité, ce temps long aurait tout à gagner à se penser au-delà de l'accompagnement lui-même. Si le départ vers des solutions urbaines d'emploi et de formation est pensé, le retour ne l'est pas ou pas de manière systémique. Or, penser au retour peut aussi devenir un moyen de lever les freins au départ et ainsi permettre de transformer certains départs définitifs en parenthèses épanouissantes.

D'autres concernent les modalités de mobilisation des collectivités et des pouvoirs publics pour le soutien aux acteurs :

- **Structurer le « transfrontalier » entre régions et entre départements.** Les frontières tracées ne rendent pas toujours service aux publics. Pour lutter contre le déficit de solutions de transports, il est important de tenter de décloisonner les ressources. Rendre visibles et accessibles les offres d'emploi qui relèvent des autres territoires doit s'appuyer sur une volonté de partenariats forts. En revanche, s'affranchir des carcans administratifs des offres de formation et de transports relève davantage du dialogue politique autour de l'éligibilité des publics.
- **Améliorer l'accès des Missions Locales aux appels à projet.** De nombreuses opportunités de financement restent dans l'ombre et parfois sont sous-utilisées. Lors de la période de 2014 à 2020, le Fond Social Européen a consommé 5,1 milliards d'euro sur les 6,5 attribués. Même constat sur la période 2021-2027 où 50 % de l'enveloppe FSE+ a été consommée au 30 juin 2025². Si les appels à projets peuvent répondre efficacement à des besoins ponctuels, leur complexité administrative et la charge de travail qu'ils impliquent constituent souvent un frein pour les structures qui ne disposent pas toujours des moyens humains nécessaires pour y répondre. Un accompagnement renforcé à la fois national et territorial des Missions Locales, ainsi qu'un travail d'influence coordonné au niveau national auprès des différents fonds, permettraient à un plus grand nombre de structures de bénéficier de ces dispositifs de financement.

² <https://www.europe-en-france.gouv.fr/fr/ressources/avancement-consommation-fonds-europeens-2014-2020-2021-2027-en-france>

4. Conclusion générale



Une approche nécessairement partielle et partiale

Notre méthode et les contraintes de production nous imposent de faire des choix. D'abord, celui du thème. Chaque année, le sujet de Grand angle est défini par l'Institut Bertrand Schwartz, à partir des retours du réseau et en lien avec l'actualité politique et scientifique.

Ensuite, vient le choix de l'approche et de la problématisation, qui nous conduit à explorer le sujet dans sa globalité avant de choisir un angle d'analyse privilégié.

Enfin sur la méthodologie, cette année, nous avons expérimenté un appel à manifestation d'intérêt auprès du réseau des Missions Locales. Cette démarche nous a permis de constituer un groupe de Missions Locales volontaires pour participer aux différentes productions de l'Observatoire. Cette nouvelle approche fera l'objet d'une évaluation partagée, afin d'en mesurer l'intérêt et d'envisager sa reconduction ou son adaptation pour les années à venir.

De l'observation à l'action : infléchir les politiques locales

Le travail d'observation est un jeu d'équilibre entre la restitution des réalités vécues par les jeunes, les professionnels, les partenaires du réseau et les décideurs sur le terrain, et la nécessité d'apporter une mise en perspective et une prise de recul sur le sujet traité. L'Observatoire relie ainsi les pratiques locales aux enjeux nationaux, tout en nourrissant la réflexion publique sur les effets concrets des politiques de l'emploi et de l'insertion.

Ainsi, les constats posés par le réseau des Missions Locales contribuent à une compréhension partagée des

Conclusion générale : quel avenir pour l'Observatoire ?

transformations à l'œuvre et à l'éclairage des débats qui traversent à la fois le réseau et les décideurs publics.

Mais nous espérons vivement que ces apports puissent contribuer effectivement à l'évolution des politiques publiques et/ou des pratiques professionnelles.

Vers une approche globale et interactive des politiques publiques ?

Au fil des deux publications de Grand angle, une réflexion s'impose, l'absence d'une véritable approche globale des politiques publiques de jeunesse. En effet, comme le précisait Bertrand Schwartz dans son rapport « Une politique destinée à faciliter l'insertion professionnelle et sociale des jeunes ne prend son sens que dans la mesure où elle s'inscrit dans un ensemble plus vaste d'objectifs politiques définis par le gouvernement. ».

Les effets de bord, les effets de seuil et les biais observés agissent comme autant de miroirs déformants entre la pensée politique et la mise en œuvre concrète des dispositifs. Ce miroir agit d'ailleurs dans les deux sens, il déforme la pensée politique lorsqu'elle se confronte aux réalités de terrain mais il altère aussi la lecture des retours critiques qui peinent alors à être perçus pour ce qu'ils sont, des leviers d'amélioration et non des remises en cause.

Bien que les politiques soient souvent conçues dans une logique de globalité, leur mise en œuvre par les services de l'État (ou des grandes collectivités) engendre presque instantanément de la verticalité, y compris dans les démarches les plus transversales.

De la mise en œuvre de l'obligation de formation, portée conjointement par trois ministères, aux politiques en faveur de la

ruralité, souvent réparties entre plusieurs niveaux d'administration et de financement, les exemples ne manquent pas pour illustrer cette fragmentation.

C'est dans cet interstice que se situe le rôle des Missions Locales. Faire le lien, articuler les politiques et redonner de la cohérence à l'action publique au plus près des jeunes et des territoires.

L'avenir de l'Observatoire national du réseau des Missions Locales

L'Observatoire national du réseau des Missions Locales s'inscrit dans une dynamique d'écoute, d'analyse et de valorisation du travail mené dans les territoires. Son ambition est double : soutenir la compréhension des réalités vécues par les jeunes et les professionnels, et renforcer la capacité du réseau à porter une parole collective fondée sur des faits, des constats et des expériences concrètes.

L'enjeu pour les années à venir est de poursuivre cette articulation entre production de connaissances et animation du débat public, en consolidant les liens entre observation, recherche et action. L'Observatoire entend continuer à être un lieu de traduction, celui où les données prennent sens, où les pratiques inspirent les politiques et où les politiques s'évaluent à l'aune du réel.

L'avenir de l'Observatoire réside ainsi dans sa capacité à rester proche du terrain, tout en s'appuyant sur les dynamiques d'observation portées dans les régions et au sein même des Missions Locales. Ces initiatives locales enrichissent la compréhension collective et participent à un mouvement d'observations partagées, où le réseau tout entier, à toutes ses échelles, contribue à produire et relayer des connaissances sur la jeunesse.

Vocabulaire métier Lexique I-Milo

Entrée en dispositif (PACEA, CEJ...)	Toute nouvelle période de dispositif sur la période. Le nombre d'entrée en dispositif est différent du nombre de jeunes entré·es en dispositif.
Entrée en situation (emploi, formation, alternance...)	Tout·e jeune qui, sur la période, a eu un jour de situation.
Évènement	<p>Un événement se crée en résultat de tout acte métier enregistré sur le dossier d'un·e jeune :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Faire une proposition au/à la jeune • Modifier les informations du dossier • Ajouter une note <p>Chaque événement est qualifié par une « Nature » qui définit la forme de l'échange (Entretien, téléphone, mail...)</p>
I-Milo	Système d'information des Missions Locales
Jeune accompagné·e	Est considéré comme "Jeune accompagné", le jeune qui a bénéficié d'au moins un événement de nature "Entretien individuel", "Atelier" ou "Info collective" au cours de la période prise en compte.
Jeune en contact	Est considéré comme "Jeune en contact", tout jeune qui a eu au moins un événement (hormis les événements de nature "Administratif", "Correctif" ou "Données à vérifier") au cours de la période prise en compte.
Offre de Services	Ensemble de prestations proposées par les Missions Locales et leurs partenaires pour faciliter l'insertion des jeunes. Ces offres, issues tant de sources internes qu'externes à la mission locale, sont diversifiées : emploi, aide financière, formation, intermédiation, animations collectives, etc. Elles sont cataloguées afin d'être systématiquement proposées aux jeunes en fonction de leurs besoins spécifiques.
Proposition	<p>Acte de proposition d'une offre de service lorsqu'elle est adressée à un jeune. La proposition peut faire l'objet d'un suivi détaillé qui permet de documenter son évolution à travers divers états (En cours, Refusé, Accepté, Réalisé, etc.).</p> <p>Ce processus de suivi permet d'assurer l'adéquation de l'accompagnement avec les besoins du jeune et d'ajuster l'intervention de la Mission Locale selon les réponses du jeune aux offres proposées.</p>

Sigles, abréviations et concepts

ANCT	Agence nationale de la cohésion des territoires
ARML	Association Régionale des Missions Locales
BRSA	Bénéficiaire du Revenu de Solidarité Active
CLS	Contrat Local de Santé
CLSM	Conseil Local de Santé Mentale
CDC	Communauté de Communes
Chantier d'insertion	Structure d'insertion par l'activité économique
DREES	Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques
Échantillon	Sélection supposée représentative d'une population, utilisée pour réaliser une étude statistique.
Effet de seuil	L'effet de seuil désigne un phénomène qui ne se déclenche qu'à partir d'un certain niveau (ou seuil) d'un indicateur, d'une variable ou d'un phénomène. Avant ce seuil, les variations de la variable n'ont pas ou peu d'impact, mais une fois le seuil franchi, les effets deviennent significatifs ou s'accélèrent. Par exemple, en économie, certaines aides sociales diminuent au-delà d'un certain revenu : cela crée un effet de seuil qui peut décourager à augmenter légèrement ses revenus.
EPCI	Établissement Public de Coopération Intercommunale
IRL	In Real Life Acronyme pour évoquer les relations "en vrai" et non pas seulement en ligne.
Loi NOTRe	Loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
Marge d'erreur	En statistique, la marge d'erreur est la fourchette dans laquelle la population peut s'écartez de l'échantillon*.
Métropole	Une métropole est la ville principale d'une région géographique ou d'un pays qui est à la tête d'une aire urbaine importante, par sa grande population et par ses activités économiques et culturelles. Elle exerce des fonctions organisationnelles sur l'ensemble de la région qu'elle domine.
ML	Mission Locale
Mobilité pendulaire	La mobilité pendulaire désigne les navettes quotidiennes domicile-travail. Elle concerne une grande partie de la population active.
MSP	Maison de santé pluridisciplinaire
Niveau de confiance	En statistique, le niveau de confiance est la probabilité avec laquelle un échantillon* reflète la population.



Sigles, abréviations et concepts

Le non-recours d'après l'Observatoire des non recours aux droits et services	Le non-recours aux droits est défini comme toute personne qui, en tout état de cause, ne bénéficie pas d'une offre publique, de droits et de services auxquelles elle pourrait prétendre. Il peut avoir plusieurs origines : la non-connaissance, la non-demande, la non-réception, la non-proposition. À titre d'illustration, les taux de non-recours sur différentes prestations sociales sont importants, fréquemment supérieurs à 30 % : 34 % pour le revenu de solidarité active (RSA), 50 % pour l'allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa) seules.
Pays	Le « pays » est un territoire cohérent sur le plan géographique, culturel, économique ou social, à l'échelle d'un bassin de vie ou d'un bassin d'emploi, visant le développement territorial. Il exprime la communauté d'intérêts économiques des communes ou des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) qui le composent. En 2013, les pays recouvrant plus de 80 % du territoire et regroupaient 48 % de la population.
PETR	Pôle d'Équilibre Territorial et Rural Créés par la loi du 27 janvier 2014, ils ont vocation à être un outil de coopération entre EPCI sur les territoires situés hors métropoles, ruraux ou non. Cette loi donne par ailleurs une assise juridique au Conseil de développement, organe composé des acteurs socio-économiques du territoire. Il est consulté en particulier sur les principales orientations du Pôle et sur le projet de territoire.
PMSMP	Période de mise en situation en milieu professionnel. Cadre de conventionnement des périodes de stage pour les jeunes accompagnés en ML.
QPV	Quartier Prioritaire de la Politique de la Ville
Taille critique	La notion de taille critique fait référence à la taille ou à l'échelle nécessaire pour atteindre un niveau de rentabilité suffisante pour maintenir une offre de services (formation, permanences,...)
Taux de pénétration	Le taux de pénétration mesure la part d'un produit ou service dans une population cible et indique son niveau d'adoption.
Grille de densité	En 2021, l'INSEE a défini une grille de densité à 7 niveaux correspondant aux grilles définies par Eurostat et l'OCDE. Au sein des communes de densité intermédiaire, la grille à 7 postes permet de différencier : <ul style="list-style-type: none">• les « centres urbains intermédiaires » ;• les « ceintures urbaines » ;• les « petites villes ». Au sein des communes rurales, la grille distingue : <ul style="list-style-type: none">• les « bourgs ruraux » ;• le « rural à habitat dispersé » ;• le « rural à habitat très dispersé »

Ressources bibliographiques

Aux origines de la définition statistique de la population urbaine en France : le seuil des 2 000 habitants

Christine LAMARRE
Histoire & Mesure volume 2 - n°2. Varia. pp. 59-72
1987
https://www.persee.fr/doc/hism_0982-1783_1987_num_2_2_1312

Auboué en Lorraine du fer

Louis KÖLL
Paris, Karthala
1981

Ceux qui restent

Benoît COQUARD
Editions La Découverte
2019

Étude sur la diversité des ruralités

« Typologies et trajectoires des territoires »
Magali TALANDIER
Acadie - Écrire les territoires. Dessiner la chose publique
2023
https://www.observatoire-des-territoires.gouv.fr/sites/default/files/2023-02/rapport_final_etude_anct_ruralites_-_acadie_-_magali_talandier_-_16_fevrier_2023.pdf

Jeunesse rurale – jeunesse ordinaires

Claire LEMÈTRE et Sophie ORANGE
Savoir/Agir
2016
<https://doi.org/10.3917/sava.037.0009>

Les Filles du coin

Yaëlle AMSELLEM-MAINGUY
Presses de Sciences Po
2023
<https://injep.fr/publication/les-filles-du-coin-enquete-sur-les-jeunes-femmes-en-milieu-rural/>

Les Gars du coin

Nicolas RENAHY
Editions La Découverte
2005

Pauvreté et conditions de vie des jeunes dans le monde rural : comment adapter les réponses institutionnelles ?

Noor-Yasmin DJATAOU,
Hélène FURNON-PETRESCU
et Carine SEILER
Rapport de l'Inspection Générales des Affaires Sociales (IGAS)
nov-24
<https://igas.gouv.fr/pauvrete-et-conditions-de-vie-des-jeunes-dans-le-monde-rural-comment-adapter-les-reponses-institutionnelles>

Petits boulots et grandes galères

Être jeune sans diplôme en milieu rural
Clément REVERSE
Céreq - BREF Bulletin de recherches emploi formation
2025
<https://www.cereq.fr/petits-boulots-et-grandes-galeres-etre-jeune-sans-diplome-en-milieu-rural>

« Qu'est-ce que le « rural » ? Analyse des zonages de l'INSEE en vigueur depuis 2020 »

Olivier BOUBA-OLGA
Géoconfluences
mai-21
<https://geoconfluences.ens-lyon.fr/actualites/eclairage/grille-densite-zonage-aires-urbaines-definition-rural>

Que sait-on des jeunes ruraux ?

Revue de littérature
Benoît COQUARD
rapport d'étude, INJEP
mars-15
<https://injep.fr/wp-content/uploads/2018/09/rapport-2015-03.pdf>

Rapport au premier ministre "L'insertion professionnelle et sociale des jeunes"

Bertrand SCHWARTZ
La documentation française
sept-81
<https://www.unml.info/centre-de-ressources/institut-bertrand-schwartz/ibs-bibliographie/>

“ Sois gentil et te fais pas remarquer ! ” ou comment être jeune avec les autres dans les campagnes ?

Mélanie GAMBINO
La revue du Groupe Ruralités, Éducation et Politiques, 2016, Mondes ruraux et apprentissage de la socialité citoyenne
2016
<https://doi.org/10.3917/pour.230.0055>

Remerciements

Pour ce second numéro de *Grand angle*, le comité éditorial et les directeurs de publication souhaitent remercier l'ensemble des contributeurs qui nous ont accordé du temps :

Les directions de Missions Locales qui ont mobilisé leurs équipes :
 ML du Chinonais, ML de la Creuse, ML des 2 Rives, ML de Haute-Garonne, ML de la Presqu'île Guérandaise, ML du Provinois, ML Réussir en Sambre Avesnois, ML Saint-Louis Altkirch, ML de la Tarentaise, ML Toulouse.

Les conseillers et conseillères qui ont exprimé un point de vue éclairant.

Les ARML Antilles Guyane et Océan Indien qui ont accepté de contribuer par écrit car nous n'avons pas pu nous y rendre.

Les partenaires CNAM, CPAM de l'Aisne, CMA France, l'ANCT, France Services.

Les élus Daniel Barbe Maire de Blasimon, Claude Bodet Maire de Saint Lyphard, Emmanuelle Dacheux Maire de Piriac-sur-Mer Jean Patrick Gille conseiller régional de la Région Centre Val de Loire, Eric Jeansannetas sénateur de la Creuse et Philippe Wattier adjoint à la Mairie de Reims.

Les chercheurs qui ont pris le temps d'échanger et de porter un regard sur nos réflexions :

Yaëlle Amsellem-Mainguy Chargée d'études à l'Injep, sociologue associée au CERLIS et à l'INED.

Julie Couronné sociologue Chargée d'études à l'Injep et associée au CEET.

Mélanie Gambino enseignante-chercheure en Géographie au Laboratoire Interdisciplinaire Solidarités, Sociétés, Territoires (LISST) et à l'Université Toulouse - Jean Jaurès.

Florence Ihaddadène sociologue à l'Université Picardie Jules Verne, du CURAPP-ESS et chercheuse associée à l'IDHES.

Jordan Keumejio Doctorant en science politique à l'Université de Lille, Laboratoire CERAPS (UMR 8026).

Delphine Libaros Chargée d'études au Service Études, prospective et évaluation de la Région Nouvelle-Aquitaine.

Clément Reversé sociologue au CERTOP, au centre associé CEREQ de Toulouse et chercheur associé au Centre Emile Durkheim.

Magali Talandier Professeure en urbanisme et aménagement du territoire et Maitresse de conférence à l'Université de Grenoble.

Océane Vilches Maîtresse de conférences en Sciences de l'éducation et de la Formation à l'IREDU (Institut de Recherche sur l'Éducation : sociologie et économie de l'éducation).

Et enfin, un immense merci aux jeunes de nous avoir partagé leur expertise d'usage.

Crédits de réalisation



Directeurs de la publication
Marc GODEFROY et Stéphane VALLI

Coordinateurs et rédacteurs en chef
Amel KOUZA et Mathieu NAJAR

Comité éditorial
Éric AUGADE
Jean-Paul DRAPIER
Olivier GAILLET
Marc GODEFROY
Annie JEANNE
Amel KOUZA
Edith LE GOURRIER
Frédérique LIS
Adrien LUSINCHI
Mathieu NAJAR
Marie RONDWASSER
Didier RUMEAU
Dominique SERY
Nathalie SLISKOVIC
Ninon SZWED
Allan VINET

Photographies
Anouk DESURY, Envato, Daniel JOLIVET, ML

Graphiste
Damien CAZEILS

Document imprimé avec des encres végétales par
Centr'Imprim





L'Observatoire national du réseau des Missions Locales

54 rue de Paradis • 75010 Paris
Tél. 01 75 43 32 32
Accueil UNML : accueil@unml.info
Institut Bertrand Schwartz : institut@ibschwartz.org

www.unml.info